

The Agreement was
previously published
as Cmnd.4770

UNIVERSAL
POSTAL UNION



Treaty Series No. 75 (1973)

Postal Parcels Agreement

[with Final Protocol and Detailed Regulations]

Tokyo, 14 November 1969

[The United Kingdom notification of
approval was deposited on 30 June, 1972]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
August 1973*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
£1.45 net

Cmnd. 5387

CONTENTS

	<i>French Text Page</i>	<i>English Translation Page</i>
1. Postal Parcels Agreement	3	151
2. Final Protocol to the Postal Parcels Agreement	61	184
3. Detailed Regulations for implementing the Postal Parcels Agreement	81	201
4. List of Forms	115	233
5. Ratifications, Approvals and Accessions	—	264

Note: The authentic texts of the above instruments are in the French language only. The English translations have been prepared by the Ministry of Posts and Telecommunications.

ARRANGEMENT
CONCERNANT
LES COLIS POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Exploitation du service par les entreprises de transport
3. Catégories de colis
4. Coupures de poids

TITRE I
TAXES ET DROITS

5. Composition des taxes et des droits

CHAPITRE I
TAXES PRINCIPALES ET SURTAXES AÉRIENNES

6. Taxes principales
7. Surtaxes aériennes

CHAPITRE II
TAXES SUPPLÉMENTAIRES ET DROITS

SECTION I

TAXES VISANT CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

8. Colis urgents
9. Colis exprès
10. Colis francs de taxes et de droits
11. Colis avec valeur déclarée
12. Colis fragiles. Colis encombrants

SECTION II

TAXES ET DROITS VISANT TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

13. Taxes supplémentaires
14. Tarif
15. Droits

SECTION III

FRANCHISE POSTALE

16. Colis de service
17. Colis de prisonniers de guerre et internés

TITRE II
EXÉCUTION DU SERVICE
CHAPITRE I
CONDITIONS D'ADMISSION

SECTION I
CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

Art.

- 18. Conditions d'acceptation
- 19. Interdictions
- 20. Limites de dimensions
- 21. Traitement des colis acceptés à tort
- 22. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

SECTION II
CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ADMISSION

- 23. Colis avec valeur déclarée
- 24. Colis francs de taxes et de droits

CHAPITRE II
CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE RÉEXPÉDITION

SECTION I
LIVRAISON

- 25. Règles générales de livraison. Délais de garde
- 26. Livraison des colis exprès
- 27. Avis de réception
- 28. Non-livraison au destinataire
- 29. Renvoi à l'origine des colis non livrés
- 30. Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré

SECTION II
RÉEXPÉDITION

- 31. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse
- 32. Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier
- 33. Renvoi à l'origine des colis acceptés à tort
- 34. Renvoi à l'origine par suite de suspension de service

CHAPITRE III
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Art.

- 35. Inobservation par une Administration des instructions données
- 36. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre
- 37. Retrait. Modification ou correction d'adresse
- 38. Réclamations et demandes de renseignements

TITRE III
RESPONSABILITÉ

- 39. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
- 40. Non-responsabilité des Administrations postales

41. Responsabilité de l'expéditeur
42. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales
43. Paiement de l'indemnité
44. Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement
45. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

TITRE IV
QUOTES-PARTS REVENANT AUX ADMINISTRATIONS.
ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS

CHAPITRE I
QUOTES-PARTS

46. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée
 47. Quote-part territoriale de transit
 48. Réduction ou majoration de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée
 49. Quote-part maritime
 50. Réduction ou majoration de la quote-part maritime
 51. Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement
- Art.
52. Taux de base et calcul des frais de transport aérien
 53. Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits
 54. Quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle

CHAPITRE II
ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS

55. Principe général
56. Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et internés

TITRE V
DISPOSITIONS DIVERSES

57. Application de la Convention
58. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution
59. Colis à destination ou en provenance de Pays ne participant pas à l'Arrangement

TITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

60. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT
LES COLIS POSTAUX

Art.

- I. Transit
- II. Quotes-parts territoriales exceptionnelles
- III. Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit
- IV. Quotes-parts maritimes
- V. Quotes-parts supplémentaires

- VI. Tarifs spéciaux
- VII. Taxes supplémentaires
- VIII. Colis avec valeur déclarée
- IX. Exceptions au principe de la responsabilité
- X. Dédommagement

ARRANGEMENT

CONCERNANT

LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, § 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, § 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant :

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article premier

Objet de l'Arrangement

1. Des envois dénommés « colis postaux » dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés entre les Pays contractants soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux.
2. L'échange des colis postaux excédant 10 kilogrammes est facultatif.
3. Par dérogation aux §§ 1 et 2, les colis postaux relatifs au service postal et visés à l'article 16 peuvent atteindre le poids maximal de 30 kilogrammes.
4. Dans le présent Arrangement, dans son Protocole final et dans son Règlement d'exécution, l'abréviation « colis » s'applique à tous les colis postaux.

Article 2

Exploitation du service par les entreprises de transport

1. Tout Pays dont l'Administration postale ne se charge pas actuellement du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.
2. L'Administration postale de ce Pays doit s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange. Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

Article 3

Catégories de colis

1. Le « colis ordinaire » est celui qui n'est soumis à aucune des formalités spéciales prescrites pour les catégories qui sont définies aux §§ 2 et 3.

2. Est dénommé :

- (a) « colis avec valeur déclarée », tout colis qui comporte une déclaration de valeur ;
- (b) « colis franc de taxes et de droits », tout colis pour lequel l'expéditeur demande à prendre en charge la totalité des taxes postales et des droits dont le colis peut être grevé à la livraison ; cette demande peut être faite lors du dépôt ; elle peut également être faite postérieurement au dépôt jusqu'au moment de la livraison au destinataire, sauf dans les Pays qui ne peuvent accepter cette procédure ;
- (c) « colis remboursement », tout colis grevé de remboursement et visé par l'Arrangement concernant les envois contre remboursement ;
- (d) « colis fragile », tout colis contenant des objets pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier ;
- (e) « colis encombrant » :
 - 1° tout colis dont les dimensions dépassent les limites fixées à l'article 20, § 1, ou celles que les Administrations peuvent fixer entre elles ;
 - 2° tout colis qui, par sa forme ou sa structure, ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales ;
 - 3° à titre facultatif, tout colis conforme aux conditions prévues à l'article 20, § 4 ;
- (f) « colis de service », tout colis relatif au service postal et échangé dans les conditions prévues à l'article 13 de la Convention ;
- (g) « colis de prisonniers de guerre et internés », tout colis destiné aux prisonniers et aux organismes visés à l'article 14 de la Convention ou expédié par eux.

3. Est appelé, selon le mode d'acheminement ou de livraison :

- (a) « colis-avion », tout colis admis au transport aérien entre deux Pays ;
- (b) « colis urgent », tout colis qui, dans la mesure du possible, doit être transporté par les moyens rapides utilisés pour la poste aux lettres ;
- (c) « colis exprès », tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les Pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée ; toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison par porteur spécial n'est pas obligatoire.

4. L'échange des colis « avec valeur déclarée », « francs de taxes et de droits », « remboursement », « fragiles », « encombrants », « avion », « urgents » et « exprès » exige l'accord préalable des Administrations d'origine et de destination.

5. Pour l'échange des colis « avec valeur déclarée » (transportés à découvert), des colis « urgents », « fragiles » et « encombrants », les Administrations intermédiaires doivent, en outre, marquer leur assentiment pour l'acheminement en transit.

Article 4

Coupires de poids

1. Les colis définis à l'article 3 comportent les coupures de poids suivantes :

	jusqu'à 1 kilogramme
au-dessus de 1	jusqu'à 3 kilogrammes
au-dessus de 3	jusqu'à 5 kilogrammes
au-dessus de 5	jusqu'à 10 kilogrammes
au-dessus de 10	jusqu'à 15 kilogrammes
au-dessus de 15	jusqu'à 20 kilogrammes.

2. Les Pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal, ont la faculté de substituer aux coupures de poids prévues au § 1 les équivalents suivants (en livres avoirdupois) :

	jusqu'à 1 kg	jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1	jusqu'à 3 kg	2 – 7 lb
au-dessus de 3	jusqu'à 5 kg	7 – 11 lb
au-dessus de 5	jusqu'à 10 kg	11 – 22 lb
au-dessus de 10	jusqu'à 15 kg	22 – 33 lb
au-dessus de 15	jusqu'à 20 kg	33 – 44 lb.

TITRE I

TAXES ET DROITS

Article 5

Composition des taxes et des droits

1. Les taxes et les droits que les Administrations sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs et les destinataires de colis postaux sont constitués par les taxes principales définies à l'article 6 et, le cas échéant, par :

- (a) les surtaxes aériennes visées à l'article 7;
- (b) les taxes supplémentaires visées aux articles 8 à 14;
- (c) les taxes et droits visés aux articles 29, § 3, et 31, § 6;
- (d) les droits visés à l'article 15.

2. Sauf les cas prévus par le présent Arrangement, les taxes sont conservées par l'Administration qui les a perçues.

CHAPITRE I

TAXES PRINCIPALES ET SURTAXES AÉRIENNES

Article 6

Taxes principales

1. Les Administrations établissent les taxes principales à percevoir sur les expéditeurs.

2. Les taxes principales doivent être en étroite relation avec les quotes-parts et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser dans l'ensemble les quotes-parts que les Administrations sont autorisées à réclamer et qui sont prévues aux articles 46 à 54.

Article 7

Surtaxes aériennes

1. Les Administrations établissent les surtaxes aériennes à percevoir pour l'acheminement des colis par la voie aérienne. Elles ont la faculté d'adopter, pour la fixation des surtaxes, des échelons de poids inférieurs à la première coupure de poids.

2. Les surtaxes doivent être en étroite relation avec les frais de transport et, en règle générale, leur produit ne doit pas dépasser, dans l'ensemble, les frais à payer pour ce transport.

3. Les surtaxes doivent être uniformes pour tout le territoire d'un même Pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé.

CHAPITRE II

TAXES SUPPLEMENTAIRES ET DROITS

SECTION I

TAXES VISANT CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

Article 8

Colis urgents

1. Les colis urgents sont passibles d'une taxe principale double de celle qui est applicable aux colis ordinaires.

2. Les colis-avion urgents sont passibles d'une surtaxe aérienne simple, c'est-à-dire sans doublement.

Article 9

Colis exprès

1. Les colis exprès sont passibles d'une taxe supplémentaire appelée « taxe d'exprès » et dont le montant fixé à 1,60 franc est acquitté complètement et à l'avance au moment du dépôt, même si le colis ne peut être distribué par exprès, mais seulement l'avis d'arrivée.

2. Lorsque la remise par exprès entraîne pour l'Administration de destination des sujétions spéciales en ce qui concerne soit la situation du domicile du destinataire, soit le jour ou l'heure d'arrivée au bureau de destination, la remise du colis et la perception éventuelle d'une taxe complémentaire sont réglées par les dispositions relatives aux colis de même nature du régime intérieur. Cette taxe complémentaire reste exigible même si le colis est renvoyé à l'origine ou réexpédié.

Article 10

Colis francs de taxes et de droits

1. Les colis francs de taxes et de droits sont passibles d'une taxe dite « taxe pour franchise à la livraison » dont le montant est fixé à 1 franc par colis au maximum. Cette taxe s'ajoute à la taxe de dédouanement visée à l'article 14, lettre (b); elle est perçue à titre de commission sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination.

2. Lorsque la franchise à la livraison est demandée postérieurement au dépôt du colis, une taxe pour demande de franchise à la livraison est perçue sur l'expéditeur au moment de la présentation de la demande. Cette taxe dont le montant est fixé à 2 francs au maximum est perçue au profit de l'Administration d'origine; elle s'ajoute à la surtaxe aérienne ou à la taxe du télégramme si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne ou télégraphique.

Article 11

Colis avec valeur déclarée

1. Les colis avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes ci-après:

- (a) taxes autorisées dans le présent titre;
- (b) à titre facultatif, taxe d'expédition égale au maximum à la taxe de recommandation fixée à l'article 18, lettre (l), de la Convention ou à l'article XVII de son Protocole final;

- (c) taxe ordinaire d'assurance calculée selon l'une ou l'autre des formules ci-dessous :

Première formule	par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	5 centimes par Administration participant au transport territorial 10 centimes par service maritime emprunté
Deuxième formule	par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	50 centimes au maximum ou la taxe du service intérieur si elle est plus élevée

2. En outre, est autorisée la perception, par les Administrations qui acceptent de couvrir les risques pouvant découler du cas de force majeure, d'une « taxe pour risques de force majeure », à fixer de manière que la somme totale formée par cette taxe et la taxe ordinaire d'assurance ne dépasse pas le maximum prévu au § 1, lettre (c), deuxième formule.

Article 12

Colis fragiles. Colis encombrants

1. Les colis fragiles et les colis encombrants sont passibles d'une taxe supplémentaire égale à 50% de la taxe principale. Si le colis est fragile et encombrant, la taxe supplémentaire susvisée n'est perçue qu'une seule fois. Toutefois, les surtaxes aériennes relatives à ces colis ne subissent aucune majoration.

2. La taxe totale est arrondie au demi-décime supérieur s'il y a lieu.

SECTION II

TAXES ET DROITS VISANT TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

Article 13

Taxes supplémentaires

Les Administrations sont autorisées à percevoir les taxes supplémentaires suivantes :

- (a) taxe pour formalités douanières à l'exportation, perçue par l'Administration d'origine pour la présentation à la douane; en règle générale la perception s'opère au moment du dépôt du colis;
- (b) taxe de dédouanement, perçue par l'Administration de destination

soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement; sauf entente spéciale, la perception s'opère au moment de la livraison du colis au destinataire; toutefois, lorsqu'il s'agit de colis francs de taxes et de droits, la taxe de dédouanement est perçue par l'Administration d'origine au profit de l'Administration de destination;

- (c) taxe de livraison; cette taxe peut être perçue par l'Administration de destination autant de fois que le colis est présenté à domicile; néanmoins, pour les colis exprès, elle ne peut être perçue que pour les présentations à domicile postérieures à la première;
- (d) taxe d'avis de non-livraison, perçue dans les conditions fixées à l'article 28, § 3;
- (e) taxe d'avis d'arrivée, perçue par l'Administration de destination, quand sa législation lui en fait obligation et quand cette Administration n'assure pas la livraison à domicile, pour tout avis (premier avis ou avis ultérieurs) éventuellement remis au domicile du destinataire, sauf pour le premier avis des colis exprès;
- (f) taxe de remballage, due à l'Administration du premier des Pays sur le territoire duquel un colis a dû être remballé afin d'en protéger le contenu; elle est récupérée sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur;
- (g) taxe de poste restante, perçue par l'Administration de destination au moment de la livraison, sur tout colis adressé poste restante;
- (h) taxe de magasinage sur tout colis qui n'a pas été retiré dans les délais prescrits, que ce colis soit adressé poste restante ou à domicile; cette taxe est perçue, par l'Administration qui effectue la livraison, au profit des Administrations dans les services desquelles le colis a été gardé au-delà des délais admis.
- (i) taxe d'avis de réception, lorsque l'expéditeur demande un avis de réception conformément à l'article 27;
- (j) taxe d'avis d'embarquement, perçue, dans les relations entre les Pays dont les Administrations acceptent d'assurer ce service, lorsque l'expéditeur demande qu'un avis d'embarquement lui soit adressé;
- (k) taxe de réclamation visée à l'article 38, § 4;
- (l) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse;
- (m) taxe pour risques de force majeure, perçue par les Administrations acceptant de couvrir les risques susceptibles de découler d'un cas de force majeure.

Article 14

Tarif

Le tarif des taxes supplémentaires définies à l'article 13 est fixé conformément aux indications du tableau ci-après:

Désignation de la taxe 1	Montant 2	Observations 3
(a) taxe pour formalités douanières à l'exportation perçue par l'Administration d'origine	1 franc par colis au maximum	
(b) taxe de dédouanement perçue par l'Administration de destination	2 francs par colis au maximum	
(c) taxe de livraison	même taxe que dans le régime intérieur	
(d) taxe d'avis de non-livraison	60 centimes au maximum	Si, à la suite de la remise de l'avis de non-livraison, de nouvelles instructions doivent être transmises par voie télégraphique, l'expéditeur ou le tiers doit payer, en outre, la taxe télégraphique.
(e) taxe d'avis d'arrivée	au maximum, taxe égale à celle d'une lettre ordinaire du premier échelon de poids du régime intérieur	
(f) taxe de remballage	1 franc par colis au maximum	Cette taxe ne peut être appliquée qu'une fois seulement au cours du transport de bout en bout.
(g) taxe de poste restante	même taxe que dans le régime intérieur	
(h) taxe de magasinage	taxe perçue au taux fixé par la législation intérieure	Avec maximum de 10 francs ou le maximum fixé par la législation intérieure s'il est plus élevé.
(i) taxe d'avis de réception	(a) au moment du dépôt, 60 centimes au maximum ou la taxe correspondante du service intérieur si celle-ci est plus élevée (b) postérieurement au dépôt, 1,20 franc au maximum ou la taxe correspondante du service intérieur si celle-ci est plus élevée	A cette taxe s'ajoute la surtaxe aérienne si l'expéditeur a exprimé le désir que l'avis de réception lui soit transmis par voie aérienne. Lorsque sa demande doit être transmise par voie aérienne ou par voie télégraphique, l'expéditeur doit payer, en outre, la taxe afférente au transport aérien ou la taxe télégraphique selon le cas. De plus, la surtaxe aérienne correspondante doit être payée si l'expéditeur a exprimé le désir que l'avis de réception lui soit transmis par voie aérienne.
(j) taxe d'avis d'embarquement	60 centimes par colis	

Désignation de la taxe 1	Montant 2	Observations 3
(k) taxe de réclamation	90 centimes au maximum	A cette taxe s'ajoute la taxe télégraphique si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par voie télégraphique.
(l) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse	2 francs au maximum	A cette taxe s'ajoute: (a) la surtaxe aérienne correspondante, si la demande doit être transmise par voie aérienne; (b) la taxe télégraphique correspondante, si la demande doit être transmise par voie télégraphique.
(m) taxe pour risques de force majeure	(a) montant prévu à l'article 11, § 2, en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée (b) 60 centimes par colis au maximum, en ce qui concerne les colis sans valeur déclarée	

Article 15

Droits

1. Les Administrations de destination sont autorisées à percevoir, sur les destinataires, tous droits, notamment les droits de douane, dont les envois sont grevés dans le Pays de destination.

2. Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leurs Pays pour que les droits (parmi lesquels les droits de douane) soient annulés quand ils concernent un colis:

- (a) renvoyé à l'origine;
- (b) réexpédié sur un tiers Pays;
- (c) abandonné par l'expéditeur;
- (d) perdu dans leur service ou détruit pour cause d'avarie totale du contenu;
- (e) spolié ou avarié dans leur service. Dans ces cas, l'annulation des droits n'est demandée que pour la valeur du contenu manquant ou pour la dépréciation subie par le contenu.

SECTION III**FRANCHISE POSTALE****Article 16****Colis de service**

1. Sont exonérés de toutes taxes postales les colis relatifs au service postal et échangés entre :

- (a) les Administrations postales;
- (b) les Administrations postales et le Bureau international;
- (c) les bureaux de poste des Pays-membres;
- (d) les bureaux de poste et les Administrations postales.

2. Les colis-avion, à l'exception de ceux qui émanent du Bureau international, n'acquittent pas les surtaxes aériennes.

Article 17**Colis de prisonniers de guerre et internés**

Les colis de prisonniers de guerre et internés sont exonérés de toutes taxes en vertu de l'article 14 de la Convention. Toutefois, les colis-avion donnent lieu à la perception des surtaxes aériennes.

TITRE II**EXÉCUTION DU SERVICE****CHAPITRE I****CONDITIONS D'ADMISSION****SECTION I****CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION****Article 18****Conditions d'acceptation**

Sous réserve que le contenu ne tombe pas sous le coup des interdictions énumérées à l'article 19 ou sous celui des interdictions ou des restrictions

applicables dans le territoire d'une ou de plusieurs Administrations appelées à participer au transport, tout colis, pour être admis à l'expédition, doit :

- (a) appartenir à une catégorie de colis admise en application de l'article 3 ;
- (b) avoir un emballage adapté à la nature du contenu et aux conditions du transport ;
- (c) répondre aux conditions de poids et de dimensions fixées par les articles 1 et 20 ;
- (d) être affranchi de toutes taxes exigibles par le bureau d'origine.

Article 19

Interdictions

L'insertion des objets ci-dessous est interdite :

(a) dans toutes les catégories de colis :

- 1° les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis ou l'équipement postal ;
- 2° l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants ; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les Pays qui les admettent à cette condition ;
- 3° les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ainsi que les correspondances de toute nature échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux, à l'exception :
 - d'un des documents ci-après, non fermé, réduit à ses énonciations constitutives et se rapportant exclusivement aux marchandises transportées : facture, bordereau ou avis d'expédition, bon de livraison ;
 - des disques phonographiques, des bandes et des fils soumis ou non à un enregistrement sonore, des cartes mécanographiques, des bandes magnétiques ou d'autres moyens semblables et des cartes QSL lorsque l'Administration d'origine estime qu'ils ne présentent pas le caractère de correspondance actuelle et personnelle et lorsqu'ils sont échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux ;
 - des correspondances et des documents de toute nature ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, autres que les précédents, échangés entre l'expéditeur et le destinataire du colis ou des personnes habitant avec eux, si la réglementation intérieure des Administrations intéressées le permet ;
- 4° les animaux vivants, à moins que leur transport par la poste ne soit autorisé par la réglementation postale des Pays intéressés ;
- 5° les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes, des films inflammables, du celluloid brut ou des objets fabriqués en celluloid ;

- 6° les objets obscènes ou immoraux;
 7° les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le Pays de destination;
- (b) dans les colis sans valeur déclarée, échangés entre deux Pays qui admettent la déclaration de valeur: les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'échange des colis entre deux Administrations admettant les colis avec valeur déclarée ne peut s'effectuer qu'en transit à découvert par l'intermédiaire d'une Administration qui ne les admet pas. Chaque Administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les envois avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert à travers son territoire, ou de limiter la valeur réelle de ces envois.

Article 20

Limites de dimensions

1. Sauf à être considérés comme colis encombrants par application de l'article 3, § 2, lettre (e), les colis transportés par voie de surface ou par voie aérienne ne doivent pas dépasser 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions ni 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.

2. Les Administrations qui ne sont pas en mesure d'admettre, pour tous les colis ou pour les colis-avion seulement, les dimensions prévues au § 1 peuvent adopter en lieu et place les dimensions suivantes: 1 mètre pour l'une quelconque des dimensions, 2 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.

3. Quel que soit leur mode de transport, les colis ne doivent pas comporter de dimensions inférieures aux dimensions minimales prévues pour les lettres à l'article 17, § 1, de la Convention.

4. Les Administrations qui admettent les dimensions fixées au § 1 ont la faculté de percevoir, pour les colis dont les dimensions dépassent les limites indiquées au § 2 mais dont le poids est inférieur à 10 kg, une taxe supplémentaire égale à celle qui est prévue à l'article 12.

5. Par dérogation au § 2, les colis ne doivent pas être considérés comme encombrants tant que leur longueur ne dépasse pas 1,05 mètre.

Article 21

Traitement des colis acceptés à tort

1. Lorsque les colis qui contiennent les objets cités à l'article 19, lettre (a), ont été acceptés à tort à l'expédition, ils doivent être traités selon la législation

du Pays de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les colis contenant les objets visés au même article, lettre (a), chiffres 2°, 5° et 6°, ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.

2. S'il s'agit de l'insertion d'une seule correspondance non autorisée au sens de l'article 19, lettre (a), chiffre 3°, cette correspondance est traitée de la manière prescrite à l'article 24 de la Convention et, pour ce motif, le colis ne peut être renvoyé à l'origine.

3. Lorsque les colis sans valeur déclarée échangés entre deux Pays qui admettent la déclaration de valeur contiennent les objets cités à l'article 19, lettre (b), ils doivent être renvoyés à l'origine par l'Administration de transit qui constate l'erreur. Si l'erreur n'est constatée qu'après réception dans l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à livrer le colis au destinataire, aux conditions fixées par sa réglementation. Si celle-ci n'admet pas la livraison, le colis doit être renvoyé à l'origine en faisant application de l'article 33.

4. Le § 3 est applicable aux colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement les limites admises; toutefois, ces colis peuvent être livrés, le cas échéant, au destinataire si celui-ci a préalablement acquitté les taxes éventuelles.

5. Lorsqu'un colis admis à tort n'est ni livré au destinataire, ni renvoyé à l'origine, l'Administration d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis.

Article 22

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

1. Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est tenu d'indiquer le traitement à appliquer en cas de non-livraison.

2. Il ne peut donner que l'une des instructions suivantes:

- (a) envoi d'un avis de non-livraison à lui-même;
- (b) envoi d'un avis de non-livraison à un tiers domicilié dans le Pays de destination;
- (c) renvoi immédiat à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne;
- (d) renvoi à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne, à l'expiration d'un certain délai;
- (e) livraison à un autre destinataire, au besoin après réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne (et sous réserve des particularités prévues à l'article 28, § 1, lettre (c), chiffre 2°);
- (f) réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne, du colis aux fins de remise au destinataire primitif;
- (g) vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur;
- (h) abandon du colis par l'expéditeur.

3. Les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les instructions visées au § 2, lettres (a), (b) et (g), lorsque leur législation ou leur réglementation ne le permet pas.

SECTION II

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ADMISSION

Article 23

Colis avec valeur déclarée

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:

(a) en ce qui concerne les Administrations postales:

1° faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 1000 francs ou au montant adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à 1000 francs;

2° obligation, dans les relations entre Pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;

(b) en ce qui concerne les expéditeurs:

1° interdiction de déclarer une valeur dépassant la valeur réelle du contenu du colis;

2° faculté de ne déclarer qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis.

2. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du Pays d'origine.

3. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à tout expéditeur d'un colis avec valeur déclarée.

Article 24

Colis francs de taxes et de droits

1. Un colis franc de taxes et de droits ne peut être accepté que si l'expéditeur s'engage à payer toute somme que le bureau d'arrivée serait en droit de réclamer au destinataire ainsi que la taxe pour franchise à la livraison prévue à l'article 10.

2. Le bureau d'origine peut exiger le versement d'arrhes suffisantes.

CHAPITRE II**CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE RÉEXPÉDITION****SECTION I****LIVRAISON****Article 25****Règles générales de livraison. Délais de garde**

1. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le Pays de destination.

2. Tout colis dont l'arrivée a été notifiée au destinataire est gardé à sa disposition quinze jours ou, au plus, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis; ce délai peut être exceptionnellement prolongé si la réglementation de l'Administration de destination le permet.

3. Lorsque l'avis d'arrivée n'a pu être envoyé, le délai de garde est celui que prescrit la réglementation du Pays de destination; ce délai, applicable aussi aux colis adressés poste restante, ne peut, en règle générale, dépasser cinq mois pour les Pays éloignés (au sens de l'article 107 du Règlement de la Convention) et trois mois pour les autres; le renvoi du colis au bureau d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé dans une langue connue dans le Pays de destination.

4. Les délais de garde prévus aux §§ 2 et 3 sont applicables, en cas de réexpédition, aux colis à distribuer par le nouveau bureau de destination.

Article 26**Livraison des colis exprès**

1. La livraison, par porteur spécial, d'un colis exprès ou de l'avis d'arrivée, n'est essayée qu'une fois.

2. Si l'essai est infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès.

Article 27**Avis de réception**

L'expéditeur d'un colis peut demander un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 38 de la Convention. Toutefois, les Administrations

peuvent limiter ce service aux colis avec valeur déclarée si cette limitation est prévue dans leur régime intérieur.

Article 28

Non-livraison au destinataire

1. Après réception de l'avis de non-livraison visé à l'article 22, § 2, lettres (a) et (b), il incombe à l'expéditeur ou au tiers y mentionné de donner ses instructions qui peuvent uniquement être celles qu'autorise ledit article, § 2, lettres (c) à (h), et, en outre, l'une des suivantes :

- (a) aviser une nouvelle fois le destinataire ;
- (b) rectifier ou compléter l'adresse ;
- (c) s'il s'agit d'un colis contre remboursement :
 - 1° le remettre à une personne autre que le destinataire contre remboursement de la somme marquée ;
 - 2° le remettre au destinataire primitif ou à un autre destinataire, sans remboursement ou contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive ;
- (d) remettre le colis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire.

2. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur ou du tiers, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire primitivement désigné, soit, le cas échéant, à un autre destinataire ultérieurement désigné, soit à réexpédier le colis à une nouvelle adresse. Après réception des nouvelles instructions, celles-ci seules sont valables et exécutoires. Elles sont transmises par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) ou par la voie télégraphique si l'expéditeur ou le tiers paie la taxe télégraphique correspondante.

3. L'envoi des instructions visées au § 1 donne lieu à la perception soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 13, lettre (d) ; quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois.

Article 29

Renvoi à l'origine des colis non livrés

1. Tout colis qui n'a pu être livré est renvoyé au bureau d'origine :

- (a) immédiatement si :
 - 1° l'expéditeur l'a demandé par application de l'article 22, § 2, lettre (c) ;
 - 2° l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 22, § 2, lettre (b) a formulé une demande non autorisée ;
 - 3° l'expéditeur ou le tiers refuse d'acquitter la taxe autorisée par l'article 28, § 3 ;

- 4° les instructions de l'expéditeur ou du tiers n'ont pas atteint le résultat voulu, que ces instructions aient été données au moment du dépôt ou après réception de l'avis de non-livraison;
- (b) immédiatement après l'expiration:
- 1° du délai éventuellement fixé par l'expéditeur par application de l'article 22, § 2, lettre (d);
 - 2° des délais de garde prévus à l'article 25, si l'expéditeur ne s'est pas conformé à l'article 22. Toutefois dans ce cas, des instructions peuvent lui être demandées;
 - 3° d'un délai de deux mois à compter de l'expédition de l'avis de non-livraison, si le bureau qui a établi cet avis n'a pas reçu d'instructions suffisantes de l'expéditeur ou du tiers, ou si ces instructions ne sont pas parvenues à ce bureau.

2. Dans la mesure du possible, un colis est renvoyé par la même voie que celle qu'il a suivie à l'aller. Il ne peut être renvoyé par avion que si l'expéditeur a garanti le paiement des surtaxes aériennes.

3. Tout colis renvoyé à l'origine par application du présent article est soumis:

- (a) aux quotes-parts que comporte la nouvelle transmission jusqu'au bureau d'origine;
- (b) aux taxes et droits non annulés dont l'Administration de destination se trouve à découvert au moment du renvoi à l'origine.

4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont perçus sur l'expéditeur.

Article 30

Abandon par l'expéditeur d'un colis non livré

Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'Administration de destination selon sa propre législation.

SECTION II

RÉEXPÉDITION

Article 31

Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse effectuée en application de l'article 37 peut avoir lieu soit à l'intérieur du Pays de destination, soit hors de ce Pays.

2. La réexpédition à l'intérieur du Pays de destination peut être faite soit à la demande de l'expéditeur, soit à la demande du destinataire ou d'office si la réglementation de ce Pays le permet.

3. La réexpédition hors du Pays de destination ne peut être faite qu'à la demande de l'expéditeur ou du destinataire; dans ce cas, le colis doit répondre aux conditions requises pour la nouvelle transmission.

4. La réexpédition dans les conditions ci-dessus énoncées peut aussi avoir lieu par la voie aérienne si elle est demandée par l'expéditeur ou par le destinataire, à condition que le paiement des surtaxes aériennes afférentes à la nouvelle transmission soit garanti.

5. L'expéditeur peut interdire toute réexpédition.

6. Pour la première réexpédition ou pour toute réexpédition éventuelle ultérieure de chaque colis peuvent être perçus:

- (a) les taxes autorisées pour cette réexpédition par la réglementation de l'Administration intéressée, dans le cas de réexpédition à l'intérieur du Pays de destination;
- (b) les quotes-parts et surtaxes aériennes que comporte la nouvelle transmission, dans le cas de réexpédition hors du Pays de destination;
- (c) les taxes et droits dont les Administrations de destination antérieures n'acceptent pas l'annulation.

7. Les quotes-parts, taxes et droits mentionnés au § 6 sont perçus sur le destinataire.

Article 32

Colis parvenus en fausse direction et à réexpédier

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus directe utilisée par l'Administration à laquelle le colis est parvenu.

2. Tout colis-avion parvenu en fausse direction doit obligatoirement être réexpédié par la voie aérienne.

3. Tout colis réexpédié par application du présent article est assujéti aux quotes-parts que comporte la transmission sur sa véritable destination et aux taxes et droits mentionnés à l'article 31, § 6, lettre (c).

4. Ces quotes-parts, taxes et droits sont repris sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction. Cette Administration les perçoit, le cas échéant, sur l'expéditeur.

Article 33

Renvoi à l'origine des colis acceptés à tort

1. Tout colis accepté à tort et renvoyé à l'origine est soumis aux quotes-parts, taxes et droits prévus à l'article 29, § 3.

2. Ces quotes-parts, taxes et droits sont à la charge :

- (a) de l'expéditeur, si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur de ce dernier ou s'il tombe sous le coup d'une des interdictions de l'article 19;
- (b) de l'Administration responsable de l'erreur si le colis a été admis à tort par suite d'une erreur imputable au service postal. Dans ce cas, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.

3. Si les quotes-parts qui ont été attribuées à l'Administration qui renvoie le colis sont insuffisantes pour couvrir les quotes-parts, taxes et droits visés au § 1, les frais restant dus sont repris sur l'Administration d'origine.

4. S'il y a excédent, l'Administration qui renvoie le colis restitue à l'Administration d'origine le solde des quotes-parts pour remboursement à l'expéditeur.

Article 34

Renvoi à l'origine par suite de suspension de service

Le renvoi d'un colis à l'origine par suite d'une suspension de service est gratuit; les quotes-parts perçues pour le trajet de l'aller et non attribuées sont remboursées à l'expéditeur.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Article 35

Inobservation par une Administration des instructions données

Lorsque l'Administration de destination ou une Administration intermédiaire n'a pas observé les instructions données soit au moment du dépôt, soit postérieurement, elle est tenue de prendre à sa charge les parts de transport (aller et retour) et les autres taxes ou droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu; toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si celui-ci, lors du dépôt ou postérieurement, a déclaré que, en cas de non-livraison, il faisait abandon du colis ou il désirait le faire vendre.

Article 36

Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre

Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit ; si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 37

Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. L'expéditeur d'un colis peut, dans les conditions fixées à l'article 27 de la Convention, en demander le retour à l'origine ou en faire modifier l'adresse, sous réserve de garantir le paiement des sommes exigibles pour toutes nouvelles transmissions, en vertu des articles 29, § 3, et 31, § 6.

2. Toutefois, les Administrations ont la faculté de ne pas admettre les demandes visées au § 1 lorsqu'elles ne les acceptent pas dans leur régime intérieur.

Article 38

Réclamations et demandes de renseignements

1. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations et les demandes de renseignements concernant tout colis déposé dans les services des autres Administrations.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis.

3. Les demandes de renseignements introduites par une Administration sont recevables et obligatoirement traitées, à la seule condition qu'elles parviennent à l'Administration intéressée dans un délai de quinze mois à compter du lendemain du jour de dépôt du colis. Chaque Administration est tenue de traiter les demandes de renseignements dans le plus bref délai possible.

4. Sauf si l'expéditeur a entièrement acquitté la taxe d'avis de réception prévue à l'article 13, lettre (i), chaque réclamation ou chaque demande de renseignements donne lieu à la perception d'une « taxe de réclamation » au taux fixé à l'article 14, lettre (k).

5. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet de réclamations ou de demandes de renseignements distinctes. Si la réclamation

ou la demande de renseignements concerne plusieurs colis de la même catégorie déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire et expédiés par la même voie, la taxe n'est perçue qu'une fois. La taxe pour réclamation est restituée si la réclamation ou la demande de renseignements est motivée par une faute de service.

TITRE III

RESPONSABILITÉ

Article 39

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis, sauf dans les cas prévus à l'article 40. Leur responsabilité est engagée tant pour les colis transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

2. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser:

- (a) pour les colis avec valeur déclarée, le montant en francs-or de la valeur déclarée; en cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine par voie de surface d'un colis-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux colis acheminés par cette voie;
- (b) pour les autres colis, les sommes ci-après:
 - 15 francs par colis jusqu'à 1 kilogramme;
 - 25 francs par colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes;
 - 40 francs par colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kilogrammes;
 - 60 francs par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
 - 80 francs par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
 - 100 francs par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un colis, l'expéditeur ou, par application du § 6, le destinataire, a droit, en outre, à la restitution des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance; il en est de même des envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engagé sa responsabilité.

5. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution, non seulement des quotes-parts territoriales et maritimes ainsi que des surtaxes aériennes correspondant à un parcours non effectué par le colis, mais aussi des taxes de quelque nature que ce soit afférentes à un service payé d'avance et non rendu.

6. Par dérogation au § 2, le destinataire a droit à l'indemnité, après avoir pris livraison d'un colis spolié ou avarié.

7. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits prévus au § 2 en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits prévus au § 6 en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité.

Article 40

Non-responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison soit dans les conditions prescrites par leur réglementation intérieure pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 9, § 3, de la Convention; la responsabilité est toutefois maintenue:

- (a) lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison d'un colis ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié;
- (b) lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré le colis avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis:

- (a) en cas de force majeure. L'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son Pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du Pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du Pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 11, § 2);
- (b) lorsque la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

- (c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu du colis ;
 - (d) lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 19, lettre (a), chiffres 2°, 4°, 5°, 6° et 7°, et lettre (b), et pour autant que ces colis aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu ;
 - (e) lorsqu'il s'agit de colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu ;
 - (f) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 38, § 2 ;
 - (g) lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et internés ;
- 2° des colis saisis en vertu de la législation du Pays de destination ;
- 3° en matière de transport maritime ou aérien, lorsqu'elles ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des colis avec valeur déclarée à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent ; elles assument néanmoins, pour le transit de colis avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les colis de même poids sans valeur déclarée.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des colis soumis au contrôle douanier.

Article 41

Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un colis est responsable dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs.

2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel colis ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.

3. L'Administration qui constate un dommage dû à la faute de l'expéditeur en informe l'Administration d'origine à laquelle il appartient d'intenter, le cas échéant, l'action contre l'expéditeur.

Article 42

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni

la livraison au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.

2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve du § 4, dégagée de toute responsabilité :

- (a) lorsqu'elle a observé les dispositions réglementaires relatives à la vérification des dépêches et des colis et à la constatation des irrégularités;
- (b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs au colis recherché, le délai de conservation réglementaire étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du Pays qui perçoit les frais de transport est tenue, sous réserve de l'article premier, § 6, de la Convention et du § 7 du présent article, de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur.

4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel Pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire avarié et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas 25 francs, cette somme est supportée, à parts égales, par les Administrations d'origine et de destination, à l'exclusion des Administrations intermédiaires. Si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le Pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le Pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce Pays de prouver :

- (a) que ni l'emballage, ni la fermeture du colis ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- (b) que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié;
- (c) que, pour les colis transmis en récipients clos, ceux-ci étaient intacts de même que leur fermeture.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

5. Dans le cas d'envois transmis en nombre, en application de l'article 55, §§ 2 et 3, aucune des Administrations en cause ne peut, dans le dessein de décliner sa part de responsabilité, arguer du fait que le nombre des colis trouvés dans la dépêche diffère de celui qui est annoncé sur la feuille de route.

6. Toujours dans le cas de transmission globale, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour que la responsabilité soit partagée en cas de perte, de spoliation ou d'avarie de certaines catégories de colis déterminées d'un commun accord.

7. En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, la responsabilité d'une

Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

8. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

9. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'admet pas les colis avec valeur déclarée ou qui a adopté un maximum de déclaration de valeur inférieur au montant de la perte, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire en vertu du § 7 du présent article et de l'article premier, § 6, de la Convention.

10. La règle prévue au § 9 est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un Pays contractant qui n'accepte pas la responsabilité prévue pour les colis avec valeur déclarée (article 40, § 2, chiffre 3°).

11. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

12. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Article 43

Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'Administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe soit à l'Administration d'origine, soit à l'Administration de destination dans le cas visé à l'article 39, § 6.

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au § 2, la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité au-delà de ce délai.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de celle des autres Administrations ayant participé au transport qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à l'affaire ou sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte, la spoliation ou l'avarie paraissait due à un cas de force majeure.

Article 44

Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 42 est tenue de rembourser à l'Administration ayant effectué le paiement en vertu de l'article 43, et qui est dénommée « Administration payeuse », le montant de l'indemnité effectivement payée à l'ayant droit; ce versement doit avoir lieu dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

2. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article 42, la totalité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au § 1, par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

3. Le remboursement à l'Administration créditrice est effectué d'après les règles de paiement prévues à l'article 10 de la Convention.

4. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 43, § 4, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur l'Administration responsable par voie de décompte soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit qui se crédite à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Administration responsable; le cas échéant, il y a lieu d'observer les dispositions réglementaires relatives à l'établissement des comptes.

5. L'Administration payeuse ne peut réclamer le remboursement de l'indemnité à l'Administration responsable que dans le délai d'un an à compter soit du jour de l'envoi de la notification du paiement, soit, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 43, § 4.

6. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 45**Récupération éventuelle de l'indemnité
sur l'expéditeur ou sur le destinataire**

1. Si, après le paiement de l'indemnité, un colis ou une partie de colis, antérieurement considéré comme perdu, est retrouvé, le destinataire et l'expéditeur en sont informés; le premier ou le second, selon le cas, est en outre informé qu'il peut en prendre livraison pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité reçue. Si, dans ce délai, l'expéditeur ou, le cas échéant, le destinataire ne réclame pas le colis, la même démarche est effectuée auprès de l'autre intéressé.

2. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison du colis ou de la partie retrouvée de ce colis moyennant remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage.

3. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison du colis, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

4. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai de cinq mois prévu à l'article 43, § 4, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou, en cas d'application de l'article 39, § 6, le destinataire, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise du colis avec valeur déclarée, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 23, § 2.

TITRE IV**QUOTES-PARTS REVENANT AUX ADMINISTRATIONS.
ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS****CHAPITRE I****QUOTES-PARTS****Article 46****Quote-part territoriale de départ et d'arrivée**

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-

parts territoriales de départ et d'arrivée fixées comme suit, pour chaque Pays et pour chaque colis :

Coupures de poids 1	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée 2
	fr
Jusqu'à 1 kg	1,-
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	1,30
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,70
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,30
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	5,-
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,40

Toutefois, en ce qui concerne les deux dernières coupures de poids, les Administrations d'origine et de destination ont la faculté de fixer à leur gré les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée qui leur reviennent.

2. Les quotes-parts visées au § 1 sont à la charge de l'Administration du Pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

Article 47

Quote-part territoriale de transit

1. Les colis échangés entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même Pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres Administrations sont soumis, au profit des Pays traversés ou dont les services participent au transport territorial, aux quotes-parts territoriales de transit ci-après :

Echelons de distance 1	Quote-part territoriale de transit					
	jusqu'à 1 kg 2	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 3	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 4	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 5	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 6	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 7
	fr	fr	fr	fr	fr	fr
Jusqu'à 600 km	-,30	-,40	-,65	1,30	1,95	2,70
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	-,35	-,70	1,20	2,10	3,40	4,70
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	-,40	1,-	1,80	3,20	5,20	7,20
Au-delà de 2000 par 1000 km en sus	-,20	-,45	-,80	1,40	2,30	3,20

2. Chacun des Pays visés au § 1 est autorisé à réclamer pour chaque colis les quotes-parts territoriales de transit afférentes à l'échelon de distance correspondant à la distance moyenne pondérée de transport des colis dont il assure le transit. Cette distance est calculée par le Bureau international.

3. Le réacheminement, le cas échéant après entreposage, par les services d'un Pays intermédiaire des dépêches et des colis à découvert arrivant et repartant par un même port (transit sans parcours territorial) est assujéti aux §§ 1 et 2.

4. S'agissant de colis-avion, la quote-part territoriale des Administrations intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport territorial intermédiaire.

5. Les quotes-parts visées au § 1 sont à la charge de l'Administration du Pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

Article 48

Réduction ou majoration de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée

1. Les Administrations ont la faculté de réduire ou de majorer simultanément leur quote-part territoriale de départ et d'arrivée.

2. La majoration, le cas échéant, ne peut dépasser, pour les coupures de poids jusqu'à 10 kg, la moitié de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée fixée à l'article 46, § 1. La réduction peut être fixée au gré des Administrations intéressées.

3. Pour être applicables, de telles modifications ou les modifications ultérieures doivent :

- (a) entrer en vigueur le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet seulement, à la convenance de chaque Administration;
- (b) être notifiées au moins trois mois à l'avance au Bureau international; les modifications éventuelles pour lesquelles ces délais n'auront pas été observés ne seront prises en considération que le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet suivant;
- (c) être communiquées aux Administrations intéressées au moins deux mois avant les dates fixées à la lettre (a);
- (d) demeurer en vigueur pendant un an au minimum.

Article 49

Quote-part maritime

1. Chacun des Pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes visées dans le tableau

qui figure au § 2. Ces quotes-parts sont à la charge de l'Administration du Pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.

2. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est calculée conformément aux indications du tableau ci-après:

Echelons de distance		Coupures de poids					
(a) exprimés en milles marins	(b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	fr -,15	fr -,35	fr -,70	fr 1,20	fr 1,90	fr 2,60
Au-delà de	Au-delà de						
500 jusqu'à 1000	926 1 852	-,20	-,50	-,90	1,50	2,50	3,50
1000 2000	1 852 3 704	-,25	-,60	1,10	1,90	3,-	4,20
2000 3000	3 704 5 556	-,30	-,70	1,30	2,20	3,50	4,90
3000 4000	5 556 7 408	-,30	-,75	1,40	2,40	4,-	5,50
4000 5000	7 408 9 260	-,35	-,80	1,50	2,60	4,40	5,90
5000 6000	9 260 11 112	-,35	-,85	1,60	2,80	4,60	6,30
6000 7000	11 112 12 964	-,40	-,90	1,70	3,-	4,80	6,60
7000 8000	12 964 14 816	-,40	-,95	1,70	3,10	5,-	6,90
8000	14 816	-,40	1,-	1,80	3,20	5,20	7,20

3. Le cas échéant, les échelons de distance servant à déterminer le montant de la quote-part maritime à appliquer entre deux Pays sont calculés sur la base d'une distance moyenne pondérée, déterminée en fonction du tonnage des dépêches transportées entre les ports respectifs des deux Pays.

4. Le transport maritime entre deux ports d'un même Pays ne peut donner lieu à perception de la quote-part prévue au § 2 lorsque l'Administration de ce Pays reçoit déjà, pour les mêmes colis, la rémunération afférente au transport territorial.

5. S'agissant de colis-avion, la quote-part maritime des Administrations ou services intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport maritime intermédiaire; tout service maritime assuré par le Pays d'origine ou de destination est considéré à cet effet comme service intermédiaire.

Article 50

Réduction ou majoration de la quote-part maritime

1. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime fixée à l'article 49, § 2. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

2. Cette faculté est subordonnée aux conditions fixées à l'article 48, § 3.

3. En cas de majoration, celle-ci doit aussi s'appliquer aux colis originaires du Pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime; toutefois, cette obligation ne s'applique ni aux relations entre un Pays et les territoires dont il assure les relations internationales ni aux relations entre ces territoires.

Article 51

Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement

Lorsque, pour des raisons de force majeure ou à cause d'un autre événement imprévisible, une Administration est contrainte d'utiliser, pour le transport de ses propres colis, une nouvelle voie d'acheminement qui occasionne des frais supplémentaires de transport territorial ou maritime, elle est tenue d'en informer immédiatement, par la voie télégraphique, toutes les Administrations dont les dépêches de colis ou les colis à découvert sont acheminés en transit par son Pays. A partir du cinquième jour suivant le jour de l'expédition de cette information, l'Administration intermédiaire est autorisée à mettre en compte à l'Administration d'origine les quotes-parts territoriales et maritimes qui correspondent au nouveau parcours.

Article 52

Taux de base et calcul des frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 1 millième de franc, au maximum, par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.

2. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches de colis-avion sont calculés d'après le taux de base effectif visé au § 1 et les distances kilométriques mentionnées dans la « Liste des distances aéropostales » prévue à l'article 201, § 1, lettre (b), du Règlement d'exécution de la Convention, d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut des dépêches.

3. Les frais dus à l'Administration intermédiaire au titre du transport aérien des colis-avion à découvert sont fixés en principe comme il est indiqué au § 1, mais par demi-kilogramme pour chaque Pays de destination. Toutefois, lorsque le territoire du Pays de destination de ces colis est desservi par une ou plusieurs lignes comportant plusieurs escales sur ce territoire, les frais de transport sont calculés sur la base d'un taux moyen pondéré, déterminé en fonction du poids des colis débarqués à chaque escale. Les frais à payer sont calculés colis par colis, le poids de chacun étant arrondi au demi-kilogramme immédiatement supérieur.

4. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien des colis-avion à l'intérieur de son Pays a droit au remboursement des frais correspondant à ce transport. Ces frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

5. Les frais visés au § 4 sont fixés sous forme d'un prix unitaire, calculé, pour tous les colis-avion à destination du Pays, sur la base du taux prévu au § 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par les colis-avion du service international sur le réseau aérien intérieur. La distance moyenne pondérée est déterminée en fonction du poids brut de toutes les dépêches de colis-avion arrivant au Pays de destination, y compris les colis-avion qui ne sont pas réacheminés par voie aérienne à l'intérieur de ce Pays.

6. Le droit au remboursement des frais visés au § 4 est subordonné aux conditions fixées à l'article 48, § 3.

7. Le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait sans rémunération.

8. Aucune quote-part territoriale de transit n'est due pour :

- (a) le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;
- (b) le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

Article 53

Frais de transport aérien des colis-avion perdus ou détruits

En cas de perte ou de destruction des colis-avion par suite d'un accident survenu à l'aéronef ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien, l'Administration d'origine est exonérée de tout paiement, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne empruntée, au titre du transport aérien des colis-avion perdus ou détruits.

Article 54

Quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle

Sous réserve de respecter les conditions fixées à l'article 48, § 3, chaque Administration a la faculté d'appliquer simultanément à tout colis en provenance et à tout colis à destination de ses bureaux une quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle de 50 centimes au maximum.

CHAPITRE II

ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS

Article 55

Principe général

1. L'attribution des quotes-parts aux Administrations intéressées est effectuée, en principe, par colis.

2. Toutefois, dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires en vue de l'attribution des quotes-parts territoriales et maritimes globalement par coupure de poids.

3. Toujours dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut convenir avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires de les créditer de sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches sur la base des quotes-parts territoriales et maritimes.

Article 56

Colis de service. Colis de prisonniers de guerre et internés

Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et internés ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 57

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

Article 58

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir :

- (a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement, de son Protocole final ou de l'article final de son Règlement ;
- (b) les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet la modification de fond du Règlement, à l'exception de l'article final ;
- (c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet :
 - 1° l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution ;
 - 2° des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1°.

3. Lorsqu'un Pays-membre de l'Union exprime, en dehors des Congrès, le désir d'adhérer au présent Arrangement en réclamant la faculté de percevoir des quotes-parts de départ et d'arrivée exceptionnelles à un taux supérieur à celui qu'autorise l'article 54, le Bureau international soumet la demande à tous les Pays-membres signataires de l'Arrangement ; si, dans un délai de six mois, plus d'un tiers de ces Pays-membres ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

Article 59

Colis à destination ou en provenance de Pays ne participant pas à l'Arrangement

1. Les Administrations des Pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis avec les Administrations de Pays non participants, admettent, sauf opposition de ces dernières, les Administrations de tous les Pays participant à profiter de ces relations.

2. Pour le transit par les services terrestres, maritimes et aériens des Pays participant à l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un Pays non participant sont assimilés, quant au montant des quotes-parts territoriales et maritimes et des frais de transport aérien, aux colis échangés entre les Pays

participants. Il en est de même, en ce qui concerne la responsabilité, chaque fois qu'il est établi que le dommage est survenu dans le service d'un des Pays participants et lorsque l'indemnité doit être versée dans un Pays participant soit à l'expéditeur, soit, en cas d'application de l'article 39, § 6, au destinataire.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 60

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} juillet 1971 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

Pour
L'AFGHANISTAN :



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD :

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE :

M. i. c. Kosi

6.1.

Abdelaziz

Pour
L'ALLEMAGNE :

Josef Rumb

Pour
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES DES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, Y COMPRIS
LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES
ILES DU PACIFIQUE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

Pour
LE COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE:

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

Pour
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE:

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
AMIN SAMOAN

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

W. Kraus
M. ...
J. ...
Dr. ...

Pour
BARBADE :

Arville W. ...

Pour
LA BELGIQUE :

J. ...
W. H.

Pour
LE ROYAUME DE BHOUTAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE
SOCIALISTE DE BIÉLORUSSIE :

[Signature]

Pour
LA BIRMANIE :

[Signature]
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE :

[Signature]
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA :

[Signature]
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE
DU BRÉSIL:

Paula Toulante Caldas
Benjamin
Wanda Wanda

Pour
LE ROYAUME DU CAMBODGE:

Sois

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DU CAMEROUN:

hanfuf

Pour
LE CANADA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE BULGARIE:

Pravomir
Spencer
Stevan
Plesky

Pour
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

Stavun

Pour
CEYLAN:

Stavun

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

Stavun

Pour
LE CHILI:

Stavun

Pour
LA CHINE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU CONGO
(BRAZZAVILLE) :

BBP

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY :

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Pour
LE ROYAUME DE DANEMARK :

Jens Lauritzen
Pelle Petersen
Torben W. Andersen

Pour
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR :

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

Pour
L'ESPAGNE :

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Pour
LE TERRITOIRE ESPAGNOL
DE L'AFRIQUE:

Suibalantia

[Signature]
[Signature]

Pour
L'ÉTHIOPIE:

[Signature]

[Signature]

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

Oivo Salo
Sanna Rantanen

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:
(suite)

[Signature]
[Signature]

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
REPRÉSENTÉS PAR L'OFFICE FRANÇAIS
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
D'OUTRE-MER:

[Signature]

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:

[Signature]
[Signature]

Pour
LE GHANA:

M.O. - li
Helicoc. King
32/1/50

Pour
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
(Y COMPRIS LES ILES DE LA
MANCHE ET L'ILE DE MAN):

A. Whitecraft
G.H. Bownes

King
C.M. Elliot
N.N. Welensky

King
King & Bownes

Pour
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER DONT
LES RELATIONS INTERNATIONALES
SONT ASSURÉES PAR LE GOUVERNE-
MENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

A. Whitecraft
G.H. Bownes

King
C.M. Elliot
N.N. Welensky

King
King & Bownes

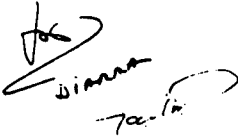
Pour
LA GRÈCE:

King & Bownes

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA:

King & Bownes

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE:

Handwritten signature in black ink, appearing to be "Dianna" with "72-10" written below it.

Pour
LA GUYANE:

Handwritten signature in black ink, appearing to be "R. D. L." with a horizontal line underneath.

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA:

Handwritten signature in black ink, appearing to be "L. M." with a horizontal line underneath.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS:

Handwritten signature in black ink, appearing to be "J. E." with a horizontal line underneath.

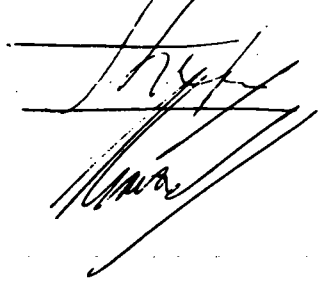
Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
HONGROISE:

Handwritten signature in black ink, appearing to be "J. K." with a horizontal line underneath.

Pour
L'INDE:

de la ...
S. D. Nargotwala
Ministre des
Affaires
Extérieures

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:

Handwritten signature in black ink, appearing to be "S. S." with a horizontal line underneath.

Pour
L'IRAN:

Eng Rahman

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ:

[Signature]

Pour
L'IRLANDE:

J. A. Connell
S. C. Blann

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE:

J. Menn
Oragn Kristjánsson
Ragn Jónsson

Pour
ISRAËL:

A. Ramau N. A.
[Signature] R. A.

Pour
ISRAËL:
(suite)

[Signature]

Pour
L'ITALIE:

[Signature]
[Signature]

Pour
LA JAMAÏQUE:

Pour
LE JAPON:

Y. Asano
[Signature]
Y. Ishikawa
M. Yokota
F. Tadokoro

Pour
LE ROYAUME HACHÉMITE DE
JORDANIE:

Asaf al-Balay
Abdullah

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

Delanga
J. M. M. M. M.
Commandi

Pour
KUWAIT:

Al-Fayez
Al-Fayez
Al-Fayez

Pour
LE ROYAUME DU LAOS:

Al-Fayez
Al-Fayez
Al-Fayez
Al-Fayez

Pour
LE ROYAUME DU LESOTHO:

Pour
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

Asaf al-Balay
Abdullah

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

Al-Fayez
Al-Fayez

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DE LIBYE:

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:

Al-Fayez

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:
(suite)

T. Masoz

Pour
LE LUXEMBOURG:

[Signature]
[Signature]
[Signature]

Pour
LA MALAISE:

[Signature]

[Signature]

[Signature]

Pour
MALAWI:

John Inglis Patterson

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE MALDIVES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE MALGACHE:

[Signature]

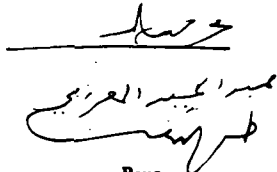
[Signature]
RAKO TO LAFY J

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:

[Signature]

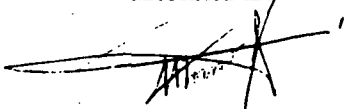
Pour
MALTE:

Pour
LE ROYAUME DU MAROC:

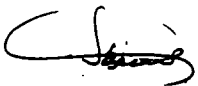


Pour
MAURICE:

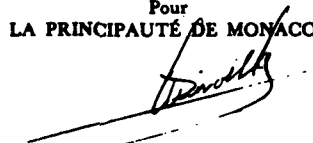
Pour
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE
MAURITANIE:



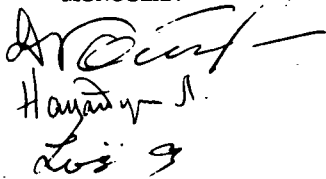
Pour
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:



Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:



Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE
MONGOLIE:


Hayan y. J.
Los 9

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE MONGOLIE:
(suite)

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:



Pour
LE NÉPAL:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER :
(suite)

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DE NIGÉRIA :

Pour
LA NORVÈGE :

Pour
LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

Pour
L'OUGANDA :

Pour
LE PAKISTAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY :

Pour
LES PAYS-BAS :

Pour
LES ANTILLES NÉERLANDAISES
ET SURINAM:

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE POLOGNE:

[Handwritten signature]

Pour
LE PORTUGAL:

Voyelle Allant vers
le Portugal
Jorge de Sousa
Paulo Maria de Sousa

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE:

Voyelle Allant vers
l'Afrique
Paulo Maria de Sousa

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE ORIENTALE,
DE L'ASIE ET DE L'OcéANIE:

Voyelle Allant vers
l'Asie et l'Océanie
Paulo Maria de Sousa

Pour
QATAR:

عبد الله بن محمد
بن راشد
الخميري

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:

محمد
ابراهيم
بن محمد
بن احمد
بن عبد
المنعم
بن عبد
المنعم

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE ROUMANIE:

Stian
I. Litian
Laralesen

Pour
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE:

Amant

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN:

Plinje

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL:

D. mmo
Kil Sou
GUEYE
4.8.7

Pour
SIERRA LEONE:

[Signature]

Pour
SINGAPOUR:

Blubamercant
Lan Sim Chek

Pour
LA SOMALIE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU SOUDAN :

U. i. Bachi

Pour
LA SUÈDE :

A. Järvis
Henric
Rein
Andersson

Pour
LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

Kelli
Tuross
Madame
Hirsinger
Jana
Katzen

Pour
LE ROYAUME DU SWAZILAND :

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE :

Amr
1973

Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE :

Sturmf

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD :

Abdolo

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE :

Le

Pour
LA THAÏLANDE :

S. Sak
Chao Chongma
U. Chantay
Andy Saovaro
Q. Yip

Pour
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE :

H
Eulaw

Pour
TRINITÉ ET TOBAGO :

Amalab
Egilla
W. W. W.

Pour
LA TUNISIE :

W. W. W.

Amalab
Egilla
W. W. W.

Pour
LA TURQUIE :

W. W. W.
W. W. W.
W. W. W.

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE
SOCIALISTE D'UKRAINE :

W. W. W.

Pour
L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

W. W. W.

Pour
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
DE L'URUGUAY :

W. W. W.
W. W. W.

Pour
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN :

W. W. W.
W. W. W.

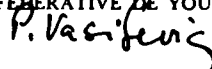
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE VÉNEZUÉLA



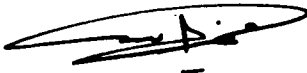
Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU YÉMEN DU SUD :

Pour
LE VIÊT-NAM :

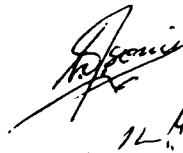
Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE :



Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN :



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE :



12/4

PROTOCOLE FINAL

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT

LES COLIS POSTAUX

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article I

Transit

Par dérogation à l'article premier de la Convention, la faculté de ne pas assurer le transport des colis en transit par leur territoire est accordée provisoirement à l'Afghanistan et aux Provinces portugaises de l'Afrique.

Article II

Quotes-parts territoriales exceptionnelles

A titre provisoire, les Administrations figurant aux tableaux 1 et 2 ci-après sont autorisées à percevoir :

- (a) les quotes-parts de départ et d'arrivée indiquées au tableau 1, qui se substituent à la quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle autorisée à l'article 54;
- (b) les quotes-parts territoriales de transit indiquées au tableau 2, qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 47, § 1.

1. QUOTES-PARTS DE DÉPART ET D'ARRIVÉE

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
1	Afghanistan	fr 1,50 ¹	¹ La quote-part peut être portée à 3,50 francs pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.
2	Albanie (République Populaire)	1,-	
3	Argentine (République)	1,50	

I. QUOTES-PARTS DE DÉPART ET D'ARRIVÉE (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations																								
1	2	3	4																								
4	Australie	fr ²	² La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,60 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,60 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,45 Colis-au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 4,05																								
5	Barbade	fr ³	³ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 2,10 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,35 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 3,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,25																								
6	Biélorussie (République Soviétique Socialiste)	fr ⁴	⁴ Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de: <table style="margin-left: 40px;"> <thead> <tr> <th></th> <th>la partie européenne de l'URSS</th> <th>la partie asiatique de l'URSS</th> </tr> <tr> <th></th> <th>fr</th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td>-,60</td> <td>2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg</td> <td>1,10</td> <td>3,50</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg</td> <td>1,60</td> <td>4,80</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg</td> <td>3,20</td> <td>9,60</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg</td> <td>4,80</td> <td>14,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg</td> <td>6,40</td> <td>19,20</td> </tr> </tbody> </table> Sur tout le territoire de l'URSS, les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr	fr	Colis jusqu'à 1 kg	-,60	2,20	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	1,10	3,50	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,60	4,80	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,20	9,60	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	4,80	14,40	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,40	19,20
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr	fr																									
Colis jusqu'à 1 kg	-,60	2,20																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	1,10	3,50																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,60	4,80																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,20	9,60																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	4,80	14,40																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,40	19,20																									
7	Birmanie	-,75																									
8	Bolivie	fr ⁵	⁵ Pour les colis en provenance ou à destination des localités autres que Cochabamba, La Paz, Oruro, Potosí, Sucre et Tarija, la quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 3,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg 7,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 14,-																								
9	Botswana (République)	fr ⁶	⁶ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,10																								
10	Brésil	3,- ⁷	⁷ La quote-part peut s'élever à 4,- francs pour les colis à destination de certains bureaux éloignés.																								
11	Bulgarie (République Populaire)	-,50																									
12	Cameroun (République fédérale)	fr ⁸	⁸ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 5,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 6,50																								

1. QUOTES-PARTS DE DÉPART ET D'ARRIVÉE (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
13	Centrafricaine (République)	fr ⁹	⁹ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 3,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 4,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 6,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 9,-
14	Ceylan	¹⁰	¹⁰ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 10 kg 1,50
15	Chili	-,75	
16	Chypre	¹¹	¹¹ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 2,10 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,35 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 3,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,25
17	Colombie (République)	¹²	¹² La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 3 kg 3,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 5,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 10,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 20 kg 11,-
18	Congo (Brazzaville)	¹³	¹³ Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
19	Congo (République Démocratique)	¹⁴	¹⁴ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,30 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg -,90 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 4,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 6,-
20	Costa-Rica (République)	¹⁵	¹⁵ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,75 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 3,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 4,50
21	Côte d'Ivoire (République)	¹⁶	¹⁶ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg -,75 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,25 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 1,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 2,-

1. QUOTES-PARTS DE DÉPART ET D'ARRIVÉE (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
22	Dahomey (République)	fr ¹⁷	¹⁷ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 1,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 4,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 5,-
23	Dominicaine (République)	1,25	
24	El Salvador (République)	2,-	
25	Equateur	1,25	
26	Espagne	-,75	
27	Ethiopie	fr ¹⁸	¹⁸ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg -,90 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,25 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,65 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 3,70 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 4,90
28	Finlande	-,75	
29	France	1,50	
30	Territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer	1,50	
31	Gabonaise (République)	fr ¹⁹	¹⁹ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg -,95 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,10 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 3,60 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 4,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 5,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 8,-
32	Ghana	fr ²⁰	²⁰ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,75 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,45
33	Grande-Bretagne et Territoires britanniques d'outre-mer	fr ²¹	²¹ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 2,10 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,35 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 3,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,25
34	Grèce	-,75	
35	Guatemala	-,75	

1. QUOTES-PARTS DE DÉPART ET D'ARRIVÉE (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
36	Guyane	fr ²²	²² La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,10
37	Haiti (République)	-,50	
38	Haute-Volta (République)	fr ²³	²³ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,90 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,30 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 5,20 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 8,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 10,50
39	Inde	2,-	
40	Indonésie (République)	-,50	
41	Iraq	fr ²⁴	²⁴ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,75 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg 1,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,60
42	Islande	fr ²⁵	²⁵ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 3 kg -,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg -,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,-
43	Israël	fr ²⁶	²⁶ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,90 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,20 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 10 kg 2,-
44	Jamaïque	fr ²⁷	²⁷ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
45	Japon	1,50	
46	Kenya	fr ²⁸	²⁸ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
47	Malaisie	fr ²⁹	²⁹ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,30 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,80 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,80

1. QUOTES-PARTS DE DÉPART ET D'ARRIVÉE (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
48	Malawi	fr ³⁰	³⁰ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,10
49	Malgache (République)	fr ³¹	³¹ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg -,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,20 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 4,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 5,-
50	Mali (République)	fr ³²	³² La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 1,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,40 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,30 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 5,20 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 8,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 11,-
51	Malte	fr ³³	³³ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,10
52	Maurice	fr ³⁴	³⁴ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 2,10 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,35 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 3,15 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,25
53	Mauritanie (République Islamique)	fr ³⁵	³⁵ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 1,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 4,- Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 7,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 10,-
54	Nicaragua	-,75	
55	Niger (République)	fr ³⁶	³⁶ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 1,- Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,40 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,30 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 5,20 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 8,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 11,-
56	Nigéria (République fédérale)	fr ³⁷	³⁷ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après : fr Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
57	Norvège	1,50	

1. QUOTES-PARTS DE DÉPART ET D'ARRIVÉE (suite)

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
58	Nouvelle-Zélande	fr 38	38 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,70 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg -,80 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg -,90 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,-
59	Ouganda	39	39 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
60	Pakistan	40	40 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg 1,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,25
61	Panama (République)	-,75	
62	Pérou	2,50	
63	Provinces portugaises de l'Angola et du Mozambique	41	41 Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, une quote-part qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
64	Qatar	42	42 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,- Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,70 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,10
65	Sénégal (République)	43	43 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg -,75 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,- Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,50 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 2,- Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 2,50
66	Sierra Leone	44	44 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10
67	Singapour	45	45 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg 1,80 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 2,30 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,80 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 3,80
68	Soudan (République Démocratique)	46	46 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr Colis jusqu'à 1 kg -,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg -,85 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 2,40
69	Suède	2,-	

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4																								
70	Swaziland (Royaume)	fr																									
71	Tanzanie (République Unie)	47	<p>47 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr</p> <p>Colis jusqu'à 1 kg fr 1,25</p> <p>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50</p> <p>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75</p> <p>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10</p>																								
72	Tchad (République)	48	<p>48 Une quote-part territoriale uniforme pour l'ensemble du territoire du Tchad est fixée comme suit:</p> <p>fr</p> <p>Colis jusqu'à 3 kg 1,-</p> <p>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,-</p> <p>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 4,-</p> <p>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 7,-</p> <p>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 10,-</p>																								
73	Thaïlande	-75																									
74	Togolaise (République)	49	<p>49 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr</p> <p>Colis jusqu'à 3 kg 1,50</p> <p>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 2,50</p> <p>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 4,-</p> <p>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg 5,-</p> <p>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg 6,-</p>																								
75	Trinité et Tobago	50	<p>50 La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr</p> <p>Colis jusqu'à 1 kg 1,25</p> <p>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg 1,50</p> <p>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg 1,75</p> <p>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg 1,10</p>																								
76	Ukraine (République Soviétique Socialiste)	51	<p>51 Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de:</p> <table data-bbox="475 1064 1021 1310"> <thead> <tr> <th></th> <th>la partie européenne de l'URSS</th> <th>la partie asiatique de l'URSS</th> </tr> <tr> <th></th> <th>fr</th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td>-60</td> <td>2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg</td> <td>1,10</td> <td>3,50</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg</td> <td>1,60</td> <td>4,80</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg</td> <td>3,20</td> <td>9,60</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg</td> <td>4,80</td> <td>14,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg</td> <td>6,40</td> <td>19,20</td> </tr> </tbody> </table> <p>Sur tout le territoire de l'URSS, les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.</p>		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr	fr	Colis jusqu'à 1 kg	-60	2,20	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	1,10	3,50	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,60	4,80	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,20	9,60	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	4,80	14,40	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,40	19,20
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr	fr																									
Colis jusqu'à 1 kg	-60	2,20																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	1,10	3,50																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,60	4,80																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,20	9,60																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	4,80	14,40																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,40	19,20																									

1. QUOTES-PARTS DE DÉPART ET D'ARRIVÉE (fin)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations																								
1	2	3	4																								
77	Union des Républiques Soviétiques Socialistes	fr ⁵²	<p>⁵² Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>la partie européenne de l'URSS</th> <th>la partie asiatique de l'URSS</th> </tr> <tr> <th></th> <th>fr</th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td>-,60</td> <td>2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg</td> <td>1,10</td> <td>3,50</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg</td> <td>1,60</td> <td>4,80</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg</td> <td>3,20</td> <td>9,60</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg</td> <td>4,80</td> <td>14,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg</td> <td>6,40</td> <td>19,20</td> </tr> </tbody> </table> <p>Sur tout le territoire de l'URSS, les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.</p>		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr	fr	Colis jusqu'à 1 kg	-,60	2,20	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	1,10	3,50	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,60	4,80	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,20	9,60	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	4,80	14,40	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,40	19,20
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr	fr																									
Colis jusqu'à 1 kg	-,60	2,20																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	1,10	3,50																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	1,60	4,80																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,20	9,60																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	4,80	14,40																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,40	19,20																									
78	Uruguay (République Orientale)	-,75																									
79	Vénézuéla (République)	1,80																									
80	Yémen du Sud (République Populaire)	⁵³	<p>⁵³ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td>1,80</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg</td> <td>2,-</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg</td> <td>2,70</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg</td> <td>3,10</td> </tr> </tbody> </table>		fr	Colis jusqu'à 1 kg	1,80	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	2,-	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	2,70	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,10														
	fr																										
Colis jusqu'à 1 kg	1,80																										
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	2,-																										
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	2,70																										
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,10																										
81	Zambie (République)	⁵⁴	<p>⁵⁴ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après:</p> <table> <thead> <tr> <th></th> <th>fr</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg</td> <td>1,80</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg</td> <td>2,-</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg</td> <td>2,70</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg</td> <td>3,10</td> </tr> </tbody> </table>		fr	Colis jusqu'à 1 kg	1,80	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	2,-	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	2,70	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,10														
	fr																										
Colis jusqu'à 1 kg	1,80																										
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	2,-																										
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	2,70																										
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	3,10																										

2. QUOTES-PARTS TERRITORIALES DE TRANSIT

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale pour les colis des coupures de poids ci-après					
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr	fr	fr	fr	fr	fr
1	Argentine (République) ¹	3,60	3,60	3,60	3,60		
2	Australie ²	-,85	1,45	2,-	3,55		
3	Barbade ²	1,70	1,80	1,75	1,60		
4	Birmanie	-,70	-,60	-,60	-,90		
5	Bolivie	1,-	1,20	1,40	2,-	3,-	4,-

2. QUOTES-PARTS TERRITORIALES DE TRANSIT (suite)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale pour les colis des coupures de poids ci-après					
		jusqu'à 1 kg	au- dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au- dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au- dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au- dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au- dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr	fr	fr	fr	fr	fr
6	Botswana (République) ²	1,-	1,10	1,20	1,40	1,40	1,40
7	Brésil	1,-	2,-	3,-	5,-	10,-	12,-
8	Centrafricaine (République)	-60	1,50	2,-	4,-	6,-	8,-
9	Ceylan	-85	1,25	1,90	2,70		
10	Chili ¹	1,25	1,25	1,25	1,25		
11	Chypre	1,70	1,80	1,75	1,60		
12	Congo (Brazzaville)	-60	1,50	2,-	4,-	6,-	8,-
13	Congo (République Démocra- tique)	-30	-90	1,50	3,-	4,50	6,-
14	Côte d'Ivoire (République)	-60	1,-	1,50	3,-	5,-	7,-
15	Dahomey (République)	-60	1,-	1,50	3,-	4,50	6,-
16	El Salvador (République)	1,-	1,20	1,40	2,-	3,-	4,-
17	Equateur	-70	-50	-50			
18	Grande-Bretagne et Terri- toires britanniques d'outre- mer ²	1,70	1,80	1,75	1,60		
19	Guyane ²	1,-	1,10	1,20	1,40		
20	Inde	1,-	1,-	1,-	1,60	1,60	1,60
21	Iran	1,-	1,10	1,20	1,40	1,80	2,40
22	Iraq	-70	-60	-50	1,40	3,-	4,-
23	Jamaïque	1,-	1,10	1,20	1,40		
24	Kenya ²	1,75	2,20	2,65	2,80		
25	Malaisie	1,-	1,10	1,20	2,-		
26	Malawi ²	1,-	1,10	1,20	1,40		
27	Malte ²	1,-	1,10	1,20	1,40		
28	Maurice	1,70	1,80	1,75	1,60		
29	Nigéria (République fédérale)	1,-	1,10	1,20	1,40		
30	Ouganda ²	1,75	2,20	2,65	2,80		
31	Pakistan	1,-	1,50	2,-	2,50		
32	Pérou	1,-	1,20	1,40	2,-	3,-	4,-
33	Qatar	1,-	1,10	1,20	1,40		
34	République Arabe Unie	-50	-50	-50	1,-	1,-	1,-
35	Sierra Leone	1,-	1,10	1,20	1,40		
36	Singapour	1,-	1,10	1,20	2,-		
37	Soudan (République Démocra- tique)	-90	1,40	1,90	3,80		

2. QUOTES-PARTS TERRITORIALES DE TRANSIT (fin)

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale pour les colis des coupures de poids ci-après					
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr	fr	fr	fr	fr	fr
38	Swaziland (Royaume).....						
39	Tanzanie (République Unie) ²	1,75	2,20	2,65	2,80		
40	Trinité et Tobago	1,-	1,10	1,20	1,40		
41	Vénézuéla (République).....	-0,70	-0,60	-0,50	1,-	1,50	2,-
42	Yémen du Sud (République Populaire) ²	1,-	1,10	1,20	1,40		
43	Zambie (République) ²	1,-	1,10	1,50	2,-		

Observations:

¹ Seulement pour les colis transportés par le chemin de fer transandin.

² Les montants qui figurent dans le tableau sont à considérer comme des maximums.

Article III

Distance moyenne pondérée de transport des colis en transit

L'article 47, § 2, dernière phrase, ne s'applique aux Pays suivants qu'à leur demande: République Soviétique Socialiste de Biélorussie, République Populaire de Bulgarie, République de Cuba, République Populaire Hongroise, République Populaire de Mongolie, République Populaire de Pologne, République Socialiste de Roumanie, République Socialiste Tchécoslovaque, République Soviétique Socialiste d'Ukraine et Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

Article IV

Quotes-parts maritimes

Le Commonwealth de l'Australie, la Barbade, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Guyane, la Jamaïque, le Kenya, la Malaisie, Malte, Maurice, la République fédérale de Nigéria, l'Ouganda, le Qatar, la Sierra Leone, Singapour, la République Unie de Tanzanie, Trinité et Tobago, la République Populaire du Yémen du Sud et la République de Zambie sont autorisés à majorer de 50% au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 49 et 50.

Article V

Quotes-parts supplémentaires

1. Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne, en provenance ou à destination de la Corse et des Départements français d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), est assujéti à une quote-part territoriale de départ et d'arrivée égale, au maximum, à la quote-part française correspondante. Lorsqu'un tel colis est acheminé en transit par la France continentale, il est soumis en plus:

(a) colis « voie de surface »

1° à la quote-part territoriale de transit française;

2° à la quote-part maritime française correspondant à l'échelon de distance séparant la France continentale et chacun des Départements en cause;

(b) colis-avion

— à des frais de transport aérien correspondant à la distance aéro-postale séparant la France continentale et chacun des Départements en cause.

2. Sont autorisées, sur chaque colis, les quotes-parts supplémentaires de transport ci-après:

d'une part 1	Entre et, d'autre part: 2	Quotes-part supplémentaires autorisées 3
L'Espagne continentale	(a) les îles Baléares, les Territoires espagnols du Nord de l'Afrique (b) les îles Canaries	égale à la quote-part maritime fixée pour le 1 ^{er} échelon de distance égale à la quote-part maritime fixée pour le 2 ^e échelon de distance

3. L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une quote-part supplémentaire de 1,50 franc au maximum par colis pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupures de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2	Coupures de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2
kg	fr	kg	fr
Jusqu'à 1	—,50	au-dessus de 5 jusqu'à 10 .	5,—
au-dessus de 1 jusqu'à 3 ...	1,50	au-dessus de 10 jusqu'à 15 .	7,50
au-dessus de 3 jusqu'à 5 ...	2,50	au-dessus de 15 jusqu'à 20 .	10,—

5. Le transport des colis entre le Pakistan occidental et le Pakistan oriental donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée :

Coupures de poids	Quotes-parts supplémentaires	Coupures de poids	Quotes-parts supplémentaires
1	2	1	2
kg	fr	kg	fr
Jusqu'à 1	-,50	au-dessus de 3 jusqu'à 5 ..	-,80
au-dessus de 1 jusqu'à 3 ...	-,65	au-dessus de 5 jusqu'à 10 ..	1,45

Cette quote-part supplémentaire spéciale n'est perçue que sur les colis originaires de l'étranger et passant par un bureau d'échange du Pakistan occidental à destination du Pakistan oriental ou vice versa.

6. Les Administrations postales de la République Arabe Unie et de la République Démocratique du Soudan sont autorisées à percevoir une quote-part supplémentaire de 20 centimes en sus des quotes-parts territoriales de transit prévues à l'article 47, § 1, pour tout colis en transit par le lac Nasser entre le Shallal (RAU) et Wadi Halfa (Soudan).

Article VI

Tarifs spéciaux

1. Les Administrations du Pakistan et de la République de Vénézuéla sont autorisées à percevoir pour les colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg la taxe applicable aux colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.

2. Les Administrations française et belge ont la faculté de traiter dans tous les cas les colis-avion comme colis urgents et de percevoir pour ces colis le double des quotes-parts territoriales et des majorations prévues, pour la Belgique, aux articles 46 à 48 et 54 de l'Arrangement et, pour la France, aux articles 46 à 48 de l'Arrangement et II, tableau 1, n° d'ordre 29, du présent Protocole final.

Article VII

Taxes supplémentaires

Les Pays signataires dont les Administrations perçoivent dans leur régime intérieur des taxes supplémentaires supérieures à celles qui sont fixées dans l'Arrangement, sont autorisés, lorsqu'ils conservent intégralement ces dernières, à appliquer, dans le service international, les taux du régime intérieur.

Article VIII

Colis avec valeur déclarée

Par dérogation à l'article 11, certaines Administrations sont autorisées, conformément aux indications du tableau ci-après, à percevoir, sur chaque colis postal avec valeur déclarée, les taxes supplémentaires d'assurance ci-dessous :

Administrations autorisées 1	Taxes autorisées par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés 2	Colis avec valeur déclarée auxquels s'appliquent ces taxes 3
	c	
(a) Argentine (République)	10	Colis en provenance ou à destination des bureaux ci-après : La Costa del Sur, Tierra del Fuego, Antarctique et îles de l'Atlantique du Sud.
(b) Congo (République Démocratique)	10	Colis en provenance ou à destination de la République Démocratique du Congo ou en transit par la République Démocratique du Congo.
(c) France	15	Colis transportés par voie de surface entre la France continentale et la Corse, la Guadeloupe, la Guyane française, la Martinique, la Réunion.
(d) Iraq	10	Colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie.
(e) Kenya	10	Colis en provenance ou à destination du Kenya ou en transit par le Kenya.
(f) Ouganda	10	Colis en provenance ou à destination de l'Ouganda ou en transit par l'Ouganda.
(g) Soudan (République Démocratique)	5	Colis en provenance ou à destination de la République Démocratique du Congo et en transit par le Soudan.
(h) Tanzanie (République Unie)	10	Colis en provenance ou à destination de la République Unie de Tanzanie ou en transit par la République Unie de Tanzanie.

Article IX

Exceptions au principe de la responsabilité

Par dérogation à l'article 39, la République Démocratique du Congo, l'Iraq et la République Démocratique du Soudan sont autorisés à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les Pays à destination de la République Démocratique du Congo, de l'Iraq ou du Soudan, et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile.

Article X

Dédommagement

Par dérogation à l'article 39, le Commonwealth de l'Australie, la Barbade, la République du Botswana, ceux des Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation intérieure s'y oppose, la Guyane, le Kenya, le Malawi, Malte, Maurice, Nauru, la République fédérale de Nigéria, l'Ouganda, le Qatar, la République Socialiste de Roumanie, la Sierra Leone, le Royaume du Swaziland, la République Unie de Tanzanie, Trinité et Tobago, la République Populaire du Yémen du Sud et la République de Zambie ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

Signatures

(Les mêmes qu'aux pages 42 à 60)

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT

LES COLIS POSTAUX

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les Administrations
- 102. Voies d'acheminement et quotes-parts

CHAPITRE II

TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU D'ORIGINE

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET DE DÉPÔT

- 103. Adresses de l'expéditeur et du destinataire
- 104. Conditions générales d'emballage
- 105. Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des films, du celluloïd, des animaux vivants
- 106. Formalités à remplir par l'expéditeur
- 107. Formalités à remplir par le bureau d'origine

SECTION II

CONDITIONS D'ADMISSION ET DE DÉPÔT PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

- 108. Colis avec valeur déclarée
- 109. Déclaration frauduleuse de valeur
- 110. Autres catégories de colis

SECTION III

FORMALITÉS DEMANDÉES APRÈS LE DÉPÔT

- 111. Livraison en franchise de taxes et de droits demandée postérieurement au dépôt
- 112. Demande d'avis de réception formulée postérieurement au dépôt
- 113. Retrait. Modification d'adresse

CHAPITRE III

TRAITEMENT DES COLIS PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE

SECTION I

ACHEMINEMENT

- 114. Principe général d'échange des colis
 - 115. Acheminement et dédouanement des colis-avion
- Art.
- 116. Transbordement des colis-avion

- 117. Acheminement et dédouanement des colis urgents
- 118. Dédouanement des colis exprès

SECTION II

FORMATION ET EXPÉDITION DES DÉPÊCHES

- 119. Divers modes de transmission
- 120. Feuilles de route
- 121. Feuilles de route simplifiées
- 122. Transmission en dépêches closes
- 123. Remise des dépêches
- 124. Traitement des colis avec avis d'embarquement

SECTION III

VÉRIFICATION DES DÉPÊCHES ET DES COLIS. RENVOI DES RÉCIPIENTS VIDES

- 125. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange
- 126. Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis
- 127. Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations
- 128. Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé
- 129. Vérification des dépêches de colis transmis en nombre
- 130. Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction
- 131. Renvoi des récipients vides

CHAPITRE IV

TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU DE DESTINATION

SECTION I

LIVRAISON DES COLIS

- 132. Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés
- 133. Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits
- 134. Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception

SECTION II

TRAITEMENT DES COLIS NON LIVRÉS

Art.

- 135. Avis de non-livraison
- 136. Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé
- 137. Renvoi des colis à l'origine
- 138. Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire
- 139. Colis exprès à réexpédier
- 140. Traitement des demandes de retrait ou de modification d'adresse
- 141. Vente. Destruction

CHAPITRE V

RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 142. Traitement des réclamations et des demandes de renseignements
- 143. Réclamations concernant un avis de réception ou un avis d'embarquement non parvenu

CHAPITRE VI COMPTABILITÉ

SECTION I

ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS ET DES FRAIS

144. Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine

Art.

145. Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition

146. Cas particulier de reprise de frais

147. Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme.

SECTION II

ETABLISSEMENT ET RÈGLEMENT DES COMPTES

148. Etablissement des comptes

149. Décompte concernant les dépêches de colis-avion

150. Règlement des comptes

CHAPITRE VII DISPOSITIONS DIVERSES

151. Formules à l'usage du public

152. Délai de conservation des documents

CHAPITRE VIII DISPOSITIONS FINALES

153. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la "Liste des formules"

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT

LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, chaque Administration doit notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international :

- (a) les dispositions qu'elle a prises en ce qui concerne :
 - 1° la limite de poids maximale des colis ;
 - 2° la déclaration de valeur ;
 - 3° les colis spéciaux ci-après : urgents, exprès, francs de taxes et de droits, remboursement, fragiles, encombrants ;
 - 4° l'admission ou la non-admission des bulletins d'expédition collectifs, par application de l'article 106, § 3 ;
 - 5° les dimensions des colis transportés par les voies terrestre et maritime ;
 - 6° le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis en transit et pour ceux à destination de son propre Pays, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées ;
 - 7° les instructions des expéditeurs qu'elle n'admet pas au moment du dépôt conformément à l'article 22, § 3, de l'Arrangement ;
 - 8° la non-admission des demandes de retrait et de modification d'adresse visées à l'article 37, § 2, de l'Arrangement ;
 - 9° l'admission ou la non-admission de l'avis de réception pour les colis ordinaires conformément à l'article 27 de l'Arrangement ;
 - 10° le poids maximal des sacs qu'elle admet ;
- (b) les renseignements concernant le service des colis-avion, notamment les dimensions admises par elle après entente avec les entreprises de

transport aérien ainsi que, s'il y a lieu, le montant des frais perçus, selon l'article 52, §§ 4 et 5, de l'Arrangement, pour le transport à l'intérieur du Pays;

- (c) la liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par sa propre réglementation postale;
- (d) l'avis qu'elle admet les colis pour toutes les localités ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elle dessert;
- (e) les taxes et les droits applicables dans son service;
- (f) les renseignements utiles concernant les règlements douaniers ou autres, ainsi que les interdictions ou restrictions s'appliquant à l'importation et au transit des colis sur le territoire de son Pays;
- (g) un extrait, en langue anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française ou russe, des dispositions de ses lois ou règlements applicables au transport des colis.

2. Toute modification aux renseignements visés au § 1 doit être notifiée sans retard par la même voie.

Article 102

Voies d'acheminement et quotes-parts

1. Au moyen de tableaux conformes aux modèles CP 1 et CP 21 ci-annexés, chaque Administration indique les conditions et les quotes-parts auxquelles elle accepte en transit les colis à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire.

2. Sur la base des renseignements contenus dans les tableaux CP 1 et CP 21 des Administrations intermédiaires, chaque Administration détermine les voies à employer pour l'acheminement de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

3. Les Administrations se notifient, par communication directe, un mois avant leur application, les tableaux CP 1 et CP 21 ainsi que toutes modifications ultérieures à ces tableaux; elles adressent au Bureau international des copies de leurs tableaux CP 1 et CP 21.

4. Le délai de notification prévu au § 3 ne s'applique pas aux cas visés à l'article 51 de l'Arrangement.

5. Afin de déterminer le parcours le plus favorable des dépêches de colis, le bureau d'échange de départ peut adresser au bureau d'échange de destination un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 visé à l'article 153 du Règlement d'exécution de la Convention. Ce bulletin doit être joint à la feuille de route; il doit être renvoyé, dûment rempli, sous forme de lettre, au bureau d'échange de départ par le premier courrier.

CHAPITRE II

TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU D'ORIGINE

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET DE DÉPÔT

Article 103

Adresses de l'expéditeur et du destinataire

1. Pour être admis au dépôt, tout colis doit porter, en caractères latins, sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, les adresses exactes du destinataire et de l'expéditeur; les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé.

2. Il ne peut être désigné qu'une seule personne physique ou morale comme destinataire. Toutefois, les adresses telles que « M. A à . . . pour M. Z à . . . » ou « Banque de A à . . . pour M. Z à . . . » peuvent être admises, étant entendu que seule la personne désignée sous A est considérée comme destinataire par les Administrations. De plus, les adresses de A et de Z doivent se trouver dans le même Pays.

3. Le bureau d'origine doit, en outre, recommander à l'expéditeur d'insérer dans le colis une copie de son adresse et de celle du destinataire.

Article 104

Conditions générales d'emballage

1. Tout colis doit être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids et à la nature du contenu ainsi qu'au mode de transport et à sa durée. L'emballage et la fermeture doivent préserver le contenu de façon que celui-ci ne puisse être détérioré ni par la pression, ni par les manipulations successives; ils doivent aussi être tels qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation.

2. Tout colis doit être emballé d'une façon particulièrement solide s'il doit être transporté sur de longues distances ou supporter de nombreux transbordements ou de multiples manipulations.

3. Il doit être emballé de façon à ne pas menacer la santé des agents ainsi qu'à éviter tout danger s'il contient des objets de nature à blesser les agents chargés de le manipuler, à salir ou à détériorer les autres colis ou l'équipement postal.

4. Il doit présenter, sur l'emballage ou l'enveloppe, des espaces suffisants pour l'inscription des indications de service et l'apposition des timbres et étiquettes.

5. Sont acceptés sans emballage :

- (a) les objets qui peuvent être emboîtés ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger ;
- (b) les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

Article 105

Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des films, du celluloid, des animaux vivants

1. Tout colis qui contient l'une ou l'autre des matières ci-après doit être conditionné comme il est indiqué ci-dessous :

- (a) métaux précieux : l'emballage doit être constitué soit par une boîte en métal résistant, soit par une caisse en bois d'une épaisseur minimale de 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et de 1½ centimètre pour les colis de plus de 10 kilogrammes, soit enfin par un double sac sans couture ; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contre-plaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières ;
- (b) objets en verre ou autres objets fragiles : l'emballage doit être constitué par une boîte en métal, en bois ou en carton solide, remplie de papier, paille de bois ou autre matière protectrice similaire de nature à empêcher tout frottement ou heurts en cours de transport soit entre les objets eux-mêmes, soit entre les objets et les parois de la boîte ;
- (c) liquides et corps facilement liquéfiables : deux récipients doivent être utilisés (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) d'une part, et boîte en métal, en bois résistant, en pâte de bois ou en carton ondulé de solide qualité, d'autre part, entre lesquels est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante et protectrice ;
- (d) poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline : ces produits doivent être obligatoirement contenus dans des boîtes en métal résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois ou en carton ondulé de bonne qualité avec de la sciure ou toute autre matière absorbante et protectrice entre les deux emballages ;
- (e) poudres sèches non colorantes : ces produits doivent être placés dans des boîtes en métal, en bois ou en carton, elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en matière plastique ;
- (f) matières visées à l'article 19, lettre (a), chiffre 5°, 2° phrase, de l'Arrangement : l'emballage doit être constitué par une caisse ou un baril solidement emballé à l'intérieur et à l'extérieur et comporter une mention relative à la nature du contenu ;

- (g) films inflammables, celluloid brut ou manufacturé: l'emballage doit être muni, du côté de la suscription, d'une étiquette blanche très apparente portant, en gros caractères noirs, la mention « Celluloïd! A tenir loin du feu et de la lumière »;
- (h) animaux vivants: l'emballage du colis ainsi que son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant en caractères très apparents la mention « Animaux vivants ».

2. Les colis contenant des matières visées au § 1, lettres (f) et (g), ne peuvent être acceptés au dépôt que si ces matières sont admises par toutes les Administrations appelées à participer au transport du colis.

Article 106

Formalités à remplir par l'expéditeur

1. Chaque colis doit être accompagné:

- (a) d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche, conforme au modèle CP 2 ci-annexé;
- (b) d'une déclaration en douane conforme au modèle C 2/CP 3 ci-annexé. La déclaration en douane doit être établie dans le nombre requis d'exemplaires, ceux-ci étant solidement attachés au bulletin d'expédition.

2. L'adresse de l'expéditeur et celle du destinataire ainsi que toutes les autres indications à fournir par l'expéditeur doivent être identiques sur le colis et sur le bulletin d'expédition. En cas de divergences, les indications figurant sur le colis sont valables.

3. Sauf s'il s'agit de colis avec valeur déclarée, de colis francs de taxes et de droits et de colis contre remboursement, un même bulletin d'expédition, accompagné du nombre de déclarations en douane requis pour un colis isolé, peut servir pour trois colis au maximum, à condition qu'ils soient déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur, acheminés par la même voie, soumis à la même taxe et destinés à la même personne; chaque Administration peut, toutefois, exiger un bulletin d'expédition et le nombre réglementaire de déclarations en douane pour chaque colis.

4. L'expéditeur peut joindre au bulletin d'expédition CP 2, en plus de la déclaration en douane établie dans le nombre requis d'exemplaires conformément au § 1, lettre (b), tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, etc.) nécessaire au traitement douanier dans le Pays de départ et dans le Pays de destination.

5. Le contenu du colis doit être indiqué en détail dans la déclaration en douane; des mentions de caractère général ne sont pas admises.

6. Bien que n'assumant aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, les Administrations font tout leur possible pour renseigner les expéditeurs sur la manière correcte de remplir ces déclarations.

7. L'expéditeur doit indiquer la manière dont le colis doit être traité en cas de non-livraison. A cet effet, il trace au verso du bulletin d'expédition où figurent les instructions énumérées à l'article 22, § 2, de l'Arrangement, une croix dans la case afférente à l'une de ces instructions; cette croix peut être faite à la main ou à la machine ou être imprimée. De plus, il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer au verso du bulletin d'expédition qu'une seule des instructions autorisées. L'instruction indiquée par la croix sur le bulletin d'expédition doit être reproduite sur le colis lui-même; elle peut être rédigée en français ou dans une langue connue dans le Pays de destination.

Article 107

Formalités à remplir par le bureau d'origine

1. Le bureau d'origine ou le bureau d'échange expéditeur est tenu d'apposer ou d'indiquer:

- (a) sur le colis, à côté de la suscription, et sur le bulletin d'expédition, aux emplacements ad hoc, une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé, indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre du colis et le nom du bureau d'origine. Si l'Administration d'origine le permet, la partie de l'étiquette CP 8 à apposer sur le bulletin d'expédition peut être remplacée par une indication préimprimée ayant la même présentation que la partie correspondante de l'étiquette;
- (b) sur le bulletin d'expédition seulement:
 - 1° l'empreinte du timbre à date;
 - 2° le poids, en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de grammes étant arrondie à la centaine supérieure.

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour ne pas accomplir les formalités mentionnées au § 1.

3. Un même bureau d'origine ou un même bureau d'échange expéditeur ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf si les séries sont différenciées par un signe distinctif.

SECTION II

CONDITIONS D'ADMISSION ET DE DÉPÔT PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

Article 108

Colis avec valeur déclarée

Tout colis avec valeur déclarée est assujéti aux règles particulières ci-après de conditionnement:

- (a) il doit être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou

- par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur;
- (b) les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ces colis doivent être espacés, de façon à ne pouvoir cacher les lésions éventuelles de l'emballage; les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur deux des faces de l'emballage de manière à couvrir une bordure; les étiquettes sur lesquelles, le cas échéant, figure l'adresse ne peuvent être collées sur l'emballage même;
 - (c) il doit être revêtu, de même que le bulletin d'expédition, d'une étiquette rouge conforme au modèle CP 7 ci-annexé et portant, en caractères latins, la lettre « V », le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre du colis; l'étiquette doit être collée, sur le colis, du côté de l'adresse et à proximité de celle-ci; toutefois, les Administrations ont la faculté d'utiliser simultanément l'étiquette CP 8 prévue à l'article 107, § 1, lettre (a), et une étiquette rouge, de petites dimensions, portant en caractères très apparents la mention « Valeur déclarée »;
 - (d) la valeur doit être déclarée en monnaie du Pays d'origine et inscrite par l'expéditeur sur le colis et sur le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; le montant de la déclaration de valeur ne peut être indiqué ni au crayon, ni au crayon-encre;
 - (e) le montant de la valeur déclarée doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion arrondi, le cas échéant, au franc supérieur doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du Pays d'origine; le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur; la conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre Pays ayant une monnaie commune;
 - (f) le bureau d'origine est tenu d'indiquer le poids en kilogrammes et en dizaines de grammes d'une part, sur le colis à côté de la suscription et, d'autre part, sur le bulletin d'expédition à l'emplacement réservé, en arrondissant à la dizaine supérieure toute fraction de dizaine de grammes;
 - (g) aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto du colis avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

Article 109

Déclaration frauduleuse de valeur

Lorsque des circonstances quelconques et, notamment, une réclamation révèlent une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu du colis, avis en est donné à l'Administration d'origine, dans le plus bref délai; le cas échéant, les pièces de l'enquête sont communiquées à celle-ci.

Article 110

Autres catégories de colis

1. Colis-avion ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent être revêtus, au départ, d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots « Par avion », avec traduction facultative dans la langue du Pays d'origine.

2. Colis urgents. Tout colis urgent et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant, très apparente, la mention « Urgent ».

3. Colis exprès. Tout colis exprès et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette rouge clair, portant la mention imprimée très apparente « Exprès »; cette étiquette est apposée, autant que possible, à côté de l'indication du lieu de destination.

4. Colis francs de taxes et de droits.

(a) Tout colis franc de taxes et de droits et son bulletin d'expédition doivent être revêtus:

1° de la mention très apparente « Franc de taxes et de droits » (ou de toute autre équivalente dans la langue du Pays d'origine);

2° d'une étiquette jaune portant, également très apparente, la mention « Franc de taxes et de droits »;

(b) le colis est accompagné des déclarations en douane réglementaires et d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle C 3/CP 4 ci-annexé, confectionné en papier de couleur jaune. L'expéditeur du colis et, en tant qu'il s'agit d'indications afférentes au service postal, le bureau expéditeur, complètent le texte, au recto, côté droit, des parties A et B. Les inscriptions de l'expéditeur peuvent être effectuées à l'aide de papier carbone. Le texte doit comporter l'engagement prévu à l'article 24, § 1, de l'Arrangement;

(c) le bulletin d'expédition, les déclarations en douane et le bulletin d'affranchissement doivent être solidement attachés entre eux.

5. Colis fragiles.

(a) Dans les relations entre les Pays qui admettent les colis fragiles et sous réserve de répondre aux règles générales de conditionnement et d'emballage, tout colis fragile doit être revêtu soit par l'expéditeur, soit par le bureau d'origine, d'une étiquette à image représentant un verre imprimé en rouge sur fond blanc. Tout colis dont la fragilité du contenu est signalée par un signe extérieur quelconque, apposé par l'expéditeur est revêtu obligatoirement par le bureau d'origine de la même étiquette, et la taxe supplémentaire correspondante est perçue. Si l'expéditeur ne désire pas que le colis soit traité comme fragile, le bureau d'origine biffe le signe apposé par l'expéditeur;

(b) le bulletin d'expédition correspondant doit être revêtu, au recto, de la mention très apparente « Colis fragile », manuscrite ou imprimée sur une étiquette.

6. Colis encombrants. Tout colis encombrant de même que le recto du

bulletin d'expédition correspondant doivent être revêtus d'une étiquette portant, en caractères très apparents, la mention « Encombrant ». Cette mention doit être complétée, sur le bulletin d'expédition seulement, par les mots « en vertu de l'article 20, § 4, de l'Arrangement » lorsqu'il s'agit de colis taxés comme encombrants par application de l'article 20, § 4, de l'Arrangement.

7. Colis de service. Tout colis de service et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, la mention « Service des postes » ou une mention analogue; cette mention peut être suivie d'une traduction dans une autre langue.

8. Colis de prisonniers de guerre et internés. Tout colis de prisonnier de guerre ou interné et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, l'une des mentions « Service des prisonniers de guerre » ou « Service des internés »; ces mentions peuvent être suivies d'une traduction dans une autre langue.

9. Colis contenant certaines matières ou des animaux vivants. Les colis ainsi que les bulletins d'expédition doivent comporter les mentions visées à l'article 105, § 1, lettres (f), (g) et (h).

10. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis de réception.

- (a) Tout colis pour lequel, au moment du dépôt, l'expéditeur demande un avis de réception doit porter de façon très apparente soit la mention « Avis de réception », soit l'empreinte d'un timbre « A.R. »; il doit en être de même du bulletin d'expédition. Lorsque l'avis de réception doit être renvoyé par la voie aérienne, la mention est à compléter par les mots « Renvoi par avion »;
- (b) le colis doit être accompagné d'un exemplaire, dûment rempli, de la formule C 5 visée à l'article 131, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention. Cette formule est établie par le bureau d'origine (ou par tout autre bureau désigné par l'Administration d'origine) et doit être jointe au bulletin d'expédition;
- (c) la mention « Renvoi par avion » doit être portée, par les soins du bureau intéressé, sur l'avis de réception à renvoyer par voie aérienne. Une étiquette ou une empreinte de couleur bleue « Par avion » est en outre apposée sur cette formule.

11. Colis faisant l'objet d'une demande d'avis d'embarquement.

- (a) Tout colis pour lequel l'expéditeur demande un avis d'embarquement doit être désigné au moyen d'une étiquette « Avis d'embarquement » apposée sur le colis et sur le bulletin d'expédition;
- (b) ce colis est accompagné d'une formule conforme au modèle CP 6 ci-annexé qui doit indiquer très clairement le port (ou le Pays) d'où l'avis d'embarquement doit être renvoyé. Chaque formule ne peut se rapporter qu'à un colis, même s'il s'agit de colis mentionnés sur un seul bulletin d'expédition.

SECTION III**FORMALITÉS DEMANDÉES APRÈS LE DÉPÔT****Article 111****Livraison en franchise de taxes et de droits
demandée postérieurement au dépôt**

1. Si, postérieurement au dépôt, l'expéditeur d'un colis en demande la livraison en franchise de taxes et de droits, le bureau d'origine en avertit le bureau de destination par une note explicative. Celle-ci, revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est transmise sous recommandation au bureau de destination, accompagnée d'un bulletin d'affranchissement dûment rempli. En cas de transmission par voie aérienne, la surtaxe aérienne est également représentée en timbres-poste appliqués sur la note explicative. Le bureau de destination appose sur le colis, près de la suscription, ainsi que sur le bulletin d'expédition l'étiquette prévue à l'article 110, § 4, lettre (a), chiffre 2°.

2. Lorsque cette demande est destinée à être transmise par voie télégraphique, le bureau d'origine en avertit par télégramme le bureau de destination et lui communique en même temps les indications relatives au dépôt de l'envoi. Ce dernier bureau établit d'office un bulletin d'affranchissement.

Article 112**Demande d'avis de réception formulée postérieurement au dépôt**

Lorsque la demande est formulée postérieurement au dépôt du colis, il est procédé conformément à l'article 132 du Règlement d'exécution de la Convention. Toutefois, dans les Pays où le service des colis n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception de la taxe d'avis de réception est constatée sur la formule C 9 soit par l'apposition d'une vignette spéciale, soit par l'indication du montant de cette perception.

Article 113**Retrait. Modification d'adresse**

1. En règle générale, les demandes de modification d'adresse ou de retrait d'un colis sont traitées selon les articles 141 et 142 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute demande télégraphique de modification d'adresse concernant les colis avec valeur déclarée doit être confirmée postalement par le premier courrier; la demande confirmative établie sur formule C 7 utilisée pour la poste aux lettres doit porter, au crayon de couleur et souligné, l'annotation « Confirma-

tion de la demande télégraphique du ... »; elle doit être accompagnée du fac-similé prévu à l'article 141, § 1, lettre (a), du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE III

TRAITEMENT DES COLIS PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE

SECTION I

ACHEMINEMENT

Article 114

Principe général d'échange des colis

1. Chaque Administration est tenue d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, ceux qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la voie disponible la plus utile.

3. Si l'utilisation de la nouvelle voie d'acheminement occasionne des frais plus élevés (quotes-parts supplémentaires territoriales ou maritimes), l'Administration de transit procède selon l'article 51 de l'Arrangement.

4. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'Arrangement concernant les colis postaux et par son Règlement d'exécution même lorsque l'Administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'Arrangement.

5. Dans les rapports entre Pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Administrations intéressées sont convenues.

Article 115

Acheminement et dédouanement des colis-avion

1. Toute Administration qui assure le service des colis-avion est tenue d'acheminer, par les voies aériennes qu'elle emploie pour ses propres envois de l'espèce, les colis-avion qui lui sont remis par une autre Administration; si, pour une raison quelconque, l'acheminement des colis-avion par une autre voie offre, dans un cas spécial, des avantages sur la voie aérienne existante, les colis-avion doivent être acheminés par cette voie et traités éventuellement comme colis urgents.

2. Les Administrations qui ne participent pas au service des colis-avion acheminent ces derniers par les voies de surface ordinairement utilisées pour les autres colis; toutefois, elles sont tenues d'acheminer par les voies de surface les plus rapides tout colis-avion qui porte la mention « Urgent », à condition qu'elles assurent le service des colis urgents et qu'elles aient été créditées des quotes-parts afférentes à l'exécution de ce service.

3. Les dépêches de colis-avion doivent être acheminées par la voie demandée par l'Administration du Pays d'origine, sous réserve que cette voie soit utilisée par l'Administration du Pays de transit pour la transmission de ses propres dépêches. Si cela n'est pas possible ou si le temps pour le transbordement n'est pas suffisant, l'Administration du Pays d'origine doit en être avertie.

4. Les articles 187 et 188 du Règlement d'exécution de la Convention s'appliquent respectivement en cas d'interruption de vol ou de déviation des dépêches de colis-avion et en cas d'accident.

5. Les Administrations prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis-avion.

Article 116

Transbordement des colis-avion

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations, le transbordement des colis-avion dans les conditions prévues à l'article 52, § 7, de l'Arrangement se fait par l'intermédiaire de l'Administration postale du Pays où a lieu le transbordement.

2. Cette règle ne s'applique pas lorsque le transbordement s'effectue entre les appareils de deux lignes successives de la même entreprise de transport.

3. D'autre part, l'Administration du Pays de transit peut autoriser le transbordement direct d'avion à avion entre deux entreprises de transport différentes; le cas échéant, l'entreprise de transport qui l'effectue est tenue d'envoyer au bureau d'échange du Pays où a lieu ce transbordement un exemplaire du bordereau AV 7 visé à l'article 183 du Règlement d'exécution de la Convention ou tout document en tenant lieu et comportant les détails de l'opération.

Article 117

Acheminement et dédouanement des colis urgents

1. Les Administrations qui participent à l'échange des colis urgents s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis.

2. Elles prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis urgents.

Article 118

Dédouanement des colis exprès

Les Administrations qui participent à l'échange des colis exprès prennent toutes mesures pour en accélérer autant que possible le dédouanement.

SECTION II

FORMATION ET EXPÉDITION DES DÉPÊCHES

Article 119

Divers modes de transmission

1. L'échange des dépêches de colis postaux est effectué par des bureaux dits « bureaux d'échange ».

2. Cet échange s'opère, en règle générale, au moyen de récipients (sacs, paniers, cadres, etc.). Les Administrations limitrophes peuvent, toutefois, s'entendre pour la remise de certaines catégories de colis hors récipients.

3. Dans les relations entre Pays non limitrophes, l'échange s'opère, en règle générale, au moyen de dépêches directes.

4. Les Administrations peuvent s'entendre pour établir des échanges en transit à découvert; toutefois il est obligatoire de former des dépêches directes si, d'après la déclaration d'une Administration intermédiaire, les colis en transit à découvert sont de nature à entraver ses opérations.

Article 120

Feuilles de route

1. Avant l'expédition, tous les colis à acheminer par voie de surface sont inscrits, par le bureau d'échange de départ, sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé. Pour les colis-avion, dans les relations directes ou dans les relations en transit à découvert, les bureaux d'échange font usage d'une feuille de route spéciale, dite « feuille de route-avion », conforme au modèle CP 20 ci-annexé.

2. En ce qui concerne les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et internés, les colis-avion donnent lieu à l'inscription des frais de transport aérien à porter au crédit des Administrations intéressées.

3. A la feuille de route sont joints les documents ci-après : bulletins d'expédition, formules de mandats de remboursement, déclarations en douane, bulletins d'affranchissement, avis de réception et, le cas échéant, tous autres documents exigés (factures, certificats d'origine, de santé, etc.). Dans les relations entre les Pays dont les Administrations se sont déclarées d'accord à cet égard, la feuille de route ainsi que ses documents sont transmis par avion au Pays de destination.

4. S'il s'agit de colis échangés en dépêches directes, les Administrations d'origine et de destination peuvent se mettre préalablement d'accord pour que les documents visés au § 3 soient joints aux colis correspondants.

5. Sauf entente spéciale, les feuilles de route doivent être numérotées d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de départ et pour chaque bureau d'échange d'arrivée ainsi que pour chaque voie si plus d'une voie est utilisée; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte sur la feuille de route, à côté du numéro de la dépêche, la mention « dernière dépêche ». Dans les relations par mer et dans les relations aériennes, le nom du navire transporteur ou, selon le cas, le service aérien emprunté est, autant que possible, mentionné sur les feuilles de route.

6. Si les colis-avion sont transmis d'un Pays à un autre par les voies de surface en même temps que les autres colis, la présence des colis-avion avec feuille de route-avion doit être indiquée, par une annotation appropriée, sur la feuille de route CP 11.

7. En cas d'échange de dépêches directes entre Pays non limitrophes, le bureau d'échange de départ établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé; ce bureau y inscrit globalement, pour chaque catégorie de colis, les quotes-parts revenant à l'Administration intermédiaire. La feuille de route CP 12 est numérotée dans une série annuelle pour chaque bureau d'échange de départ et pour chacune des Administrations intermédiaires; en outre, elle porte le numéro d'ordre de la dépêche correspondante; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Dans les relations par mer, la feuille de route CP 12 doit, autant que possible, être complétée par le nom du navire transporteur.

Article 121

Feuilles de route simplifiées

1. Des feuilles de route simplifiées sont établies dans les cas prévus à l'article 55, §§ 2 et 3, de l'Arrangement.

2. Lorsque l'attribution des quotes-parts territoriales et maritimes est effectuée globalement par coupure de poids, le nombre de colis pour chaque coupure de poids est porté sur les feuilles de route avec l'indication du produit

de la quote-part correspondante par le nombre de colis. Les colis réexpédiés sont inscrits individuellement avec indication en regard de chaque colis du montant des frais grevant le colis lors de sa remise à l'Administration cessionnaire. Les colis acheminés en transit à découvert sont aussi inscrits par colis avec mention de la quote-part correspondante.

3. Lorsque l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires doivent être créditées de sommes calculées par colis, le nombre de ces derniers est porté sur les feuilles de route avec indication du produit de la rémunération par colis par le nombre total des envois composant la dépêche. Toutefois, les colis réexpédiés ou acheminés en transit à découvert ainsi que les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet d'une inscription individuelle.

4. Si l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires doivent être créditées de sommes par kilogramme, le nombre des sacs composant la dépêche ainsi que le poids brut de cette dernière doivent être indiqués. Pour le reste, il est procédé comme au § 3.

Article 122

Transmission en dépêches closes

1. Dans le cas général de transmission en dépêches closes, les récipients (sacs, paniers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés de la manière prévue pour les sacs de lettres à l'article 150, §§ 4, 5, 7, 9 et 10, du Règlement d'exécution de la Convention, sous réserve des particularités suivantes:

- (a) les étiquettes sont de couleur jaune ocre. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes aux modèles CP 23 et CP 24 ci-annexés;
- (b) pour les récipients autres que les sacs, un autre mode de fermeture spéciale peut être adopté, à condition que le contenu soit suffisamment protégé;
- (c) les étiquettes ou suscriptions des récipients clos contenant des colis-avion doivent porter la mention ou l'étiquette « Par avion »;
- (d) les étiquettes ou suscriptions des récipients clos contenant des colis urgents doivent porter l'étiquette ou la mention « Urgent ».

2. Le nombre des récipients dont se compose la dépêche doit figurer sur la feuille de route. Sauf entente spéciale, les Administrations numérotent les récipients composant une même dépêche; le numéro d'ordre de chaque récipient doit être porté sur l'étiquette CP 23 ou CP 24.

3. Sont expédiés en récipients distincts:

- (a) les colis avec valeur déclarée, si leur nombre le justifie: les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis, doivent être munis de la lettre « V »;
- (b) les colis fragiles: les récipients correspondants sont alors revêtus de l'étiquette prévue à l'article 110, § 5;

- (c) les colis renfermant les matières mentionnées à l'article 105, § 1, lettres (f) et (g): les récipients correspondants sont revêtus d'une étiquette spéciale portant en caractères très apparents une mention appropriée, par exemple « Celluloïd »;
- (d) les colis exprès, si leur nombre le justifie: les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis, doivent porter l'étiquette ou la mention « Exprès ».

4. Les colis encombrants, fragiles ou ceux dont la nature l'exige peuvent être transportés hors récipients; afin de déterminer la dépêche dont ils font partie, de tels colis doivent être revêtus d'une étiquette CP 23. Les étiquettes des colis avec valeur déclarée expédiés hors récipients doivent être munies de la lettre « V ». Toutefois, les colis empruntant la voie maritime doivent être expédiés en sacs.

5. En règle générale, les sacs et les autres récipients contenant les colis ne doivent pas peser plus de 40 kilogrammes. Toutefois, les Administrations qui, dans leur service intérieur, appliquent une limite maximale de poids inférieure pour les sacs et les autres récipients ont la faculté de fixer la même limite dans le service international; en aucun cas, cette limite ne peut être inférieure à 36 kg.

6. La feuille de route, accompagnée des documents mentionnés à l'article 120, § 3, doit être insérée par le bureau d'échange de départ dans l'un des récipients composant la dépêche, le cas échéant, dans l'un de ceux qui contiennent des colis avec valeur déclarée ou des colis exprès; si le nombre des documents d'accompagnement le justifie, la feuille de route peut être insérée dans un sac spécial; dans tous les cas, l'étiquette du récipient contenant la feuille de route doit porter la mention « F ». Après entente spéciale entre les Administrations intéressées, l'étiquette peut aussi comporter l'indication du nombre de sacs composant la dépêche et, le cas échéant, le nombre des colis transmis à découvert. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour que les documents d'accompagnement soient insérés dans le récipient contenant les colis correspondants. Les documents d'accompagnement concernant les colis exprès doivent être placés dans la liasse avant les autres documents.

7. La feuille de route spéciale CP 12 visée à l'article 120, § 7, est transmise à découvert ou de toute autre façon convenue entre les Administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les Pays intermédiaires.

8. En vue de leur transport, les sacs de colis postaux et les colis hors récipients peuvent être insérés dans des containers sous réserve d'un accord spécial entre les Administrations intéressées sur les modalités de l'utilisation de ces derniers.

Article 123

Remise des dépêches

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches des colis de surface s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison C 18 visé à l'article 151, § 1, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie ou de spoliation. Lorsqu'une dépêche est reçue en mauvais état par un bureau intermédiaire, elle doit être mise telle quelle sous nouvel emballage. Le bureau qui effectue le remballage doit porter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention « Remballé à . . . ».

3. Les dépêches de colis-avion à remettre à l'aéroport sont accompagnées de bordereaux AV 7 dans les conditions prévues à l'article 183 du Règlement d'exécution de la Convention.

Article 124

Traitement des colis avec avis d'embarquement

1. Si un colis accompagné d'un avis d'embarquement est compris dans une dépêche close expédiée en transit par le port d'embarquement intéressé, le bureau d'échange de départ de la dépêche retire l'avis d'embarquement joint aux documents d'accompagnement du colis et l'annexe à la feuille de route CP 12 correspondante, mentionnée à l'article 120, § 7, après y avoir porté les annotations nécessaires.

2. Tout bureau d'échange qui assure l'embarquement soit d'un colis avec avis d'embarquement et reçu à découvert, soit de la dépêche close en transit le contenant, remplit convenablement la formule CP 6 et la transmet directement à l'expéditeur.

SECTION III

VÉRIFICATION DES DÉPÊCHES ET DES COLIS. RENVOI DES RÉCIPIENTS VIDES

Article 125

Vérification des dépêches par les bureaux d'échange

1. Tout bureau qui reçoit une dépêche procède dès réception à la vérification des réipients et de leur fermeture, puis à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent; ces contrôles sont contradictoires chaque fois que cela est possible. Lorsqu'un bureau intermédiaire doit procéder

au remballage d'une dépêche, il en vérifie le contenu s'il présume que celui-ci n'est pas resté intact. Il établit un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé. Ce bulletin est envoyé au bureau d'échange d'où la dépêche a été reçue; une copie en est adressée au bureau d'origine et une autre est insérée dans la dépêche remballée. Le bulletin de vérification CP 13 est aussi utilisé lorsque les bureaux d'échange intermédiaires constatent le manque d'une dépêche, d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie ou toute autre irrégularité. Toutefois, les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant la feuille de route.

2. A l'ouverture des récipients, les éléments constitutifs de la fermeture (ficelle, plomb, étiquette) doivent rester unis; pour atteindre ce but, la ficelle est coupée à un seul endroit.

3. Si le bureau d'échange de destination constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de rayer les indications erronées, de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent en présence de deux agents; à moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale. Le bureau d'échange procède, de même, aux constatations réglementaires lorsque le récipient ou sa fermeture laissent présumer que le contenu n'est pas resté intact ou que toute autre irrégularité a été commise. Les irrégularités constatées ainsi que le manque d'une dépêche ou d'un ou de plusieurs sacs en faisant partie, ou de la feuille de route, sont signalés sans délai au bureau d'échange de départ au moyen d'un bulletin de vérification CP 13 établi en double exemplaire et transmis dans l'enveloppe spéciale décrite à l'article 152, § 12, du Règlement d'exécution de la Convention; le cas échéant, une copie dudit bulletin est aussi transmise au bureau d'échange intermédiaire d'où la dépêche a été reçue. En cas de manque de la feuille de route, le bureau d'arrivée doit établir, en outre, une feuille de route supplémentaire ou prendre exactement note des colis reçus (numéros des colis, bureaux d'origine et de destination, poids, valeurs déclarées, etc.).

4. Les bulletins de vérification et les duplicata sont transmis sous pli recommandé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Lorsque le bureau d'échange d'arrivée n'a pas fait parvenir de bulletin CP 13 par le premier courrier utilisable, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu les sacs ou les colis en bon état.

5. Par dérogation au § 3, le bureau d'échange de destination a la faculté de renoncer à opérer des rectifications et à établir un bulletin CP 13, si les erreurs ou les omissions concernant les quotes-parts dues ne dépassent pas 50 centimes par feuille de route.

6. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification CP 13 les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent les copies. Les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles; toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés au

bureau d'échange d'où ils émanent dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés.

7. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à l'origine, sauf application de l'article 21, §§ 3 et 4, de l'Arrangement.

Article 126

Divergences relatives au poids ou aux dimensions des colis

1. La manière de voir du bureau d'origine en ce qui concerne la détermination du poids ou des dimensions des colis doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente. Toutefois, si les différences de poids constatées entraînent une modification des quotes-parts, c'est le nouveau poids constaté qui est valable.

2. En ce qui concerne les colis ordinaires, les différences de poids, pour une même coupure, ne peuvent faire l'objet de bulletins de vérification ou permettre le renvoi des colis; on ne peut établir des bulletins de vérification que dans le cas où la différence aurait pour conséquence la modification des quotes-parts.

3. Quant aux colis avec valeur déclarée, les différences de poids jusqu'à 10 grammes en sus ou au-dessous du poids indiqué ne peuvent faire l'objet d'objections par l'Administration intermédiaire ou de destination, à moins que l'état extérieur du colis ne l'exige.

Article 127

Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations

1. Tout bureau d'échange qui, à l'arrivée d'une dépêche, constate l'absence, la spoliation ou l'avarie d'un ou de plusieurs colis, procède comme il suit:

- (a) à moins d'impossibilité motivée ou à moins que le récipient, la ficelle, le cachet ou le plomb de fermeture et l'étiquette n'aient été annexés à l'original du procès-verbal CP 14 prévu à l'article 128, § 2, il joint ces objets au bulletin de vérification CP 13 destiné au bureau d'échange de départ; toutefois, dans le cas où le bulletin de vérification est transmis par voie aérienne, il peut envoyer ces objets, accompagnés d'une copie du bulletin de vérification, sous pli recommandé séparé par voie de surface;
- (b) il adresse au dernier bureau d'échange intermédiaire, s'il y a lieu par le même courrier qu'au bureau d'échange de départ, un duplicata du bulletin de vérification.

2. S'il le juge utile, le bureau d'échange d'arrivée peut, aux frais de son Administration, informer télégraphiquement le bureau d'échange de départ de ses constatations.

3. S'il s'agit de bureaux d'échange en contact immédiat, les Administrations respectives de ces bureaux peuvent s'entendre sur la manière de procéder en cas d'irrégularités engageant leur responsabilité.

Article 128

Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé

1. Tout bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant, un colis avarié ou insuffisamment emballé, doit l'expédier après l'avoir remballé, s'il y a lieu, et en respectant autant que possible l'emballage primitif, la suscription et les étiquettes. Le poids du colis, avant et après remballage, doit être indiqué sur l'emballage même du colis; cette indication est suivie de la mention « Remballé à . . . » frappée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

2. Si l'état du colis est tel que le contenu a pu être soustrait ou avarié, ou si le colis a accusé une différence de poids telle que l'on puisse présumer la soustraction de tout ou partie du contenu, le bureau d'échange, sans préjudice de l'application de l'article 127, § 1, et du § 1 ci-dessus, doit procéder à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu. Le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal conforme au modèle CP 14 ci-annexé; une copie du procès-verbal est jointe à l'envoi.

3. Si le colis visé au § 2 est un colis avec valeur déclarée, on procède, en outre, comme suit:

- (a) le procès-verbal original est transmis, sous pli recommandé, à l'Administration centrale du Pays dont relève le bureau d'échange de départ ou à un service désigné par ladite Administration;
- (b) un duplicata du procès-verbal est, en même temps, adressé soit à l'Administration centrale dont relève le bureau d'échange d'arrivée, soit à tout autre organe de direction désigné par cette dernière;
- (c) au procès-verbal original sont joints, à moins d'impossibilité motivée, le récipient dans lequel les colis étaient contenus, la ficelle, le cachet ou plomb de fermeture et l'étiquette.

Article 129

Vérification des dépêches de colis transmis en nombre

1. Les articles 125 à 128 ne sont applicables qu'aux colis spoliés et avariés ainsi qu'aux colis inscrits individuellement sur les feuilles de route. Les autres envois sont simplement reconnus en nombre.

2. L'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires pour limiter à certaines catégories de colis la reconnaissance détaillée ainsi que l'établissement des bulletins de vérification CP 13 et des procès-verbaux CP 14 prévus aux articles 125 à 128.

3. Lorsqu'un bureau d'échange constate une différence entre le nombre des colis annoncés sur la feuille de route et le nombre des colis trouvés dans la dépêche, le bulletin de vérification CP 13 est établi seulement pour rectifier le nombre total des colis et le montant des quotes-parts.

Article 130

Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction

1. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice doit être traité selon l'article 32 de l'Arrangement.

2. L'Administration de réexpédition signale le fait à celle dont elle a reçu le colis par un bulletin de vérification CP 13.

3. Elle traite le colis parvenu en fausse direction comme s'il était arrivée en transit à découvert. Si les quotes-parts qui lui ont été attribuées sont insuffisantes pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, elle attribue à l'Administration de la véritable destination et, le cas échéant, aux Administrations intermédiaires qui prennent part à la réexpédition du colis, les quotes-parts de transport respectives. Elle se crédite ensuite, par une reprise sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction, de la somme dont elle est à découvert. La reprise et son motif sont notifiés à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

Article 131

Renvoi des récipients vides

1. Les récipients doivent, en principe, être renvoyés vides, par le prochain courrier, à l'Administration à laquelle ils appartiennent et, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller.

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour que l'Administration de destination renvoie les sacs à l'origine en les utilisant pour l'expédition des colis.

3. Le renvoi des sacs vides a toujours lieu sans frais.

4. L'Administration qui procède au renvoi doit faire mention sur les feuilles de route du nombre des récipients retournés.

5. La formation de dépêches spéciales de sacs-avion vides est obligatoire dès que le nombre des sacs de l'espèce atteint dix.

6. Les sacs-avion vides renvoyés par la voie aérienne font l'objet de dépêches spéciales décrites sur des bordereaux AV 7 S mentionnés à l'article 194, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

7. Pour le surplus, l'article 158, §§ 2 à 5, du Règlement d'exécution de la Convention est applicable.

CHAPITRE IV

TRAITEMENT DES COLIS PAR LE BUREAU DE DESTINATION

SECTION I

LIVRAISON DES COLIS

Article 132

Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés

1. Dans les cas prévus à l'article 40, § 1, lettres (a) et (b), de l'Arrangement, le bureau effectuant la livraison établit un procès-verbal CP 14 de vérification contradictoire en triple expédition et le fait contresigner, autant que possible, par le destinataire. La première expédition est remise au destinataire ou, en cas de refus de l'envoi, annexée au colis; la deuxième est traitée conformément à la réglementation de l'Administration qui a établi le procès-verbal; la troisième est transmise au bureau d'échange de départ ou, en cas de réexpédition du colis, au bureau d'échange de l'Administration de destination.

2. La copie du procès-verbal CP 14 établi conformément à l'article 128, § 2, est annexée au colis et traitée, en cas de livraison, selon la réglementation du Pays de destination; en cas de refus de l'envoi, elle reste annexée au colis.

3. Lorsque la réglementation intérieure l'exige, un colis traité conformément au § 1 est renvoyé à l'expéditeur si le destinataire refuse de contresigner le procès-verbal CP 14.

Article 133

Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis franc de taxes et de droits

1. Après la livraison au destinataire d'un colis franc de taxes et de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de tous ordres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, à l'aide de papier carbone, les indications

qui figurent au verso des parties A et B du bulletin d'affranchissement, lequel est établi d'office par le bureau de destination lorsque la demande de livraison en franchise de taxes et de droits a été formulée postérieurement au dépôt du colis. Ce bureau transmet la partie A, accompagnée des pièces justificatives, au bureau d'origine; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu. La partie B est conservée par l'Administration de destination en vue du décompte avec l'Administration débitrice.

2. Chaque Administration peut désigner certains bureaux spécialement chargés de renvoyer la partie A des bulletins d'affranchissement grevés de frais ou de recevoir la partie A renvoyée après livraison du colis; le nom du bureau auquel la partie A doit être renvoyée est inscrit, dans tous les cas, au recto de cette partie, par le bureau d'origine du colis.

3. Lorsqu'un colis portant la mention « Franc de taxes et de droits » parvient sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin. Sur les parties A et B de ce bulletin, il mentionne le nom du Pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

4. Les parties A et B des bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulées par les soins de l'Administration de destination et attachées au bulletin d'expédition.

5. A la réception de la partie A d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'Administration de destination, l'Administration d'origine en convertit le montant dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du Pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau désigné à cet effet remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

6. Lorsque l'expéditeur conteste le montant des frais portés sur la partie A du bulletin d'affranchissement, l'Administration de destination vérifie le montant des sommes déboursées, intervient le cas échéant auprès des services douaniers de son Pays et, après avoir procédé éventuellement aux rectifications utiles, renvoie la partie A du bulletin en cause à l'Administration d'origine. De même, si l'Administration de destination constate une erreur ou une omission concernant les frais relatifs à un colis franc de taxes et de droits dont la partie A du bulletin d'affranchissement a été renvoyée à l'Administration d'origine, elle émet un duplicata rectificatif dont elle transmet la partie A à l'Administration d'origine aux fins de régularisation.

Article 134

Traitement des avis de réception après livraison du colis avec avis de réception

1. Dès livraison du colis, le bureau de destination renvoie à l'expéditeur par courrier ordinaire ou, si l'expéditeur a payé les frais y relatifs, par le premier courrier aérien, à découvert et en franchise de port, la formule C 5 dûment complétée.

2. Si la formule C 5 ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établit d'office un nouvel exemplaire.

SECTION II

TRAITEMENT DES COLIS NON LIVRÉS

Article 135

Avis de non-livraison

1. Une avis de non-livraison conforme au modèle CP 9 ci-annexé est adressé, sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), à l'Administration d'origine après avoir été dûment complété:

(a) par l'Administration de destination:

- 1° en cas de non-livraison, pour tout colis dont l'expéditeur a demandé à être avisé de la non-livraison ou en application de l'article 29, § 1, lettre (b), chiffre 2°, dernière phrase, de l'Arrangement;
- 2° pour tout colis retenu d'office ou tombé en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie ou pour toute autre cause de même nature; toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure ou lorsque le nombre des colis retenus d'office est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible;

(b) par l'Administration intermédiaire en cause: pour tout colis retenu d'office en cours de transport soit par le service postal (interruption accidentelle du trafic), soit par la douane (mesure douanière), avec la réserve prévue sous lettre (a), chiffre 2°.

2. L'avis de non-livraison est accompagné du bulletin d'expédition, sauf si cet avis est envoyé à un tiers, conformément à l'article 22, § 2, lettre (b), de l'Arrangement; dans les cas visés au § 1, lettres (a), chiffre 2°, et (b), du présent article, l'avis doit porter, en caractères très apparents, la mention « Colis retenu d'office ».

3. Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer qu'un avis de non-livraison, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs

bulletins d'expédition; dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-livraison.

4. En règle générale, les avis de non-livraison sont échangés entre le bureau de destination et le bureau d'origine. Toutefois, chaque Administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné; le nom de ce bureau doit être indiqué aux Administrations par l'intermédiaire du Bureau international. Il appartient à l'Administration d'origine d'aviser l'expéditeur. L'échange des avis de non-livraison doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

Article 136

Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé

1. L'avis de non-livraison doit être renvoyé sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau qui l'a établi, complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur ou du tiers et accompagné le cas échéant du bulletin d'expédition; les instructions nouvelles sont transmises par voie télégraphique lorsque la taxe télégraphique est acquittée.

2. Les seules instructions nouvelles que l'expéditeur ou le tiers visé à l'article 22, § 2, lettre (b), de l'Arrangement est autorisé à donner étant énumérées à l'article 28, § 1, de l'Arrangement, il convient, dans les cas particuliers ci-après, d'appliquer les règles suivantes:

- (a) si l'expéditeur ou le tiers demande qu'un colis contre remboursement soit remis contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive, une nouvelle formule R 4 doit être établie conformément à l'article 106 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- (b) si l'expéditeur ou le tiers donne comme instructions que le colis soit remis franc de taxes et de droits soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire, le bureau intéressé fait application de l'article 111.

3. Lorsqu'un colis ayant donné lieu à un avis de non-livraison est livré ou réexpédié avant réception des nouvelles instructions, l'expéditeur doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau d'origine. Si l'avis a été envoyé à un tiers désigné par l'expéditeur, cette information doit être adressée à ce tiers. S'il s'agit d'un colis contre remboursement et si le mandat R 4 mentionné à l'article 105, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

Article 137

Renvoi des colis à l'origine

1. Le bureau qui effectue le renvoi d'un colis pour une raison quelconque mentionne soit à la main, soit au moyen d'un cachet ou d'une étiquette sur le colis et sur le bulletin d'expédition qui doit l'accompagner, la cause de la non-livraison. La mention doit être libellée en langue française, chaque Administration ayant la faculté d'ajouter la traduction dans sa propre langue et toute autre indication qui lui convient; cette mention doit revêtir une forme claire et concise telle que: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc.

2. A moins que l'expéditeur ne demande le renvoi par la voie aérienne d'un colis à l'origine, ce renvoi se fait, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller en ce qui concerne les colis de surface, et par la voie de surface la plus rapide en ce qui concerne les colis-avion.

3. Les colis sont renvoyés à l'origine dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par l'expéditeur. Si, pour un motif quelconque, un colis doit être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un autre bulletin, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt figurent sur le nouvel emballage et sur le bulletin d'expédition.

4. Si le renvoi d'un colis-avion à l'origine a lieu par voie de surface, l'étiquette « Par avion » et toutes annotations se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

5. Tout colis renvoyé à l'origine est inscrit sur la feuille de route avec la mention « Retour à l'origine » dans la colonne « Observations ».

6. L'attribution et la reprise des quotes-parts, taxes et droits dont le colis est grevé en application des articles 29, §3, 33, §1, et 37, §1, de l'Arrangement, sont effectuées comme il est mentionné à l'article 145. Elles doivent être indiquées en détail sur un bordereau de taxes, conforme au modèle CP 25 ci-annexé, qui est collé par un bord sur le bulletin d'expédition.

Article 138

Réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire

1. Lorsque les quotes-parts, taxes et droits mentionnés à l'article 31, § 6, de l'Arrangement sont acquittés au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était originaire du Pays de réexpédition et destiné au Pays de la nouvelle destination; aucune taxe de transport n'est perçue par l'Administration de ce Pays lors de la livraison.

2. L'article 137, §§ 3 à 6, est applicable aux colis réexpédiés. En particulier, la mention « réexpédié » doit figurer sur la feuille de route dans la colonne « Observations » en regard de l'inscription du colis.

Article 139

Colis exprès à réexpédier

Si un colis exprès à réexpédier a donné lieu à un essai infructueux de livraison à domicile par porteur spécial, le bureau de réexpédition doit barrer l'étiquette ou la mention « Exprès » par deux forts traits transversaux.

Article 140

Traitement des demandes de retrait ou de modification d'adresse

1. A la réception de la demande de retrait ou de modification d'adresse effectuée conformément à l'article 113, le bureau destinataire recherche le colis signalé et donne suite à la demande.

2. Quant il reçoit la demande télégraphique visée à l'article 113, § 2, le bureau de destination retient le colis et ne fait droit à la demande qu'à la réception de la confirmation postale; toutefois, sous sa propre responsabilité, l'Administration de destination peut, sans attendre cette confirmation, donner suite à la demande télégraphique.

Article 141

Vente. Destruction

1. Lorsqu'un colis est vendu ou détruit conformément à l'article 36 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine. Il est de même si la vente du colis a lieu à la demande de l'expéditeur.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis; le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur; celui-ci supporte les frais d'envoi.

CHAPITRE V

RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Article 142

Traitement des réclamations et des demandes de renseignements

1. Toute réclamation de même que toute demande de renseignements relatives à un colis sont traitées selon l'article 144, §§ 1 à 12, du Règlement d'exécution de la Convention, sous réserve de remplacer la formule R 3, utilisée pour la poste aux lettres, par la formule R 4 visée à l'article 105, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.

2. Toute formule C 9 concernant une réclamation ou une demande de renseignements relative à un colis reçue par une Administration autre que l'Administration d'origine est transmise à celle-ci accompagnée, éventuellement, du récépissé de dépôt; elle doit lui parvenir dans les délais prévus à l'article 38 de l'Arrangement.

Article 143

**Réclamations concernant un avis de réception
ou un avis d'embarquement non parvenu**

1. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément à l'article 112; toutefois la taxe d'avis de réception n'est pas perçue une deuxième fois. Le bureau d'origine inscrit, en tête de la formule C 5, la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

2. Toute réclamation de l'expéditeur concernant un avis d'embarquement non parvenu dans un délai normal donne lieu à l'établissement d'une formule de réclamation C 9, mentionnée à l'article 142, § 2, et exempte de taxe. Cette formule, accompagnée d'un duplicata d'avis d'embarquement CP 6 sur lequel le bureau d'origine porte la mention « Duplicata », est traitée selon l'article 142; la taxe d'avis d'embarquement n'est pas perçue une deuxième fois.

CHAPITRE VI COMPTABILITÉ

SECTION I

ATTRIBUTION DES QUOTES-PARTS ET DES FRAIS

Article 144

Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine

1. En cas d'échange en dépêches closes, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et chaque Administration intermédiaire de ses quotes-parts territoriales et maritimes y compris les quotes-parts exceptionnelles autorisées par l'Arrangement ou par le Protocole final y annexé.

2. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration d'origine crédite :

- (a) l'Administration de destination de la dépêche, de ses quotes-parts énumérées au § 1 ainsi que des quotes-parts revenant aux Administrations intermédiaires subséquentes et à l'Administration de destination;
- (b) l'Administration de destination de la dépêche des sommes correspondant aux frais de transport aérien auxquels elle a droit, selon l'article 52, §§ 3 et 4, de l'Arrangement, du chef du réacheminement des colis-avion;
- (c) les Administrations intermédiaires précédant l'Administration de destination de la dépêche, des quotes-parts énumérées au § 1.

3. Lorsqu'il est fait application de l'article 55, § 3, de l'Arrangement, l'Administration d'origine crédite l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires non plus des quotes-parts visées au § 1, mais des sommes calculées par colis ou par kilogramme de poids brut des dépêches.

Article 145

Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition

1. Lorsque les quotes-parts, les taxes et les droits n'ont pas été acquittés lors du renvoi à l'origine ou de la réexpédition, l'Administration de renvoi ou de réexpédition procède comme il est indiqué ci-après pour l'attribution et la reprise de ces quotes-parts, taxes et droits.

2. En cas d'échange en dépêche directe entre le Pays de renvoi ou de réexpédition et le Pays d'origine ou de nouvelle destination, l'Administration qui renvoie ou réexpédie le colis :

(a) reprend sur l'Administration à laquelle est destinée la dépêche :

1° les quotes-parts qui lui reviennent ainsi qu'aux Administrations intermédiaires ;

2° les taxes ci-après visées à l'article 13 de l'Arrangement :

— taxe de dédouanement,

— taxe de livraison,

— taxe d'avis d'arrivée,

— taxe de remballage,

— taxe de poste restante,

— taxe de magasinage,

— taxe complémentaire d'express (article 9, § 2, de l'Arrangement), due à l'Administration qui a tenté la livraison, si cette taxe n'a pas été perçue lors de la présentation au domicile du destinataire ;

3° la taxe de réexpédition, visée à l'article 31, § 6, lettre (a), de l'Arrangement ;

4° les droits dont elle se trouve à découvert (article 15 de l'Arrangement) ;

(b) crédite les Administrations intermédiaires des quotes-parts qui leur reviennent.

3. En cas d'échange en transit à découvert, l'Administration intermédiaire, après avoir été débitée par l'Administration qui renvoie ou qui réexpédie le colis des sommes revenant à cette dernière Administration, au titre des quotes-parts et taxes énumérées au § 2, lettre (a), se crédite par débit de l'Administration à laquelle elle livre le colis, de la somme qui lui est due et de celle qui revient à l'Administration de renvoi ou de réexpédition. Cette opération est répétée, s'il y a lieu, par chaque Administration intermédiaire.

4. S'agissant des colis renvoyées à l'origine ou réexpédiées par la voie aérienne, les frais de transport aérien sont repris éventuellement sur l'Administration des Pays d'où émane la demande de renvoi ou de réexpédition.

5. L'attribution et la reprise des quotes-parts, des taxes et des droits en cas de réexpédition des colis parvenus en fausse direction sont effectuées conformément à l'article 130, § 3.

Article 146

Cas particulier de reprise de frais

Les frais de transport aérien des dépêches de colis-avion déviées en cours de route sont réglés selon l'article 68 de la Convention.

Article 147

Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme

1. La rémunération moyenne par colis, prévue à l'article 55, § 3, de l'Arrangement, s'obtient en divisant le montant des quotes-parts territoriales et maritimes dû par l'Administration d'origine à l'Administration de destination et, éventuellement, aux Administrations intermédiaires pour les colis expédiés pendant une période de trois mois au moins, par le nombre de ces colis.

2. La rémunération moyenne par kilogramme visée au même article de l'Arrangement s'obtient en divisant le produit des quotes-parts territoriale et maritimes par le poids brut des dépêches expédiées à l'Administration de destination pendant la même période.

3. Ces rémunérations moyennes sont révisables :

- (a) d'office, en cas de modification des taxes en appliquant les nouvelles taxes aux éléments statistiques de base;
- (b) à la demande de l'une des Administrations intéressées formulée au moins un an après la dernière révision, en utilisant de nouveaux éléments statistiques.

SECTION II

ETABLISSEMENT ET RÈGLEMENT DES COMPTES

Article 148

Etablissement des comptes

1. Chaque Administration fait établir mensuellement ou trimestriellement par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration,

- pour les colis transportés par la voie de surface, un état conforme au modèle CP 15 ci-annexé et mentionnant, par bureaux expéditeurs, les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 11 et CP 12,
- pour les colis-avion, un état conforme au modèle CP 15^{bis} ci-annexé et mentionnant, par bureaux expéditeurs, les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 20.

En cas de rectification des feuilles de route CP 11, CP 12 ou CP 20, le numéro et la date du bulletin de vérification CP 13 établi par le bureau d'échange cédant ou cessionnaire sont indiqués dans la colonne « Observations » des états CP 15 ou CP 15^{bis}.

2. Les états CP 15 et CP 15^{bis} sont récapitulés dans un compte conforme au modèle CP 16 ci-annexé établi en double expédition.

3. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15 et CP 15^{bis} mais sans les feuilles de route, est envoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) à l'Administration intéressée pour examen, dans les deux mois suivant celui auquel il se rapporte; en ce qui concerne les Pays éloignés, l'envoi a lieu aussitôt que la dernière feuille de route du mois envisagé est parvenue. Il n'est pas établi de compte négatif. Dans le montant du solde CP 16, il est fait abandon des centimes. Les totaux ne doivent jamais être rectifiés; les différences qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états conformes au modèle CP 17 ci-annexé. Ces états sont adressés, en double exemplaire, à l'Administration intéressée qui doit en incorporer le montant dans son prochain compte CP 16; aucun état CP 17 n'est établi lorsque le montant définitif des différences ne dépasse pas 10 francs par compte.

4. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 et les états CP 15 et CP 15^{bis} sont renvoyés à l'Administration qui les a établis, au plus tard à l'expiration du deuxième mois à partir du jour de l'envoi; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés. Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ces délais, le compte est considéré comme accepté de plein droit.

5. Les comptes CP 16 sont résumés dans un compte général trimestriel conforme au modèle CP 18 ci-annexé établi par l'Administration créancière; ce compte peut toutefois être établi par semestre, après entente entre les Administrations intéressées.

6. Lorsque le solde d'un compte général CP 18 établi trimestriellement ou semestriellement n'excède pas 25 francs, il est repris dans le compte général CP 18 suivant. Si, en procédant ainsi pendant l'année entière, le compte général CP 18 établi en fin d'année présente un solde ne dépassant pas 25 francs, l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement.

7. Le décompte des sommes déboursées par chaque Administration pour le compte d'une autre en ce qui concerne les colis livrés francs de taxes et de droits, est effectué sur les bases ci-après:

- (a) l'Administration créancière établit chaque mois, dans la monnaie de son Pays, un compte particulier mensuel sur une formule conforme au modèle CP 19 ci-annexé; les parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a conservées sont inscrites dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné;
- (b) le compte particulier, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte; il n'est pas établi de compte négatif;
- (c) la vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le Règlement de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage;
- (d) les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale; chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient liquidés avec les comptes des mandats de poste, les comptes CP 16

des colis ou les comptes R 5 concernant les envois contre remboursement, sans y être incorporés.

8. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément à l'article 44 de l'Arrangement, et qu'il s'agit de plusieurs montants, ceux-ci sont récapitulés sur une formule conforme au modèle CP 22 ci-annexé et le montant total est reporté sur le compte CP 16.

Article 149

Décompte concernant les dépêches de colis-avion

Le décompte des frais de transport aérien pour les dépêches de colis-avion est effectué selon les articles 195 à 199 du Règlement d'exécution de la Convention.

Article 150

Règlement des comptes

1. Le solde de la balance des comptes généraux est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créancière selon l'article 10 de la Convention.

2. L'établissement et l'envoi en double exemplaire d'un compte général peuvent intervenir, sans attendre que les comptes CP 16 soient renvoyés et acceptés, dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve être créancière. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice, le renvoi d'un des deux exemplaires à l'Administration créancière et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de trois mois après la réception du compte général.

3. Toute Administration qui, chaque mois et de façon continue, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30 000 francs, a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance; sa demande doit être satisfaite dans un délai de deux mois.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 151

Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 8, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après:

CP 2 (Bulletin d'expédition),
C 2/CP 3 (Déclaration en douane),
C 3/CP 4 (Bulletin d'affranchissement),
CP 6 (Avis d'embarquement).

Article 152

Délai de conservation des documents

1. Les documents du service des colis, y compris les bulletins d'expédition, doivent être conservés pendant une période minimale de dix-huit mois à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent.

2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, a laissé s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 153

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

Signatures

(Les mêmes qu'aux pages 42 à 68)

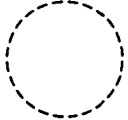
LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
CP 1	Tableau CP 1	art. 102, § 1
CP 2	Bulletin d'expédition	art. 106, § 1, lettre a)
C 2/CP 3	Déclaration en douane	art. 106, § 1, lettre b)
C-3/CP 4	Bulletin d'affranchissement	art. 110, § 4, lettre b)
CP 6	Avis d'embarquement	art. 110, § 11, lettre b)
CP 7	Etiquette "V" pour colis avec valeur déclarée combinée avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art. 108, lettre c)
CP 8	Etiquette pour colis, avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art. 107, § 1, lettre a)
CP 9	Avis de non-livraison	art. 135, § 1
CP 11	Feuille de route des colis postaux	art. 120, § 1
CP 12	Feuille de route spéciale	art. 120, § 7
CP 13	Bulletin de vérification	art. 125, § 1
CP 14	Procès-verbal concernant la spoliation, l'avarie ou la diminution de poids d'un colis postal	art. 128, § 2
CP 15	Etat <u>mensuel</u> <u>trimestriel</u> des sommes dues pour les colis expédiés par la voie de surface	art. 148, § 1
CP 15bis	Etat <u>mensuel</u> <u>trimestriel</u> des sommes dues pour les colis expédiés par voie aérienne	art. 148, § 1
CP 16	Compte récapitulatif	art. 148, § 2
CP 17	Etat des différences constatées dans le compte récapitulatif	art. 148, § 3
CP 18	Compte général	art. 148, § 5
CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc.	art. 148, § 7, lettre a)
CP 20	Feuille de route-avion des colis-avion	art. 120, § 1
CP 21	Tableau CP 21	art. 102, § 1
CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux	art. 148, § 8
CP 23	Etiquette de dépêche de colis postaux	art. 122, § 1, lettre a)
CP 24	Etiquette de dépêche de colis-avion	art. 122, § 1, lettre a)
CP 25	Bordereau de taxes	art. 137, § 6

Colis de surface

Pays pour lesquels l'Administration susmentionnée accepte en transit les colis postaux aux conditions indiquées ci-dessous.

N° courant	Pays de destination	Voies de transmission	Limite de la déclaration de valeur	Cou- pures de poids	Quotes-parts à attribuer à l'Administration d	Quotes-parts						Pays et ser- vices maritimes auxquels elles sont dues	Nomb- re de dé- clara- tions en dou- ane	OBSER- VATIONS					
						Décomposition des montants de la colonne 6													
						1 kg	3 kg	5 kg	10 kg	15 kg	20 kg								
1	2	3	4	5	6	7						8	9	10					
			fr	kg	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c			

(Pays d'origine)		BULLETIN D'EXPÉDITION		Numéro du (ou des) colis		Emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8		Timbres-poste		CP 2 (Recto)	
Nom et adresse de l'expéditeur											
Nom et adresse du destinataire											
Valeur déclarée — lettres Montant du remboursement — lettres Compte courant postal n°, bureau de chèques Titulaire du compte courant postal						chiffres		Val. décl. fr.-or		Voie d'acheminement	
						chiffres				Bureau d'échange	
Droits de douane						Timbre de la douane		Timbre du bureau d'origine ou du bureau d'échange expéditeur 			
Nombre de		Nature de l'emballage ¹						Poids (brut)			
colis								kg		g	
certificats et factures											
déclarations en douane											

¹ Caisse, paquet, carton, etc.

INSTRUCTIONS A DONNER PAR L'EXPÉDITEUR

Si l'expéditeur désire que son colis ne soit pas réexpédié, il est tenu de l'indiquer en apposant une croix dans la case prévue à cet effet au recto de cette formule et par une annotation sur le colis.

L'expéditeur doit indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont ce dernier doit être traité en cas de non-livraison.

Les colis peuvent être renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires. Dans ce cas ainsi que dans les cas des instructions indiquées aux lettres c), d), e) et f) ci-après, l'expéditeur est obligé de payer les frais exigibles pour toute nouvelle transmission ainsi que les autres frais mis en compte par les Administrations intéressées.

1 Mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive.

Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande:

- a qu'un avis de non-livraison me soit envoyé
- b que l'avis de non-livraison soit adressé à _____
Nom et adresse d'une tierce personne dans le Pays de destination
- c que le colis soit renvoyé à l'origine immédiatement par voie de surface aérienne
- d que le colis soit renvoyé à l'origine à l'expiration du délai décrit ci-dessous par voie _____
Nombre de jours de délai
 de surface aérienne
- e que le colis soit livré ou réexpédié par voie de surface aérienne à _____
Nom et adresse du nouveau destinataire¹
- f que le colis soit réexpédié par voie de surface aérienne
 aux fins de livraison au destinataire primitif
- g que le colis soit vendu à mes risques et périls
- h que le colis soit traité comme abandonné
Signature de l'expéditeur

RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE

Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto de ce bulletin
 Date et signature

Administration des postes

DÉCLARATION EN DOUANE

C 2/CP 3

AVANT DE REMPLIR CETTE DÉCLARATION, LIRE ATTENTIVEMENT LES INSTRUCTIONS AU VERSO

(1) Nom et adresse de l'expéditeur		(2) Éventuellement numéro de référence de l'expéditeur						
(3) Nom et adresse du destinataire		(4) Faire une croix (x) s'il s'agit <input type="checkbox"/> d'un cadeau <input type="checkbox"/> d'échantillons de marchandises						
		(5) Le soussigné certifie l'exactitude des renseignements donnés dans la présente déclaration						
(7) Observations		(6) Lieu et date						
		(8) Signature						
(12) Nombre d'envois		(13) Désignation détaillée du contenu		(9) Pays d'origine des marchandises		(10) Pays de destination		
				(11) Poids brut total		kg g		
(12) Nombre d'envois		(13) Désignation détaillée du contenu		(14) N° tarifaire		(15) Poids net		(16) Valeur
						kg g		

Instructions

La déclaration en douane sera établie en français ou dans une autre langue admise dans le Pays de destination.

Pour dédouaner votre envoi, la douane du Pays de destination doit en connaître le contenu. Vous devez, en conséquence, remplir la déclaration d'une manière complète, exacte et lisible. Dans le cas contraire, il peut en résulter des retards dans l'acheminement de l'envoi et d'autres inconvénients pour le destinataire. De plus, toute déclaration fautive, ambiguë ou incomplète, risque d'entraîner notamment la saisie de l'envoi.

Il vous incombe, par ailleurs, de vous renseigner sur les documents (certificat d'origine, certificat sanitaire, facture, etc.), éventuellement exigibles dans le Pays de destination, et de les annexer à la présente déclaration.

Case (4) L'indication exigée ici ne dispense pas de l'obligation de remplir la déclaration de manière détaillée, et n'implique pas nécessairement l'admission en franchise de l'envoi dans le Pays de destination.

Case (7) Voir renvoi¹ ci-dessous.

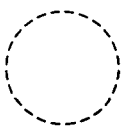

Case (13) Indiquer séparément les différentes espèces de marchandises. Ne sont pas admises les indications génériques telles que: «produits alimentaires», «échantillons», «pièces de rechange», etc.

Case (14) Indiquer, s'il est connu, le numéro tarifaire du Pays de destination.

Case (15) Indiquer le poids net de chaque espèce de marchandise.

Case (16) Indiquer la valeur de chaque espèce de marchandise, en précisant l'unité monétaire utilisée.


¹ Donner dans la case (7), le cas échéant, toute autre indication utile («marchandise en retour», «admission temporaire», par exemple).

COUPON A REMETTRE A L'EXPÉDITEUR			C 3/CP 4 Partie A	
DÉTAIL DES FRAIS DUS en monnaie du Pays de destination de l'envoi			Partie à remplir par l'Administration de destination	
Taxe pour franchise à la livraison ¹			TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS	
Droits de douane				
Taxe de dédouanement				
Autres frais				
Total			Montant en chiffres et en monnaie du Pays de destination de l'envoi	Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais
			Bureau qui a fait l'avance	Date
			N° du registre	Signature de l'agent
Total après conversion			Montant en chiffres après la conver- sion	
Timbre du bureau qui a recouvré les frais			Registre d'arrivée n°	Timbre du bureau qui a recouvré les frais
			Signature de l'agent qui a converti le mon- tant	

¹ Appelle aussi «Taxe de commission».

Partie A
(verso)

Administration d'origine

Administration des postes			C 3/CP 4	
BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT				
Partie B				
Nature de l'envoi	N°	Poids ¹		
Valeur déclarée	Bureau de dépôt			
Nom et adresse complète de l'expéditeur				
Nom et adresse complète du destinataire				
L'envoi doit être remis franc de taxes et droits que je m'engage à payer Signature de l'expéditeur			Timbre du bureau d'origine	
				

¹ A remplir seulement pour les colis

Partie B
(recto)

<p>DETAIL DES FRAIS DUS en monnaie du Pays de destination de l'envoi</p>			<p>C 3/CP 4 Partie B</p>	
			<p>Partie à remplir par l'Administration de destination</p>	
<p>Taxe pour franchise à la livraison²</p>		<p>TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS</p>		
<p>Droits de douane</p>		<p>Montant en chiffres et en monnaie du Pays de destination de l'envoi</p>		<p>Date</p>
<p>Taxe de dédouanement</p>		<p>Bureau qui a fait l'avance</p>	<p>Signature de l'agent</p>	
<p>Autres frais</p>		<p>N° du registre</p>	<p>Signature de l'agent</p>	
<p>Total</p>				

2 Appellée aussi : taxe de commissions

Partie B (verso)

<p>COUPON</p>			<p>Administration des postes</p> <p>C 3/CP 4</p>	
<p>Nature de l'envoi Poids</p>			<p>BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</p>	
<p>N° Valeur déclarée</p>			<p>Partie A</p>	
<p>Bureau de dépôt</p>			<p>Nature de l'envoi</p>	<p>N° Poids¹</p>
<p>Nom et adresse complète du destinataire</p>			<p>Valeur déclarée</p>	<p>Bureau de dépôt</p>
<p>Nom et adresse complète du destinataire</p>			<p>Nom et adresse complète de l'expéditeur</p>	
<p>Nom et adresse complète du destinataire</p>			<p>Nom et adresse complète du destinataire</p>	
<p>L'expéditeur a payé les taxes et droits indiqués au verso</p>			<p>L'envoi doit être remis franc de taxes et droits que je m'engage à payer</p>	
<p>Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>			<p>Signature de l'expéditeur</p>	<p>Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px dashed black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>
<p>A renvoyer au bureau d</p>				

1 A remplir seulement pour les colis

Partie A (recto)

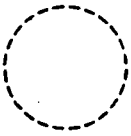
Convention, Tokyo 1969, art 117, § 2; Colis, Tokyo 1969, art. 110, § 4, lettre b — Dimensions: 148 X 105 mm, couleur jaune

(Recto)

Administration des postes d'origine

CP 6

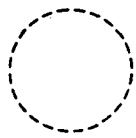
AVIS D'EMBARQUEMENT

A remplir par le bureau d'origine		Service des postes	Timbre du bureau renvoyant l'avis 
Bureau de dépôt			
Date	N° du colis	L'expéditeur du colis indiquera son adresse pour le renvoi de l'avis.	
Valeur déclarée			
Nom et adresse du destinataire		Nom ou raison sociale	
L'expéditeur désire savoir quand et sur quel paquebot ce colis a été embarqué.		Rue et n°	
		Localité	
Port ou Pays d'embarquement		Pays	

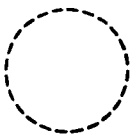
Colis, Tokyo 1969, art. 110, § 11, lettre b — Dimensions: 148 × 105 mm

(Verso)

A remplir par le bureau d'échange expéditeur de la dépêche

Dépêche d'expédition du colis postal désigné d'autre part.		
Date	N°	
De		
Pour		

A remplir par le bureau d'échange du port d'embarquement

Embarquement soit du colis postal désigné au recto, soit de la dépêche mentionnée ci-dessus.		
Port d'embarquement		
Paquebot		
Date du départ		

CP7

V 475
AMSTERDAM 1

V 475 AMSTERDAM 1

Colis, Tokyo 1969, art. 108, lettre c — Dimensions: 52×37 mm, couleur rouge

CP8

475
GENÈVE 1

475 GENÈVE 1

Colis, Tokyo 1969, art. 107, § 1, lettre a — Dimensions: 52×37 mm

Administration des postes d'origine

CP 9 (Recto)

AVIS DE NON-LIVRAISON

Bureau expéditeur de l'avis CP 9	Indications A transmettre sous recommandation. Une seule formule suffit pour plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à la même adresse.
Bureau ou service de destination	
Date de l'avis	

Colis non livré. Le bulletin d'expédition est ci-joint

Bureau d'origine	Numéro du colis
Nombre de colis	Nombre de bulletins d'expédition

Le colis se trouve en souffrance à mon bureau pour le motif suivant

<input type="checkbox"/> Le colis a été refusé par le destinataire	
<input type="checkbox"/> Le colis n'a pas été réclamé	
<input type="checkbox"/> Le destinataire est inconnu	<input type="checkbox"/> Le destinataire est absent
<input type="checkbox"/> Le destinataire est parti	<input type="checkbox"/> Le destinataire est décédé
<input type="checkbox"/> L'adresse est insuffisante	
<input type="checkbox"/> L'adresse du colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition	
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les droits de douane	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer le remboursement
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les autres taxes et droits dont le colis est grevé	
<input type="checkbox"/> Le colis est grevé de droits de douane et autres taxes et droits	Pour prolongation de délais cette somme sera majorée de
Somme actuelle (monnaie du Pay. où dresse l'avis)	
<input type="checkbox"/> Le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation	
<input type="checkbox"/> Le colis est spolié	<input type="checkbox"/> Le colis est avarié
Autres motifs	
<p> Prière de demander des instructions à l'expéditeur ou à la personne désignée ci-après et de lui faire connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de deux mois, le colis sera renvoyé à l'origine sous suite des frais. Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé soit à livrer le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement au verso du bulletin d'expédition, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse.</p>	
Personne désignée	
Timbre du bureau et signature	

Bureau qui donne la réponse

CP 9 (Verso)

RÉPONSE

Bureau ou service de destination	Date de la réponse
----------------------------------	--------------------

Le colis doit être

présenté encore une fois au destinataire primitif

livré au destinataire primitif ou à la personne sousmentionnée

réexpédié au destinataire primitif ou à la personne sousmentionnée par voie de surface aérienne
Nom et adresse complète du destinataire primitif ou d'une autre personne

sans perception du montant de remboursement

contre paiement d'un montant de remboursement réduit
Nouveau montant de remboursement

Ci-joint un nouveau mandat de remboursement

sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le colis est grevé

Ci-joint un bulletin d'affranchissement

renvoyé au bureau d'origine par voie de surface aérienne
Nombre de jours

immédiatement à l'expiration d'un délai de

L'expéditeur s'engage à payer les frais de transport et autres

vendu aux risques et périls de l'expéditeur

traité comme abandonné

L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées, le colis doit être renvoyé au bureau d'origine à l'expiration du délai réglementaire.

Timbre du bureau, date et signature

Administration expéditrice



CP 11

FEUILLE DE ROUTE

Colis postaux

Bureau d'échange de départ	Date du départ	Nom
Bureau d'échange d'arrivée	Dépêche n°	Nombre de récépissés
	N° de la feuille de route (s'il y a plusieurs)	
	Niveau	

Numéro courant	du colis	Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination	Poids de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur de claire	Quatre ports desservis par l'Administration				Observations			
							expéditrice à l'Admin- stration cor- respondante	correspon- dante à l'Ad- ministration expéditrice						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1					kg	g	fr.	fr.	fr.	fr.				
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
Totaux														

Timbre du Bureau d'échange de départ Signature de l'agent		Timbre du Bureau d'échange d'arrivée Signature de l'agent	
--	---	--	--

1 Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route
 2 En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication de poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.
 Colis, Tokyo 1969, art 120, § 1 — Dimensions: 210 X 297 mm

Administration expéditrice

CP 12

Bureau d'échange expéditeur

FEUILLE DE ROUTE SPÉCIALE

Bonification des quotes-parts dues pour le transit de colis
Unité de la formule CP 12

N°

Bureau d'échange intermédiaire	Dépêche n°		
Administration de transit	Date du départ _____ à _____ heure		
Bureau de destination de la dépêche	Nouve		
Récipients renfermant des colis sans valeur déclarée Récipients renfermant des colis avec valeur déclarée Colis sans valeur déclarée hors récipient Colis avec valeur déclarée hors récipient	Nombre de récipients	Nombre de colis	
	_____	_____	
	_____	_____	
	_____	_____	
Totaux	_____	_____	
Bonifications	Nombre de colis	Quote part par colis	Somme
		C	F
Totaux	_____	_____	_____
Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature de l'agent	Timbre du bureau d'échange intermédiaire Signature de l'agent		

Administration des postes d'origine

BULLETIN DE VERIFICATION

CP 13 (Recto)

A transmettre sous recommandation

Bureau d'origine du bulletin Bureau de destination du bulletin	Date du bulletin N° <hr/> Disque n° Feuille de route n°
Date d'expédition à heure <hr/> Bureau d'échange de départ <hr/> Bureau d'échange d'arrivée	

1 Irregularités

Manque de feuille de route, insuffisance d'emballage ou de fermeture, etc

2 Colis manquants

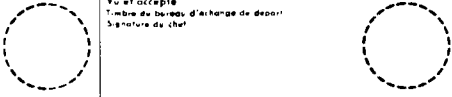
Numéro		Bureau d'origine	Adresse (aussi complète que possible)	Sanctification		Rectification		Observations
courant	du colis			h	c	h	c	
1	2	3	4	5		6		7

3 Colis en trap

Numéro		Bureau d'origine	Adresse complète		Poids	Valeur déclarée	Nature du recipient (sac, panier, etc)
courant	du colis		de l'expéditeur	du destinataire			
1	2	3	4	5	6		8
					kg	g	

¹ Col. 1 de la feuille de route

4. Colis avariés						CP 13 (Verso)				
Numéro		Bureau d'origine	Adresse de l'expéditeur	Adresse du destinataire	Contenu	Poids				Nature du récipient (carton, panier, etc.)
courant	du colis					indiqué	constaté	kg		
		1	2	3	4			5	6	7
Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations										

5 Erreurs									
Numéro		Bureau d'origine	Nom et adresse du destinataire	Poids				Inscription du bureau d'échange de départ	Rectification du bureau d'arrivée
courant	du colis			indiqué	constaté	kg			
		1	2			3	4	5	6
Timbre de bureau d'échange d'arrivée Signature des agents									
									

1 Col. 1 de la feuille de route

Yu et accepté
 Timbre du bureau d'échange de départ
 Signature du chef

Administration des postes

PROCÈS-VERBAL

CP 14 (Recto)

Colis postal

A transmettre sous recommandation	
Première partie	
Bureau qui remplit la première partie	Référence
Motif du procès-verbal	<input type="checkbox"/> Spoliation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Diminution de poids
Dépôt du colis	Bureau <input type="checkbox"/> Date <input type="checkbox"/> N°
Expéditeur	Nom et adresse complète
Destinataire	Nom et adresse complète
Mentions spéciales	Valeur déclarée
	Montant de remboursement et monnaie
Mentions spéciales	Taxe d'assurance pour colis fragiles payée
	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Autres mentions
Poids	Poids indiqué <input type="checkbox"/> Poids constaté
Emballage	Emballage extérieur
	Emballage intérieur
	L'emballage doit être considéré comme réglementaire <input type="checkbox"/> non réglementaire
Dépêche de transmission du colis	Date d'expédition <input type="checkbox"/> Date d'arrivée <input type="checkbox"/> N°
	Bureau expéditeur Bureau de destination
Mode d'acheminement	<input type="checkbox"/> Ambulant
	<input type="checkbox"/> Fourgon
	<input type="checkbox"/> Paquetbot
	<input type="checkbox"/> Ligne aérienne
Colis arrivé	<input type="checkbox"/> En sac <input type="checkbox"/> Hors sac
Description détaillée des faits	
Timbre du bureau qui établit le procès-verbal Signatures	

Deuxième partie		CP 14	(Verso)
Bureau qui remplit le deuxième partie	Date	Référence	
Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la lecture <input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane <input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur		
	Le contenu a été examiné au bureau <input type="checkbox"/> du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur Contenu conforme à l'avis Contenu manquant		
Estimation du dommage	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire <input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur Le dommage cause est estimé à un montant de		
Cause	Le dommage est attribuable à		
Traitement ultérieur du colis	<input type="checkbox"/> Après emballage et pesage l'envoi a été recheminé sur sa destination Nouvelles peses <input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau sousigné <input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici <input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi <input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi Montant de l'indemnité demandée		
Annexes au procès-verbal	<input type="checkbox"/> Emballage <input type="checkbox"/> Réceptif <input type="checkbox"/> Fivelle <input type="checkbox"/> Corbets <input type="checkbox"/> Plombs de fermeture <input type="checkbox"/> Etiquette		
Signature du destinataire ou de l'expéditeur			
Attestation. En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, à l'organe indiqué ci-dessous.			
Organe destinataire			
Signature des agents postaux	Signature de l'agent des douanes		

Administration de destination des colis

ÉTAT DES SOMMES DUES
Colis-avion

Bureau d'échange de destination	Date de l'état
Administration expéditrice des colis	Mois _____ Année _____
	Trimestre _____ Année _____

N° des feuilles de route	I. Avoir de l'Administration destinataire des feuilles de route CP 20			II. Avoir de l'Administration expéditrice des feuilles de route CP 20						Observations
	Envoi du bureau d		N° des feuilles de route	Envoi du bureau d		Envoi du bureau d		Envoi du bureau d		
	Formule CP 20			Formule CP 20		Formule CP 20		Formule CP 20		
	Colonne 8	Colonne 10	Colonne 8	Colonne 10	Colonne 9	Colonne 11	Colonne 9	Colonne 11		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr	c		fr	c	fr	c	fr	c	
Total par bureau d'échange										
Total général de chaque avoir										
Signature du chef du bureau d'échange de destination										

Administration expéditrice du compte CP 16					Date de l'état					Observations. Utiliser, au besoin, le verso			
					Mois		Année						
					Trimestre		Année						
Numéro courant		Dépêche-colis			Montant		Avoir de l'Administration						
CP 17	CP 16	Date	de	pour	mis en compte		rectifié		d	d			
1	2	3	4	5	6		7		8		9	10	
					fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	
1													
2													
3													
4													
5													

L'Administration de destination du compte
Lieu, date et signature

Vu et accepté par l'Administration expéditrice du compte
Lieu, date et signature

Administration qui établit le compte

CP 18

COMPTE GÉNÉRAL

Administration correspondante	Date de compte	
	Troisième	Année
	Sixième	Année

Échange	Période	Solde des comptes CP 18 en faveur de l'Administration		Observations
		qui établit le compte	correspondante	
1	2	3	4	5
Réception par l'Administration qui établit le compte				
Expédition par l'Administration qui établit le compte				
Totaux				
A déduire				
Nom de l'Administration créancière				
Solde créditeur				
L'Administration qui établit le compte CP 18 Lieu, date et signature		Vu et accepté par l'Administration qui reçoit le compte CP 18 Lieu, date et signature		

Administration créancière

COMPTE PARTICULIER MENSUEL

Frais de douane, etc

Administration débitrice	Date du compte
	Mois _____ Année _____

N° courant	Date de l'avance	Numero du bulletin d'affranchissement	Bureau qui a fait l'avance	Montant de chaque bulletin d'affranchissement	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
Total					

L'Administration créancière
Lieu, date et signature

Administration expéditrice

FEUILLE DE ROUTE-AVION

CP 20 (Recto)

Colis-avion

Bureau d'échange de départ	Date de départ	Heure
Bureau d'échange de destination	Dépêche n°	Nombre de récipients
	N° de la feuille (s'il y en a plusieurs)	
	Ligne aérienne	

Numéro	Couvert du colis	Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination	Poids de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée	Quoties parts territoriales et maritimes dues par l'Administration		Frais des pour le transport aérien par l'Administration		Observations	
							expédition à l'Administration correspondante	correspondance à l'Administration	expédition à l'Administration correspondante	correspondance à l'Administration		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
							l	e	r	e	r	e
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
Report du verso												
Totaux												

Timbre du bureau d'échange de départ
Signature de l'agent



Timbre du bureau d'échange de destination
Signature de l'agent



* Ne pas remplir, si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route-avion
 † En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée

CP 20 (Verso)

Numero courant	au colis	Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination ¹	Poids de chaque colis avec valeur de claire	Valeur de claire	Quotes parts terrestres et maritimes dus par l'Administration		Frais dus pour le transport parien par l'Administration		Observa- tions
							expedi- trice à l'Admi- nistra- tion corres- pondante	corres- pondante à l'Ad- minis- tration expedi- trice	expedi- trice à l'Admi- nistra- tion corres- pondante	corres- pondante à l'Ad- minis- tration expedi- trice	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
A reporter au recto											

¹ Ne pas remplir si les colis sont adressés au même Bureau que le bureau de destination.

² En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

Administration des postes

TABLEAU CP 21

CP 21 (Recto)

Colis-avion

Date du tableau

Référence

L'Administration susmentionnée accepte, aux conditions indiquées ci-après, les colis-avion pour son propre territoire et les colis en transit à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire.

Cadre A Renseignements sur le service intérieur

Demandes	Réponses
1. L'Administration qui établit le présent tableau, se charge-t-elle ou non du réacheminement aérien des colis-avion à l'intérieur de son Pays, sur tout ou partie du parcours?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
2. Si oui, à destination de quelles localités? (Indiquer celles-ci dans l'ordre alphabétique)	
3. Des colis-avion à destination d'autres endroits peuvent-ils, à la demande de l'expéditeur, être acheminés sur ces localités?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Cadre B Conditions du service intérieur

Couperes de poids	Quotes-parts d'arrivée à attribuer à l'Administration de destination	Observations
1	2	3
a	b	c

Administration débitrice

CP 22

RELEVÉ

Sommaires dues au titre d'indemnité pour colis postaux

Date de relevé

Administration débitrice	Indications : Dédommagement pour colis postaux égarés, avariés, vendus, etc. Mois : _____ Trimestre : _____ Année : _____
--------------------------	--

N° courant	Colis postaux		Lettres autorisant les reprises (N° de l'état, nom du bureau, date, n° du dossier de l'Administration débitrice)	Montant	
	N° du colis et bureau d'origine	Destination		a	c
1	2	3	4	5	
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
Total (à reporter sur le compte récapitulatif CP 16)					

Les observations éventuelles peuvent être indiquées sur la partie libre du recto ou du verso de la formule

Montréal (Canada)	COLIS POSTAUX		pour	CP 23
	de			
Montréal (Canada)	Liverpool		MONTREAL (Canada)	
	Dépêche n°			
	Date d'expédition	Via		
	Récepteur n°	Paquebot		
	Nombre des colis	Port de débarquement		

Convention, Tokyo 1969, art. 122, § 1, lettre a — Dimensions: 125 × 60 ou 148 × 52 mm, couleur jaune ocre

Remarque. — Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte.

Rio de Janeiro (Brésil)	COLIS POSTAUX		Par avion	CP 24
	de			
Rio de Janeiro (Brésil)	Stockholm Ban		RIO DE JANEIRO (Brésil)	
	Dépêche n°			
	Date d'expédition	Ligne n°		
	Récepteur n°	Aéroport de transbordement		
	Nombre des colis			
	Kg			

Convention, Tokyo 1969, art. 122, § 1, lettre a — Dimensions: 125 × 60 ou 148 × 52 mm, couleur jaune ocre

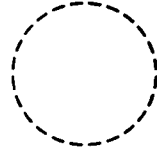
Remarque. — Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de la formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte.

CP 25

BORDEREAU DE TAXESTimbre du bureau
d'échange de
départ

Administration d

Bureau d'échange d



Colis n°		
Raison du renvoi		
<input type="checkbox"/> Inconnu	<input type="checkbox"/> Refusé	
<input type="checkbox"/> Parti	<input type="checkbox"/> Non réclamé	
	fr	c
Taxe de dédouanement		
Taxe de magasinage		
Taxe de renvoi		
Taxe de réexpédition		
Droits non postaux		
Divers		
Total		

Colis, Tokyo 1969, art. 137, § 6 — Dimensions: 105 X 148 mm

POSTAL PARCELS AGREEMENT

CONTENTS

PRELIMINARY PROVISIONS

Art.

1. Purpose of the Agreement
2. Operation of the service by transport companies
3. Categories of parcels
4. Weight steps

PART I

CHARGES AND FEES

5. Composition of the charges and fees

CHAPTER I

PRINCIPAL CHARGES AND AIR SURCHARGES

6. Principal charges
7. Air surcharges

CHAPTER II

SUPPLEMENTARY CHARGES AND FEES

SECTION I

CHARGES RELATING TO CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

8. Urgent parcels
9. Express parcels
10. Parcels for delivery free of charges and fees
11. Insured parcels
12. Fragile parcels. Cumbersome parcels

SECTION II

CHARGES AND FEES RELATING TO ALL CATEGORIES OF PARCELS

13. Supplementary charges
14. Scale
15. Fees

SECTION III
FREE POSTAGE

Art.

- 16. Service parcels
- 17. Parcels of prisoners of war and internees

PART II
OPERATION OF THE SERVICE

CHAPTER I
CONDITIONS OF ADMISSION

SECTION I
GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION

- 18. Conditions of acceptance
- 19. Prohibitions
- 20. Limits of size
- 21. Treatment of parcels wrongly accepted
- 22. Sender's instructions at the time of posting

SECTION II
SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION

- 23. Insured parcels
- 24. Parcels for delivery free of charges and fees

CHAPTER II
CONDITIONS OF DELIVERY AND REDIRECTION

SECTION I
DELIVERY

- 25. General rules for delivery. Periods of retention
- 26. Delivery of express parcels
- 27. Advice of delivery
- 28. Non-delivery to the addressee
- 29. Return to origin of undelivered parcels
- 30. Abandonment by the sender of an undelivered parcel

SECTION II
REDIRECTION

Art.

- 31. Redirection in consequence of change of address by the addressee, or of the alteration of an address
- 32. Parcels arriving out of course and to be redirected
- 33. Return to origin of wrongly accepted parcels
- 34. Return to origin in consequence of the suspension of a service

CHAPTER III
SPECIAL PROVISIONS

- 35. Non-compliance by an administration with given instructions
- 36. Parcels containing items whose early deterioration or decay is to be feared
- 37. Withdrawal from the post. Alteration or correction of address
- 38. Inquiries and requests for information

PART III
LIABILITY

- 39. Principle and extent of liability of postal administrations
- 40. Non-liability of postal administrations
- 41. Sender's liability
- 42. Determination of liability between postal administrations
- 43. Payment of indemnity
- 44. Reimbursing the administration which paid the indemnity
- 45. Possible recovery of the indemnity from the sender or from the addressee

PART IV
RATES DUE TO ADMINISTRATIONS
ALLOCATION OF RATES

CHAPTER I
RATES

- 46. Outward and inward land rate
- 47. Transit land rate
- 48. Reduction or increase of the outward and inward land rate

Art.

49. Sea rate
50. Reduction or increase of the sea rate
51. Application of new rates as a result of unforeseeable changes in routing
52. Basic rates and calculation of conveyance dues
53. Air conveyance dues for mail lost or destroyed
54. Exceptional outward and inward rate

CHAPTER II

ALLOCATION OF RATES

55. General principles
56. Service parcels. Parcels of prisoners of war and internees

PART V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

57. Application of the Convention
58. Conditions for approval of proposals concerning the present Agreement and its Detailed Regulations
59. Parcels addressed to or originating in countries not participating in the Agreement

PART VI

FINAL PROVISIONS

60. Entry into force and duration of the Agreement

FINAL PROTOCOL TO THE POSTAL PARCELS AGREEMENT

- I. Transit
- II. Exceptional land rates
- III. Weighted average distance for conveyance or parcels in transit
- IV. Sea rates
- V. Supplementary rates
- VI. Special tariffs
- VII. Supplementary charges
- VIII. Insured parcels
- IX. Exceptions to the principle of liability
- X. Compensation

POSTAL PARCELS AGREEMENT

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to Article 22, § 4, of the Constitution of the Universal Postal Union, concluded at Vienna on 10 July 1964,⁽¹⁾ have, by common consent and subject to Article 25, § 3, of the Constitution, drawn up the following agreement.

PRELIMINARY PROVISIONS

Article 1

Purpose of the Agreement

1. Items called "postal parcels" of which the individual weight shall not exceed 20 kilogrammes may be exchanged between contracting countries either direct or via one or more of them.
2. The exchange of parcels exceeding 10 kilogrammes shall be optional.
3. Notwithstanding §§ 1 and 2, parcels relating to the postal service and which are covered by Article 16 may weigh up to 30 kilogrammes.
4. In this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations, the abbreviation "parcels" shall apply to all postal parcels.

Article 2

Operation of the service by transport companies

1. Any country whose postal administration does not at present undertake the conveyance of parcels and which is a party to the Agreement, may arrange for its provisions to be implemented by railway and shipping companies. It may, at the same time, limit this service to parcels originating in or addressed to places served by these companies.
2. The postal administration of such a country shall make arrangements with the railway and shipping companies to ensure full implementation by them of all the provisions of the Agreement, with special reference to the arrangements for the exchange of parcels. The postal administration shall serve as intermediary for them in all their relations with administrations of the other contracting countries and with the International Bureau.

Article 3

Categories of parcels

1. An "ordinary parcel" shall be one which is not subject to any of the special requirements prescribed for the categories defined in §§ 2 and 3.

⁽¹⁾ Treaty Series No. 70 (1966), Cmnd. 3141

2. Other categories shall be:

- (a) "insured parcel", any parcel which is insured for a declared value;
- (b) "parcel for delivery free of charges and fees", any parcel in respect of which the sender asks to be charged with the whole of the postal charges and fees to which the parcel may be subject on delivery; this request may be made at the time of posting; it may also be made after posting up to the time of delivery to the addressee, except in those countries which cannot accept this procedure;
- (c) "cash-on-delivery parcel", any parcel subject to a COD charge and covered by the Cash-on-Delivery Agreement;
- (d) "fragile parcel", any parcel containing articles which are liable to break easily and which are to be handled with special care;
- (e) "cumbersome parcel",
 - (i) any parcel whose dimensions exceed the limits fixed by Article 20, § 1, or those which administrations may fix between themselves;
 - (ii) any parcel which by reason of its shape or construction does not lend itself readily to loading with other parcels or which requires special precautions;
 - (iii) optionally, any parcel conforming to the conditions laid down in Article 20, § 4;
- (f) "service parcel", any parcel relating to the postal service and exchanged under the conditions laid down in Article 13 of the Convention;
- (g) "prisoner-of-war or internee parcel", any parcel intended for or sent by prisoners or organizations referred to in Article 14 of the Convention.

3. Other categories, according to the method of dispatch or delivery:

- (a) "air parcel", any parcel accepted for air conveyance between two countries;
- (b) "urgent parcel", any parcel which, as far as possible, shall be conveyed by the fast services used for the letter post;
- (c) "express parcel", any parcel which, on arrival at the office of destination, shall be delivered to the place of address by special messenger or which, in those countries whose administrations do not undertake delivery to the place of address, gives rise to the delivery, by special messenger, of an advice of arrival; nevertheless, if the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination delivery by special messenger shall not be obligatory.

4. The exchange of "insured", "free of charges and fees", "cash-on-delivery", "fragile", "cumbersome", "air", "urgent" and "express" parcels shall require prior agreement between administrations of origin and destination.

5. In addition, for the exchange of insured parcels (conveyed *à découvert*), "urgent", "fragile" and "cumbersome" parcels, the intermediate administrations shall signify their agreement to the transit routeing.

Article 4

Weight steps

1. The parcels defined in Article 3 shall be classed in the following weight steps:

up to 1 kg
 above 1 up to 3 kg
 above 3 up to 5 kg
 above 5 up to 10 kg
 above 10 up to 15 kg
 above 15 up to 20 kg

2. Countries which by reason of their internal regulations are unable to adopt the metric-decimal system of weight may substitute for the weight steps provided for in § 1 the following equivalents (in pounds avoirdupois):

up to 1 kg	up to 2 lb
over 1 and up to 3 kg	2 to 7 lb
over 3 and up to 5 kg	7 to 11 lb
over 5 and up to 10 kg	11 to 22 lb
over 10 and up to 15 kg	22 to 33 lb
over 15 and up to 20 kg	33 to 44 lb

PART I

CHARGES AND FEES

Article 5

Composition of the charges and fees

1. The charges and fees which administrations are authorized to collect from the senders and addressees of postal parcels shall be made up of the principal charge as defined in Article 6 and, where appropriate, by:

- (a) the air surcharges mentioned in Article 7;
- (b) the supplementary charges mentioned in Articles 8 to 14;
- (c) the charges and fees mentioned in Articles 29, §§ 3 and 31, § 6;
- (d) the fees mentioned in Article 15.

2. Apart from any exceptions prescribed by this Agreement, charges shall be retained by the administration collecting them.

CHAPTER I**PRINCIPAL CHARGES AND AIR SURCHARGES****Article 6****Principal charges**

1. Administrations shall fix the principal charges to be collected from senders.
2. The principal charges shall be closely linked with the rates, and as a general rule the sum thereof shall not in total exceed the rates that administrations shall be authorized to claim under Articles 46 to 54.

Article 7**Air surcharges**

1. Administrations shall fix the air surcharges to be collected for forwarding parcels by air. They may adopt, for fixing surcharges smaller weight steps than the first weight step.
2. The surcharges shall be closely related to conveyance dues and, as a general rule, the sum thereof shall not in total exceed the dues payable for such conveyance.
3. Surcharges shall be uniform for the whole of the territory of a country of destination whatever the routeing used.

CHAPTER II**SUPPLEMENTARY CHARGES AND FEES****SECTION I****CHARGES RELATING TO CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS****Article 8****Urgent parcels**

1. Urgent parcels shall be subject to a principal charge double that applicable to ordinary parcels.
2. Urgent air parcels shall be subject to a single air surcharge, i.e., not doubled.

Article 9

Express parcels

1. Express parcels shall be subject to a supplementary charge called the "express charge" of the fixed amount of 1.60 francs, fully paid in advance at the time of posting, even if the parcel cannot be delivered by special messenger but only the advice of arrival.

2. When express delivery places special demands on the administration of destination with regard either to the location of the address of the addressee, or to the day or hour of arrival at the office of destination, the delivery of the parcel and collection of any additional charge shall be governed by the provisions concerning parcels of the same type in the internal system. The supplementary charge shall be paid even if the parcel is returned to origin or redirected.

Article 10

Parcels for delivery free of charges and fees

1. Parcels for delivery free of charges and fees shall be subject to a charge called "charge for delivery free of charges and fees" fixed at 1 franc as a maximum for each parcel. This charge shall be added to the customs clearance charge referred to in Article 14 (b); it shall be collected as commission from the sender in favour of the administration of destination.

2. When delivery free of charges and fees is requested after the parcel has been posted, a charge for a request for delivery free of charges and fees shall be collected from the sender at the time the request is made. This charge, fixed at 2 francs as a maximum, shall be collected in favour of the administration of origin and added to the air surcharge or to the charge for the telegram if the sender has asked for his request to be sent by air or by telegraph.

Article 11

Insured parcels

1. The following charges on insured parcels shall be collected from the sender in advance:

- (a) charges authorized in this part of the Agreement;
- (b) an optional dispatch charge equal at most to the registration charge fixed by Article 18 (1) of the Convention or Article XVII of its Final Protocol;
- (c) an ordinary insurance charge calculated in accordance with one or other of the following formulae:

First formula	For each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value.	5 centimes for each administration participating in the land conveyance; 10 centimes for each sea service used.
---------------	---	---

Second formula	For each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value.	50 centimes at most or the rate in the internal service, whichever is the higher.
----------------	---	---

2. In addition administrations undertaking to cover risks of "*force majeure*", shall be authorized to collect a charge for risks of "*force majeure*" to be fixed so that the sum of this charge and the ordinary insurance charge shall not exceed the maximum prescribed in § 1, (c) second formula.

Article 12

Fragile parcels. Cumbersome parcels

1. Fragile parcels and cumbersome parcels shall be subject to a supplementary charge equal to 50% of the principal charge. If the parcel is both fragile and cumbersome the supplementary charge mentioned above shall be collected once only. Nevertheless, the air surcharges in respect of these parcels shall not be increased.

2. The total charge shall be rounded up to the next 5 centimes, where applicable.

SECTION II

CHARGES AND FEES RELATING TO ALL CATEGORIES OF PARCELS

Article 13

Supplementary charges

Administrations shall be authorized to collect the following supplementary charges:

- (a) charge for submission to Customs export formalities collected by the administration of origin; as a general rule the charge shall be collected at the time of posting of the parcel;
- (b) Customs clearance charge, collected by the administration of destination either for submission to Customs and Customs clearance or for submission to Customs only; in the absence of other arrangements, the charge shall be collected at the time of the delivery of the parcel to the addressee; however, in the case of parcels for delivery free of charges and fees, the Customs clearance charge shall be collected by the administration of origin on behalf of the administration of destination;
- (c) delivery charge; this charge may be collected by the administration of destination for each attempted delivery of the parcel at the address; nevertheless, in the case of express parcels, it may be collected only in respect of each attempted delivery after the first;
- (d) advice of non-delivery charge, collected under the conditions laid down in Article 28, § 3;

- (e) advice of arrival charge, collected by the administration of destination, when its legislation obliges it to do so and when that administration does not undertake delivery to the place of address, in respect of any advice (the first as well as subsequent advices) delivered to the address of the addressee, except for the first advice of express parcels;
- (f) repacking charge, due to the administration of the first of the countries in whose territory a parcel has to be repacked in order to protect its contents; it shall be recovered from the addressee or, where appropriate, the sender;
- (g) *poste restante* charge, collected by the administration of destination at the time of delivery, on every parcel addressed "*poste restante*";
- (h) storage charge on every parcel which has not been taken possession of within the prescribed periods, whether the parcel is addressed "*poste restante*" or to a place of address. This charge shall be collected by the administration which effects the delivery, on behalf of the administration in whose service the parcel has been kept beyond the prescribed periods;
- (i) advice of delivery charge, when the sender asks for an advice of delivery in accordance with Article 27;
- (j) advice of embarkation charge, collected, in relations between countries whose administrations agree to provide this service, when the sender requests that an advice of embarkation be sent to him;
- (k) inquiry charge, mentioned in Article 38, § 4;
- (l) charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address;
- (m) charge for cover against risks of "*force majeure*", collected by administrations prepared to cover risks of "*force majeure*".

Article 14

Scale

The scale of supplementary charges defined in Article 13 shall be fixed in accordance with the following table:

Description of charge 1	Amount 2	Observations 3
(a) Charge for Customs export formalities collected by the administration of origin	1 franc at most, per parcel	
(b) Customs clearance charge collected by the administration of destination	2 francs at most, per parcel	
(c) Delivery charge	Same charge as in internal service	
(d) Advice of non-delivery charge	60 centimes at most	If, following delivery of the advice of non-delivery, new instructions have to be transmitted by telegraph, the sender or the third party shall pay, in addition, the telegraph charge

Description of charge 1	Amount 2	Observations 3
(e) Advice of arrival	At most, a charge equal to that for an ordinary letter of the first weight step in the internal service	
(f) Repacking charge	1 franc at most, per parcel	This charge may be collected once only in the course of transmission from beginning to end
(g) <i>Poste restante</i> charge	Same charge as in the internal service	
(h) Storage charge	Charge collected at the rate laid down by internal legislation	10 francs at most or the maximum fixed by internal legislation, if it is higher
(i) Advice of delivery charge	(a) at the time of posting, 60 centimes at most or the corresponding charge of the internal service if this is higher	If the sender has asked for the advice of delivery to be sent to him by air the air surcharge shall be added to this charge
	(b) after posting, 1.20 francs at most or the corresponding charge of the internal service if this is higher	When this request has to be sent by air or by telegraph, the sender shall also pay relative air-mail or telegraph charge as the case may be. Also, if the sender has asked for the advice of delivery to be sent to him by air the appropriate air surcharge shall be paid
(j) Advice of embarkation charge	60 centimes per parcel	
(k) Inquiry charge	90 centimes at most	If the sender has asked for his request to be sent by telegraph the telegraph charge shall be added to this charge
(l) Charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address	2 francs at most	The following shall be added to this charge:
		(a) the appropriate air surcharge if the request is to be sent by air;
		(b) the appropriate telegraph charge, if the request is to be sent by telegraph.
(m) Charge for cover against risks of "force majeure"	(a) amount laid down in Article 11, § 2 in respect of insured parcels	
	(b) maximum of 60 centimes per parcel in respect of uninsured parcels	

Article 15

Fees

1. Administrations of destination shall be authorized to collect, from addressees, all fees, especially Customs duty, payable on the items in the country of destination.

2. Administrations shall undertake to seek from the competent authorities in their countries cancellation of the fees (including Customs duty) in the case of a parcel:

- (a) returned to origin;
- (b) redirected to a third country;
- (c) abandoned by the sender;
- (d) lost in their service or destroyed because of total damage of the contents;
- (e) rifled or damaged in their service. In these cases, cancellation of fees shall be requested only to the value of the missing contents or the depreciation suffered by the contents.

SECTION III

FREE POSTAGE

Article 16

Service parcels

1. Parcels relating to the postal service shall be exempt from all postal charges if exchanged between the following:

- (a) postal administrations;
- (b) postal administrations and the International Bureau;
- (c) post offices of member countries;
- (d) post offices and postal administrations.

2. Air parcels, with the exception of those originating from the International Bureau, shall be exempt from air surcharges.

Article 17

Parcels of prisoners of war and internees

Prisoner-of-war and internee parcels shall be exempted from all charges in accordance with Article 14 of the Convention. However, all surcharges shall be payable on air parcels.

PART II
OPERATION OF THE SERVICE
CHAPTER I
CONDITIONS OF ADMISSION
SECTION I
GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION

Article 18

Conditions of acceptance

Provided that the contents do not come within the prohibitions listed in Article 19 or within the prohibitions or restrictions applicable in the territory of one or more of the administrations called upon to take part in the transmission, every parcel, to be admitted to the post, shall:

- (a) belong to one of the categories of parcels admitted under the terms of Article 3;
- (b) be packed in a manner adapted to the nature of the contents and the conditions of transport;
- (c) satisfy the conditions of weight and size fixed by Articles 1 and 20;
- (d) be prepaid in respect of all the charges required by the office of origin.

Article 19

Prohibitions

The insertion of the following articles shall be prohibited:

- (a) in all categories of parcels:
 - (i) articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage other parcels or postal equipment;
 - (ii) opium, morphine, cocaine and other narcotics; however, this prohibition shall not apply to consignments sent for a medical or scientific purpose to countries which admit them on this condition;
 - (iii) documents having the character of current and personal correspondence as well as correspondence of any kind exchanged between persons other than the sender and the addressee or persons living with them, except;
 - one of the documents below, unclosed, reduced to its essential elements and relating solely to the goods being conveyed: invoice, dispatch note or advice, delivery bill;
 - gramophone records, tapes and wires, whether bearing a sound-recording or not, ADP cards, magnetic tape or other similar media, and QSL cards, when the administration of origin considers that they do not have the character of current and

- personal correspondence and when they are exchanged between the sender and the addressee of the parcel or persons residing with them;
- correspondence and documents of any kind having the character of current and personal correspondence, other than the foregoing, exchanged between the sender and the addressee of the parcel or persons residing with them, if the internal regulations of the administrations concerned so permit;
- (iv) live animals, unless their conveyance by post is authorized by the postal regulations of the countries concerned;
 - (v) explosive, flammable or other dangerous substances. Nevertheless, administrations may agree to convey firing caps and loaded metal cartridges for portable firearms, non-explosive parts of artillery fuses and matches, flammable films, raw celluloid or articles made of celluloid;
 - (vi) obscene or immoral articles;
 - (vii) articles of which the importation or uttering is prohibited in the country of destination;
- (b) in uninsured parcels exchanged between two countries which admit insured parcels: coins, banknotes, currency notes, securities of any kind payable to bearer, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles. This provision shall not apply when the exchange of parcels between two administrations admitting insured parcels can only be made in transit through the intermediary of an administration which does not admit them. Any administration may prohibit the enclosure of gold bullion in insured or uninsured items originating from or addressed to its territory or sent in transit *à découvert* across its territory, or to limit the actual value of these items.

Article 20

Limits of size

1. Except where parcels are considered as cumbersome by application of Article 3, § 2, (e), parcels sent by surface or air shall not exceed 1.50 metres for any one dimension nor 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length.

2. Administrations which cannot accept, for any parcel or for air parcels only, the sizes prescribed in § 1, may adopt instead the following dimensions: 1 metre for any one dimension, 2 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length.

3. Whatever their mode of conveyance, parcels shall not be smaller than the minimum size prescribed for letters in Article 17, § 1, of the Convention.

4. Administrations which accept the dimensions fixed in § 1 may collect, for parcels whose dimensions exceed the limits specified in § 2 but which weigh less than 10 kg, a supplementary charge equal to that provided for in Article 12.

5. Notwithstanding § 2, parcels shall not be considered cumbersome so long as their length does not exceed 1.05 metres.

Article 21

Treatment of parcels wrongly accepted

1. When parcels containing articles mentioned in Article 19, (a) have been wrongly admitted to the post, they shall be dealt with according to the legislation of the country of the administration establishing their presence; however, parcels containing articles listed in the same article under (a) (ii), (v) and (vi) shall in no circumstances be forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to origin.

2. In the case of the insertion of a single item of correspondence prohibited within the meaning of Article 19, (a) (iii) this correspondence shall be treated in the manner prescribed in Article 24 of the Convention, and the parcel shall not be returned to origin on this account.

3. When uninsured parcels exchanged between two countries which admit insurance contain articles listed in Article 19, (b), they shall be returned to origin by the transit administration which discover the error. If the error is discovered only after the receipt of the parcel by the administration of destination, that administration shall be authorized to deliver the parcel to the addressee under the conditions prescribed by its regulations. If they do not permit delivery, the parcel shall be returned to origin in application of Article 33.

4. § 3 shall be applicable to parcels of which the weight or the dimensions appreciably exceed the permitted limits; however, these parcels may, where appropriate, be delivered to the addressee if he first pays any charges which may be due.

5. When a wrongly admitted parcel is neither delivered to the addressee nor returned to origin, the administration of origin shall be informed exactly how the parcel has been dealt with.

Article 22

Sender's instructions at the time of posting

1. At the time of posting of a parcel, the sender shall be required to indicate the treatment to be given in case of non-delivery.

2. One of the following instructions only may be given:

- (a) dispatch of an advice of non-delivery to the sender;
- (b) dispatch of an advice of non-delivery to a third party residing in the country of destination;
- (c) return forthwith to the sender by surface or air;

- (d) return to the sender by surface or air at the end of a given period;
- (e) delivery to an alternative addressee, if necessary after redirection by surface or air (and subject to the special provisions set out in Article 28, § 1 (c) (ii));
- (f) redirection of the parcel by surface or air, for delivery to the original addressee;
- (g) sale of the parcel at entire risk of the sender;
- (h) abandonment of the parcel by the sender.

3. Administrations shall have the option of not accepting the instructions referred to in § 2 (a), (b) and (g), when their legislation or regulations do not so permit.

SECTION II

SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION

Article 23

Insured parcels

1. The following rules shall govern the insured value of insured parcels;

(a) postal administrations:

- (i) each administration may limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which may not be less than 1,000 francs or the amount adopted in its internal service if it is less than 1,000 francs;
- (ii) in the service between countries whose administrations have adopted different limits, all parties shall observe the lowest limit;

(b) senders:

- (i) may not insure the parcel for a value exceeding the actual value of its contents;
- (ii) may insure part only of the actual value of the contents of the parcel.

2. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the parcel shall be liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the country of origin.

3. A receipt shall be handed over free of charge to every sender of an insured parcel at the time of posting.

Article 24

Parcels for delivery free of charges and fees

1. A parcel for delivery free of charges and fees may be accepted only if the sender undertakes to pay the full amount which the office of destination would be

entitled to claim from the addressee as well as the charge for delivery free of charges and fees prescribed in Article 10.

2. The office of origin may require the payment of a sufficient deposit.

CHAPTER II

CONDITIONS OF DELIVERY AND REDIRECTION

SECTION I

DELIVERY

Article 25

General rules for delivery. Periods of retention

1. As a general rule, parcels shall be delivered to the addressees as soon as possible and according to the provisions in force in the country of destination.

2. When an addressee has been notified of the arrival of a parcel, it shall be held at his disposal for a fortnight or, at most, for a month from the day after that on which the advice is sent; exceptionally, this period may be extended if the regulations of the administration of destination permit.

3. When it has not been possible to send an advice of arrival, the period of retention shall be that prescribed by the regulations of the country of destination; this period, applicable also to parcels addressed *poste restante*, shall not, as a general rule, exceed five months for distant countries (within the meaning of Article 107 of the Detailed Regulations of the Convention) and three months for others; the parcel shall be returned to the office of origin within a shorter period if the sender has requested it in a language known in the country of destination.

4. The periods of retention prescribed in §§ 2 and 3 shall be applicable, in the case of redirection, to parcels to be delivered by the new office of destination.

Article 26

Delivery of express parcels

1. The delivery by special messenger of an express parcel or of the advice of arrival shall be attempted once only.

2. If the attempt is unsuccessful the parcel shall cease to be considered as express.

Article 27

Advice of delivery

The sender of a parcel may request an advice of delivery under the conditions laid down in Article 38 of the Convention. However, administrations may restrict this service to insured parcels if such restriction is provided for in their internal service.

Article 28

Non-delivery to the addressee

1. After receipt of the advice of non-delivery mentioned in Article 22, § 2 (a) and (b), the sender, or the third party concerned, shall give his instructions, which may only be those authorized by the said Article § 2 (c) to (h), and, in addition, one of the following:

- (a) notify the addressee once more;
- (b) correct or complete the address;
- (c) where a cash-on-delivery parcel is concerned:
 - (i) deliver it to a person other than the addressee against payment of the amount indicated;
 - (ii) deliver it to the original addressee or to another addressee without collecting the COD charge or against payment of an amount less than the original amount;
- (d) deliver the parcel free of charges and fees either to the original addressee or to another addressee.

2. Provided that no instructions have been received from the sender or third party, the administration of destination shall be authorized to deliver the parcel to the addressee originally indicated or, where appropriate, to another addressee indicated later, or to redirect the parcel to a new address. After receipt of fresh instructions these alone shall be valid and to be carried out. They shall be sent by the quickest route (air or surface) or by telegraph if the sender or the third party pays the corresponding telegraph charge.

3. The charge mentioned in Article 13 (d) for sending the instructions mentioned in § 1 shall be collected either from the sender or from the third party; when the advice relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee the charge shall be collected once only.

Article 29

Return to origin of undelivered parcels

1. Every parcel which it has not been possible to deliver shall be returned to the office of origin:

- (a) immediately if:
 - (i) the sender has requested it in application of Article 22, § 2 (c);

- (ii) the sender (or the third party referred to in Article 22, § 2 (b)) has made an unauthorized request;
 - (iii) the sender or the third party refuses to pay the charge authorized in Article 28, § 3;
 - (iv) the instructions of the sender, or of the third party, have not achieved the desired result, whether these instructions were given at the time of posting or after receipt of the advice of non-delivery;
- (b) immediately after the termination:
- (i) of the period, if any, fixed by the sender in application of Article 22, § 2 (d);
 - (ii) of the periods of retention laid down in Article 25, if the sender has not complied with Article 22. In this case, however, the sender may be asked for instructions;
 - (iii) of a period of two months from the dispatch of an advice of non-delivery, if the office which prepared that advice has not received adequate instructions from the sender or the third party, or if these instructions have not been received by that office.

2. Where possible, a parcel shall be returned by the same route as it followed on the outward journey. It may not be returned by air unless the sender has guaranteed the payment of the air surcharges.

3. Every parcel returned to origin under this article shall be subject to:
- (a) the rates entailed in the further transmission to the office of origin;
 - (b) the uncanceled charges and fees, which the administration of destination incurs at the time of return to origin.

4. These rates, charges and fees shall be collected from the sender.

Article 30

Abandonment by the sender of an undelivered parcel

If the sender has abandoned a parcel which it has not been possible to deliver to the addressee, that parcel shall be treated by the administration of destination according to its own legislation.

SECTION II

REDIRECTION

Article 31

Redirection in consequence of change of address by the addressee, or of an alteration of an address

1. If an addressee changes his address or if an address is altered under Article 37, a parcel may be redirected either within the country of destination or out of that country.

2. A parcel may be redirected within the country of destination at the request of the sender, at the request of the addressee, or automatically if the regulations of that country permit.

3. A parcel may be redirected out of the country of destination only at the request of the sender or of the addressee; in this case the parcel shall comply with the conditions required for the further transmission.

4. A parcel may also be redirected under the conditions set out above by air at the request of the sender or the addressee, provided that payment of the air surcharge in respect of the further transmission is guaranteed.

5. The sender may forbid any redirection.

6. For the first and any subsequent redirection of each parcel, the following may be collected:

- (a) the charges authorized by the internal regulations of the administration concerned for such redirection, in the case of redirection within the country of destination;
- (b) the rates and air surcharges entailed in the further transmission, in the case of redirection out of the country of destination;
- (c) the charges and fees which the former administrations of destination do not agree to cancel.

7. The rates, charges and fees mentioned in § 6 shall be collected from the addressee.

Article 32

Parcels arriving out of course and to be redirected

1. Any parcel, arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the dispatching administration, shall be reforwarded to its proper destination by the most direct route used by the administration which has received the parcel.

2. Any air-parcel, arriving out of course, shall be reforwarded by air.

3. Any parcel reforwarded in application of this article shall be subject to the rates for forwarding to its proper destination and the charges and fees mentioned in Article 31, § 6, (c).

4. These rates, charges and fees shall be collected from the administration responsible for the office of exchange which misdirected the parcel. This administration shall collect them where appropriate from the sender.

Article 33

Return to origin of wrongly accepted parcels

1. Any parcel wrongly accepted and returned to origin shall be subject to the rates, charges and fees prescribed in Article 29, § 3.

2. These charges and fees shall be payable by:

- (a) the sender, if the parcel has been wrongly admitted in consequence of an error of the sender or if it falls within one of the prohibitions laid down in Article 19;
- (b) the administration responsible for the error if the parcel has been wrongly admitted in consequence of an error attributable to the postal service. In this case the sender shall be entitled to a refund of the charges paid.

3. If the rates which have been attributed to the administration which returns the parcel are insufficient to cover the rates, charges and fees mentioned in § 1, the outstanding charges shall be recovered from the administration of origin.

4. If there is a surplus, the administration which sends back the parcel shall return to the administration of origin the balance of the rates to refund to the sender.

Article 34

Return to origin in consequence of the suspension of a service

The return of a parcel to origin in consequence of the suspension of a service shall be free of charge; the unallocated rates collected for the outward journey shall be refunded to the sender.

CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS

Article 35

Non-compliance by an administration with given instructions

When the administration of destination or an intermediate administration has not complied with the instructions given either at the time of posting or subsequently, it shall bear the conveyance charges (outward and return) and any other charges or fees which have not been cancelled; nevertheless the charges paid for the outward journey shall remain the responsibility of the sender if he declared either at the time of posting or subsequently that in the event of non-delivery he would abandon the parcel or would like it to be sold.

Article 36

Parcels containing items whose early deterioration or decay is to be feared

Articles contained in a parcel of which the early deterioration or decay is to be feared, and those articles only, may be sold immediately, even in course of

transmission on either the outward or the return journey, without prior notice or legal formality, on behalf of the rightful owner; if, for any reason whatsoever, sale is impossible, the spoilt or decayed articles shall be destroyed.

Article 37

Withdrawal from the post. Alteration or correction of address

1. The sender of a parcel may, under the terms of Article 27 of the Convention, ask for its return to origin or to have its address altered, provided he guarantees payment of the amounts due for any further transmission under Articles 29, § 3 and 31, § 6.

2. However, administrations shall have the option of not accepting the requests referred to in § 1 when they do not accept them in their internal service.

Article 38

Inquiries and requests for information

1. Each administration shall accept inquiries and requests for information relating to any parcel posted in the service of another administration.

2. Inquiries shall be entertained only within a period of a year from the day after that on which the parcel was posted.

3. Requests for information initiated by an administration shall be in order and shall be dealt with, provided only that they reach the administration concerned within a period of fifteen months from the day after that on which the parcels were posted. Every administration shall deal with the requests for information as soon as possible.

4. Unless the sender has paid in full the advice of delivery charge prescribed in Article 13, (i), each inquiry or request for information shall be subject to the collection of an "inquiry" charge at the rate laid down in Article 14, (k).

5. Separate inquiries or requests for information shall be made for uninsured and insured parcels. If the inquiry or request for information relates to several parcels of the same category posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee and sent by the same route, the charge shall be collected once only. The inquiry charge shall be refunded if the inquiry or request for information has been occasioned by a service error.

PART III**LIABILITY****Article 39****Principle and extent of liability of postal administrations**

1. Postal administrations shall be liable for the loss of, theft from or damage to parcels, except as provided for in Article 40. Their liabilities shall be as binding for parcels conveyed *à découvert* as for those forwarded in closed mails.

2. The sender shall be entitled to an indemnity corresponding, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage; indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration. However, this indemnity may in no case exceed:

- (a) for insured parcels, the amount of the insured value in gold francs; in case of redirection or return to origin by surface of an insured air parcel, liability shall be limited, for the second journey, to that applicable to parcels sent by that route;
- (b) for other parcels, the following amounts:
 - 15 francs per parcel up to 1 kg
 - 25 francs per parcel above 1 up to 3 kg
 - 40 francs per parcel above 3 up to 5 kg
 - 60 francs per parcel above 5 up to 10 kg
 - 80 francs per parcel above 10 up to 15 kg
 - 100 francs per parcel above 15 up to 20 kg

3. The indemnity shall be calculated according to the current price, converted into gold francs, of goods of the same kind at the place and time at which the parcel was accepted for conveyance; failing a current price, the indemnity shall be calculated according to the ordinary value of goods whose value is assessed on the same basis.

4. When an indemnity is due for the loss, total theft or total damage of a parcel, the sender or, by application of § 6, the addressee, shall also be entitled to repayment of the charges paid with the exception of the insurance charge; the same shall apply to items refused by the addressees because of their bad condition, if that is attributable to the postal service and involves its liability.

5. When the loss, total theft or total damage is due to "*force majeure*" for which indemnity is not payable, the sender shall be entitled to repayment not only of the land and sea rates as well as the air surcharges appropriate to any sector not traversed by the parcel, but also the charges, whatever their nature, relating to a service paid for in advance but not rendered.

6. Notwithstanding § 2, the addressee shall be entitled to the indemnity after taking delivery of a rifled or damaged parcel.

7. The sender shall be entitled to waive his rights as prescribed in § 2 in favour of the addressee. Conversely the addressee shall be entitled to waive his rights as

prescribed in § 6 in favour of the sender. The sender or the addressee may authorize a third party to receive the indemnity.

Article 40

Non-liability of postal administrations

1. Postal administrations shall cease to be liable for parcels which they have delivered according either to the conditions laid down in their internal regulations for items of the same kind, or those set out in Article 9, § 3, of the Convention; liability shall however be maintained:

- (a) when theft or damage is discovered either before delivery or at the time of delivery of a parcel or when, internal regulations permitting, the addressee, or the sender if it is returned to origin, makes reservations in taking delivery of a rifled or damaged parcel;
- (b) when the addressee or, in the case of return to origin, the sender, although having given a proper discharge, notifies the delivery administration without delay that he has found damage and furnishes proof that the theft or damage did not occur after delivery.

2. Postal administrations shall not be liable:

- (i) for the loss, theft or damage of parcels;
 - (a) in cases of "*force majeure*". The administration in whose service the loss, theft or damage occurred shall decide, according to the laws of its country, whether the loss, theft or damage was due to circumstances amounting to a case of "*force majeure*"; these circumstances shall be communicated to the administration of the country of origin if the latter administration so requests. Nevertheless, the administration of the dispatching country shall still be liable if it has undertaken to cover risks of "*force majeure*" (Article 11, § 2);
 - (b) when they cannot account for parcels owing to the destruction of official records by "*force majeure*", provided that proof of their liability has not been otherwise produced;
 - (c) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents of the parcel;
 - (d) in the case of parcels whose contents fall within the prohibitions specified in Article 19 (a), (ii), (iv), (v), (vi) and (vii), and (b), insofar as these parcels have been confiscated or destroyed by the competent authority because of their contents;
 - (e) in the case of parcels which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents;
 - (f) when the sender has made no inquiry within the period prescribed in Article 38, § 2;
 - (g) in the case of prisoner-of-war or internee parcels.
- (ii) for parcels seized under the legislation of the country of destination;
- (iii) in the case of sea or air conveyance when they have made it known that they are unable to accept liability for insured parcels on board the ships or aircraft used by them; they nevertheless assume in respect of the transit of insured parcels in closed mails the liability which is laid down for uninsured parcels of the same weight.

3. Postal administrations shall not be liable for customs declarations, in whatever form these are made, nor for decisions taken by the customs on examination of parcels submitted to customs control.

Article 41

Sender's liability

1. The sender of a parcel shall be liable within the same limits as administrations themselves for all damage caused to other postal items as a result of the sending of articles not acceptable for conveyance, or of the non-observance of conditions of acceptance, provided that there has been no fault or negligence on the part of administrations or carriers.

2. The acceptance by the office of posting of such a parcel shall not relieve the sender of his liability.

3. An administration which finds damage that is due to the fault of the sender shall inform the administration of origin, whose responsibility it is to take action against the sender where appropriate.

Article 42

Determination of liability between postal administrations

1. Until the contrary is proved, liability shall rest with the postal administration which, having received the parcel without comment and being furnished with all the prescribed means of inquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, correct transfer to another administration.

2. Until the contrary is proved, and subject to § 4, an intermediate administration or administration of destination shall be relieved of all liability:

- (a) when it has observed the rules prescribed for inspection of mails and parcels and the establishment of irregularities;
- (b) when it can prove that it was not informed of the inquiry until after the destruction of the official records relating to the parcel in question, the regulation period of retention having expired; this reservation shall not prejudice the rights of the inquirer.

3. When the loss, theft or damage occurs in the service of an air carrier the administration of the country which collects the conveyance dues shall reimburse the administration of origin for the indemnity paid to the sender, subject to Article 1, § 6, of the Convention and § 7 of this Article.

4. If the loss, theft or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which country's territory or service it happened, the administrations concerned shall bear the loss equally; however, in the case of a damaged uninsured parcel, when the amount of indemnity does not exceed 25 francs, this sum shall be borne equally by the administration of origin and the

administration of destination, intermediate administrations being excluded. If the theft or damage has been established in the country of destination or, in the case of return to sender, in the country of origin, it shall rest with the administration of that country to prove:

- (a) that neither the wrapping nor the fastening of the parcel bore any apparent trace of theft or damage;
- (b) that, in the case of an insured parcel, the weight established at the time of posting has not varied;
- (c) that, in the case of parcels forwarded in closed receptacles, both the receptacles and their fastening were intact.

When such proof has been furnished by the administration of destination or origin, as the case may be, none of the other administrations concerned may repudiate its share of liability on grounds that it handed over the parcel without the next administration having made any objection.

5. In the case of items sent in bulk, in application of Article 55, §§ 2 and 3, none of the administrations concerned may repudiate its share of liability, by showing that the number of parcels found in the mail differs from that advised on the parcel bill.

6. In the case of bulk transmission, the administrations concerned may agree among themselves that liability be shared in the event of loss of, theft from or damage to certain categories of parcels, determined by mutual agreement.

7. As regards insured parcels, the liability of an administration towards other administrations shall in no case exceed the maximum insured value that it has adopted.

8. When a parcel has been lost, rifled or damaged as the result of "*force majeure*", the administration in whose territorial jurisdiction or services the loss, theft or damage occurred shall not be liable towards the administration of origin unless the two administrations undertake to cover risks of "*force majeure*".

9. If the loss, theft or damage of an insured parcel occurs in the territory or service of an intermediate administration, which does not accept insured parcels or which has adopted a maximum insured value lower than the amount of the loss, the administration of origin shall bear the loss not covered by the intermediate administration under § 7 of this Article and Article 1, § 6, of the Convention.

10. The rule laid down in § 9 shall also apply in case of sea or air conveyance if the loss, theft or damage occurs in the service of an administration belonging to a contracting country which does not accept the liability laid down for insured parcels (Article 40, § 2, (iii)).

11. Customs duty and other fees of which it has not been possible to secure cancellation shall be borne by the administrations liable for the loss, theft or damage.

12. The administration which has paid the indemnity shall take over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

Article 43

Payment of indemnity

1. Subject to the right of recourse against the administration which is liable, the obligation to pay the indemnity and to refund the charges and fees, shall rest either with the administration of origin or, in the case mentioned in Article 39, § 6, the administration of destination.

2. This payment shall be made as soon as possible and, at the latest, within a period of six months from the day following the day of inquiry.

3. When the administration responsible for the payment does not undertake to cover risks of "*force majeure*" and when, at the end of the period prescribed in § 2, the question of whether the loss, theft or damage is due to such causes has not been decided, it may, exceptionally postpone settlement of the indemnity beyond that period.

4. The administration of origin or destination, as the case may be, shall be authorized to indemnify the rightful claimant on behalf of the other administrations sharing in the conveyance which, although duly informed, have allowed five months to pass without settling the matter or without informing the administration of origin or destination, as the case may be, that the loss, theft or damage appeared to be due to "*force majeure*".

Article 44

Reimbursing the administration which paid the indemnity

1. The administration responsible for payment, or on behalf of which payment is made in accordance with Article 42, shall reimburse the administration which made the payment under Article 43, and which is called the "paying administration", the amount of indemnity actually paid to the rightful claimant: this payment shall be made within four months of dispatch of the notice of payment.

2. If the indemnity is to be borne by several administrations in accordance with Article 42, the whole of the indemnity shall be paid to the paying administration, within the period mentioned in § 1, by the first administration which, having duly received the parcel claimed for, is unable to prove its correct transfer to the next service. It shall rest with this administration to recover from the other administrations which are liable each one's share of the indemnity, paid to the rightful claimant.

3. The creditor administration shall be reimbursed in accordance with the rules for payment laid down in Article 10 of the Convention.

4. When liability has been admitted, as well as in the case provided for in Article 43, § 4, the amount of the indemnity may also be automatically recovered from the administration which is liable through a liquidation account, either directly or through the intermediary of the first transit administration, which claims credit in its turn from the next administration, the operation being repeated until the sum paid has been debited to the administration which is liable; where appropriate, the statutory provisions on the drawing up of accounts shall be observed.

5. The paying administration may only claim reimbursement of the indemnity from the administration which is liable within a period of one year either from the date of dispatch of the notice of payment or, where appropriate, from the date of expiry of the period prescribed in Article 43, § 4.

6. The administration whose liability is duly established and which has at first declined to pay the indemnity shall assume all additional costs resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 45

Possible recovery of the indemnity from the sender or the addressee

1. If, after payment of the indemnity, a parcel or part of a parcel previously considered lost, is found, the addressee and the sender shall be informed of the fact; the former or the latter, as the case may be, shall be further advised that he may take delivery of it within a period of three months on repayment of the amount of the indemnity received. If the sender or the addressee, as the case may be, does not reclaim the parcel within this period, the same approach shall be made to the other party.

2. If the sender or the addressee takes delivery of the parcel or of the part of the parcel recovered against repayment of the amount of the indemnity, that sum shall be refunded to the administration or, where appropriate, administrations which bore the loss.

3. If the sender and the addressee refuse to take delivery of the parcel, it shall become the property of the administration or, where appropriate, administrations which bore the loss.

4. When proof of delivery is supplied, after the period of five months laid down in Article 43, § 4, the indemnity paid shall continue to be borne by the intermediate administration or administration of destination if the sum paid cannot, for any reason, be recovered from the sender.

5. In the case of subsequent discovery of an insured parcel the contents of which are found to be of less value than the amount of indemnity paid, the sender or, where Article 39, § 6, is applied, the addressee, shall repay the amount of this indemnity against return of the insured parcel, without prejudice to the consequences of fraudulent insurance as mentioned in Article 23, § 2.

PART IV

RATES DUE TO ADMINISTRATIONS
ALLOCATION OF RATES

CHAPTER I

RATES

Article 46

Outward and inward land rate

1. Parcels exchanged between two administrations shall be subject to the outward and inward land rates fixed as follows, for each country and each parcel:

Weight steps 1	Outward and inward land rate 2
Up to 1 kg	fr c. 1.00
Above 1 up to 3 kg	1.30
Above 3 up to 5 kg	1.70
Above 5 up to 10 kg	3.30
Above 10 up to 15 kg	5.00
Above 15 up to 20 kg	6.40

Nevertheless, as regard the last two weight steps, the administrations of origin and destination may fix as they wish the outward and inward land rates due to them.

2. The rates mentioned in § 1 shall be payable by the administration of the country of origin, unless this Agreement provides for exceptions to this principle.

Article 47

Transit land rate

1. Parcels exchanged between two administrations or between two offices of the same country by means of the land services of one or more other administrations shall be subject to the following transit land rates, payable to the countries which are crossed or whose services take part in the land conveyance:

Distance steps	Transit land rates					
	Up to 1 kg	Above 1 kg up to 3 kg	Above 3 kg up to 5 kg	Above 5 kg up to 10 kg	Above 10 kg up to 15 kg	Above 15 kg up to 20 kg
1	2	3	4	5	6	7
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Up to 600 km	0.30	0.40	0.65	1.30	1.95	2.70
Above 600 up to 1000 km	0.35	0.70	1.20	2.10	3.40	4.70
Above 1000 up to 2000 km	0.40	1.00	1.80	3.20	5.20	7.20
Above 2000 for each additional 1000 km	0.20	0.45	0.80	1.40	2.30	3.20

2. Each of the countries mentioned in § 1 shall be authorized to collect for each parcel the transit land rates applicable to the distance step corresponding to the weighted average distance over which it conveys parcels in transit. This distance shall be calculated by the International Bureau.

3. Reforwarding, where applicable after warehousing by the services of an intermediate country, of mails and *à découvert* parcels entering and leaving by the same port (transit not involving a land route) shall be subject to the provisions of § § 1 and 2.

4. As regards air parcels, the land rate for intermediate countries shall be applicable only where the parcel is conveyed by an intermediate land service.

5. The rates mentioned in § 1 shall be payable by the administration of the country of origin unless this Agreement provides for exceptions to this principle.

Article 48

Reduction or increase of the outward and inward land rate

1. Administrations may reduce or increase simultaneously their outward and inward land rates.

2. The increase, where applied, may not exceed, in the case of the weight steps up to 10 kg, one half of the outward and inward land rates laid down in Article 46, § 1. The reduction may be fixed as the administrations concerned see fit.

3. To be applicable any such modifications or subsequent modifications must:
- (a) come into force only on the 1 January or the 1 July, at the convenience of each administration;
 - (b) be communicated at least three months in advance to the International Bureau; any modifications for which these periods have not been observed shall not be taken into consideration until the 1 January or the 1 July following;
 - (c) be communicated to the administrations concerned at least two months before the dates fixed in (a);
 - (d) remain in force for one year at least.

Article 49

Sea rate

1. Each of the countries whose services participate in the sea conveyance of parcels shall be authorized to reclaim the sea rates mentioned in the table shown in § 2. These rates shall be payable by the administration of the country of origin, unless provisions of this Agreement provide for exceptions to this principle.

2. For each sea conveyance used, the sea rate shall be calculated according to the following table:

Distance Steps		Weight Steps					
(a) Expressed in nautical miles	(b) Expressed in km after conversion on the basis of 1 n.m. = 1.852 km	Up to 1 kg	Above 1 up to 3 kg	Above 3 up to 5 kg	Above 5 up to 10 kg	Above 10 up to 15 kg	Above 15 up to 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Up to 500 n.m.	Up to 926 km	0.15	0.35	0.70	1.20	1.90	2.60
Above 500 up to 1 000	Above 926 up to 1 852	0.20	0.50	0.90	1.50	2.50	3.50
Above 1 000 up to 2 000	Above 1 852 up to 3 704	0.25	0.60	1.10	1.90	3.00	4.20
Above 2 000 up to 3 000	Above 3 704 up to 5 556	0.30	0.70	1.30	2.20	3.50	4.90
Above 3 000 up to 4 000	Above 5 556 up to 7 408	0.30	0.75	1.40	2.40	4.00	5.50
Above 4 000 up to 5 000	Above 7 408 up to 9 260	0.35	0.80	1.50	2.60	4.40	5.90
Above 5 000 up to 6 000	Above 9 260 up to 11 112	0.35	0.85	1.60	2.80	4.60	6.30
Above 6 000 up to 7 000	Above 11 112 up to 12 964	0.40	0.90	1.70	3.00	4.80	6.60
Above 7 000 up to 8 000	Above 12 964 up to 14 816	0.40	0.95	1.70	3.10	5.00	6.90
Above 8 000	Above 14 816	0.40	1.00	1.80	3.20	5.20	7.20

3. If necessary, the distance steps used to determine the amount of the sea rate applicable between two countries shall be calculated on the basis of a weighted average distance, determined in terms of the tonnage of the mails carried between the respective ports of the two countries.

4. Sea conveyance between two ports of the same country may not give rise to the collection of the rate referred to in § 2 when the administration of that country already receives, for the same parcels, payment in respect of land conveyance.

5. As regards air parcels, the sea rate for intermediate administrations or services shall be applicable only where the parcel is conveyed by an intermediate sea service; for this purpose every sea service provided by the country of origin or destination shall be regarded as an intermediate service.

Article 50

Reduction or increase of the sea rates

1. Administrations may increase by 50% at most the sea rate laid down in Article 49, § 2. On the other hand, they may reduce it as they wish.

2. This option shall be subject to the conditions laid down in Article 48, § 3.

3. In the case of an increase, this shall also be applied to parcels originating in the country to which the services providing sea conveyance belong; nevertheless, this obligation shall not apply either in the relations between a country and the territories for whose international relations it is responsible, or in the relations between these territories.

Article 51

Application of new rates following unforeseeable changes in routing

When, for reasons of “*force majeure*” or any other unforeseeable occurrence, an administration is obliged to use for the conveyance of its own parcels a new dispatch route which causes additional sea or land conveyance costs, it shall be required to inform immediately by telegram all the administrations whose parcel mails or *à découvert* parcels are sent in transit by way of its country. From the fifth day following the day on which this information is sent, the intermediate administration shall be authorized to charge the administration of origin the land and sea rates which correspond to the new route.

Article 52

Basic rates and calculation of air conveyance dues

1. The basic rate applicable to the settlement of accounts between administrations in respect of air conveyance shall be fixed at 1 thousandth of a franc, as a maximum, per kilogramme of gross weight and per kilometre; this rate shall be applied proportionately to fractions of a kilogramme.

2. Air conveyance dues relating to air parcel mails shall be calculated according to, on the one hand, the actual basic rate specified in § 1 and the kilometric distances given in the “List of air-mail distances” referred to in Article 201, § 1, (b), of the Detailed Regulations of the Convention and, on the other, the gross weight of the mails.

3. The air conveyance dues payable to the intermediate administration for *à découvert* air parcels shall be fixed in principle as indicated in § 1, but per half-kilogramme for each country of destination. Nevertheless, when the territory of the country of destination of these parcels is served by one or more lines with several stops in that territory, dues shall be calculated on the basis of a weighted average rate taking into account the weight of the parcels off-loaded at each stop. The dues to be paid shall be calculated for each individual parcel, the weight of each being rounded upwards to the next half-kilogramme.

4. Each administration of destination which provides air conveyance of air parcels within its country shall be entitled to reimbursement of the corresponding conveyance dues. These dues shall be uniform for all mails from abroad, whether or not the air parcels are re-forwarded by air.

5. The dues referred to in § 4 shall be fixed in the form of a single rate, calculated for all air parcels addressed to the country, on the basis of the rate provided for in § 1 and according to the weighted average of the sector distances covered by air parcels of the international service on the internal air network. The weighted average distance shall be determined in terms of the gross weight of all the air-parcel mails arriving at the country of destination, including the air parcels which are not re-forwarded by air within that country.

6. Entitlement to reimbursement of the dues referred to in § 4 shall be subject to the conditions laid down in Article 48, § 3.

7. The transshipment at the same airport, in the course of transmission of air parcels conveyed successively by several separate air services, shall be performed without remuneration.

8. No transit land rate shall be for:

- (a) the transfer of air mails between two airports serving the same town;
- (b) the transport of such mails between an airport serving a town and a warehouse situated in the same town and the return of the same mails for re-forwarding.

Article 53

Air conveyance dues for lost or destroyed air parcels

In case of loss or destruction of air parcels as a result of an accident occurring to the aircraft or through any other cause involving the responsibility of the air carrier, the administration of origin, shall be exempt from any payment in respect of the air conveyance of the air parcels lost or destroyed, for any part of the flight of the line used.

Article 54

Exceptional outward and inward rate

Subject to compliance with the conditions laid down in Article 48, § 3, each administration may apply simultaneously to every parcel sent from or addressed to its offices an exceptional outward and inward rate of 50 centimes at most.

CHAPTER II

ALLOCATION OF RATES

Article 55

General principles

1. An allocation of rates to the interested administration shall be made in principle in respect of each parcel.

2. However, in the case of transmission by closed mails, the administration of origin may agree with the administration of destination, and with any intermediate administrations, to allocate sea and land rates in bulk for each weight step.

3. Also in the case of transmission by closed mails, the administration of origin may agree with the administration of destination and possibly with the intermediate administrations to credit them with sums calculated per parcel or per kilogramme of gross weight of the mails on the basis of the land and sea rates.

Article 56

Service parcels. Parcels of prisoners of war and internees

Rates shall not be allocated for service parcels and for prisoner-of-war and internee parcels apart from the air conveyance dues applicable to air parcels.

PART V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 57

Application of the Convention

The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement.

Article 58

Conditions of approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations

1. To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these member countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

- (a) unanimity of votes, if they involve either the addition of new provisions or amendments of substance to the Articles of this Agreement, its Final Protocol or the final Article of its Detailed Regulations;
- (b) two-thirds of the votes, if they involve amendments of substance to the Detailed Regulations, with the exception of the final Article;
- (c) a majority of the votes, if they involve:
 - (i) interpretation of the provisions of this Agreement, its Final Protocol

and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in Article 32 of the Constitution;

(ii) drafting amendments to be made to the Acts specified in (i).

3. When a member country of the Union expresses outside Congress a desire to become a party to this Agreement, asking to be allowed to collect exceptional outward and inward rates on a higher scale than that authorized by Article 54, the International Bureau shall submit the request to all the member countries signatory to the Agreement; if within a period of six months, more than one-third of these member countries do not pronounce against the request it shall be considered to be admitted.

Article 59

Parcels addressed to or originating in countries not participating in the Agreement

1. The administrations of countries participating in this Agreement which maintain an exchange of parcels with the administrations of non-participating countries shall allow, in the absence of any opposition on the part of the latter, the administrations of all the participating countries to avail themselves of these services.

2. For transit by the land, sea and air services of the countries participating in the Agreement, parcels addressed to or originating in a non-participating country shall be treated in the same way as parcels exchanged between participating countries so far as the amount of the land and sea rates and the air conveyance dues are concerned. The same shall apply in the case of liability each time it is established that the damage occurred in the service of one of the participating countries and when the indemnity has to be paid in a participating country either to the sender or to the addressee, where Article 39, § 6 is applied.

PART VI

FINAL PROVISIONS

Article 60

Entry into force and duration of the Agreement

This Agreement shall come into force on 1 July 1971 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the Plenipotentiaries of the Governments of contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited in

the Archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Tokyo, 14 November 1969.

Signatures

(The same as at pages 42 to 60)

(For ratifications, etc. see page 264)

FINAL PROTOCOL TO THE POSTAL PARCELS AGREEMENT

At the moment of proceeding to signature of the Postal Parcels Agreement concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following:

Article I

Transit

Notwithstanding Article 1 of the Convention, the right not to undertake the conveyance of parcels in transit across their territory shall for the time being be granted to Afghanistan and the Portuguese Provinces in Africa.

Article II

Exceptional land rates

For the time being the administrations listed in tables 1 and 2 below shall be authorized to collect:

- (a) the outward and inward rates indicated in table 1, in place of the exceptional outward and inward rates authorized in Article 54;
- (b) the transit land rates indicated in table 2, in addition to the transit rates mentioned in Article 47, § 1.

1. Outward and inward rates

No.	Authorized administrations	Amount per parcel	Observations
1	2	3	4
1	Afghanistan	fr 1.50 [1]	[1] The rate may be increased to 3.50 francs for parcels over 5 and up to 10 kg.
2	Albania (People's Republic)	1.0	
3	Argentine (Republic)	1.50	

1. Outward and inward rates (continued)

No.	Authorized administrations	Amount per parcel	Observations																														
1	2	3	4																														
4	Australia	fr [2]	[2] The rate may amount to the following: <table style="margin-left: 20px;"> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 0.60</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>1.60</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>2.45</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>4.05</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 0.60	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.60	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.45	Parcels over 5 and up to 10 kg	4.05																						
Parcels up to 1 kg	fr 0.60																																
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.60																																
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.45																																
Parcels over 5 and up to 10 kg	4.05																																
5	Barbados	[3]	[3] The rate may amount to the following: <table style="margin-left: 20px;"> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 2.10</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>2.35</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>3.15</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>2.25</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 2.10	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.35	Parcels over 3 and up to 5 kg	3.15	Parcels over 5 and up to 10 kg	2.25																						
Parcels up to 1 kg	fr 2.10																																
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.35																																
Parcels over 3 and up to 5 kg	3.15																																
Parcels over 5 and up to 10 kg	2.25																																
6	Byelorussia (Soviet Socialist Republic of)	[4]	[4] Outward and inward rates for parcels addressed to: <table style="margin-left: 20px;"> <tr> <td></td> <td>USSR</td> <td>USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td>in</td> <td>in</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Europe</td> <td>Asia</td> </tr> <tr> <td></td> <td>fr</td> <td>fr</td> </tr> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>0.60</td><td>2.20</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>1.10</td><td>3.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>1.60</td><td>4.80</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>3.20</td><td>9.60</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>4.80</td><td>14.40</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>6.40</td><td>19.20</td></tr> </table> Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.		USSR	USSR		in	in		Europe	Asia		fr	fr	Parcels up to 1 kg	0.60	2.20	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.10	3.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	1.60	4.80	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.20	9.60	Parcels over 10 and up to 15 kg	4.80	14.40	Parcels over 15 and up to 20 kg	6.40	19.20
	USSR	USSR																															
	in	in																															
	Europe	Asia																															
	fr	fr																															
Parcels up to 1 kg	0.60	2.20																															
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.10	3.50																															
Parcels over 3 and up to 5 kg	1.60	4.80																															
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.20	9.60																															
Parcels over 10 and up to 15 kg	4.80	14.40																															
Parcels over 15 and up to 20 kg	6.40	19.20																															
7	Burma	0.75																															
8	Bolivia	[5]	[5] For parcels originating in or addressed to places other than Cochabamba, La Paz, Oruro, Potosi, Sucre and Tarija the rate may amount to the following: <table style="margin-left: 20px;"> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 5 kg</td><td>7.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>14.00</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 3.00	Parcels over 1 and up to 5 kg	7.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	14.00																								
Parcels up to 1 kg	fr 3.00																																
Parcels over 1 and up to 5 kg	7.00																																
Parcels over 5 and up to 10 kg	14.00																																
9	Botswana (Republic of)	[6]	[6] The rate may amount to the following: <table style="margin-left: 20px;"> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 1.80</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>2.70</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>3.10</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 1.80	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.70	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.10																						
Parcels up to 1 kg	fr 1.80																																
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00																																
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.70																																
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.10																																
10	Brazil	3.00 [7]	[7] The rate may be increased to 4.00 francs for parcels addressed to certain remote offices.																														
11	Bulgaria (People's Republic)	0.50																															
12	Cameroon (Federal Republic)	[8]	[8] The rate may amount to the following: <table style="margin-left: 20px;"> <tr><td>Parcels up to 3 kg</td><td>fr 1.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>2.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>2.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>5.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>6.50</td></tr> </table>	Parcels up to 3 kg	fr 1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50	Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00	Parcels over 15 and up to 20 kg	6.50																				
Parcels up to 3 kg	fr 1.50																																
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00																																
Parcels over 5 and up to 10 kg	2.50																																
Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00																																
Parcels over 15 and up to 20 kg	6.50																																
13	Central African Republic	[9]	[9] The rate may amount to the following: <table style="margin-left: 20px;"> <tr><td>Parcels up to 3 kg</td><td>fr 1.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td><td>3.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td><td>4.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td><td>6.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td><td>9.00</td></tr> </table>	Parcels up to 3 kg	fr 1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	3.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	4.00	Parcels over 10 and up to 15 kg	6.50	Parcels over 15 and up to 20 kg	9.00																				
Parcels up to 3 kg	fr 1.50																																
Parcels over 3 and up to 5 kg	3.00																																
Parcels over 5 and up to 10 kg	4.00																																
Parcels over 10 and up to 15 kg	6.50																																
Parcels over 15 and up to 20 kg	9.00																																
14	Ceylon	[10]	[10] The rate may amount to the following: <table style="margin-left: 20px;"> <tr><td>Parcels up to 1 kg</td><td>fr 0.50</td></tr> <tr><td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td><td>1.00</td></tr> <tr><td>Parcels over 3 and up to 10 kg</td><td>1.50</td></tr> </table>	Parcels up to 1 kg	fr 0.50	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.00	Parcels over 3 and up to 10 kg	1.50																								
Parcels up to 1 kg	fr 0.50																																
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.00																																
Parcels over 3 and up to 10 kg	1.50																																
15	Chile	0.75																															

1. Outward and inward rates (continued)

No. 1	Authorized administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
		fr	
16	Cyprus	[11]	[11] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 2.10 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.35 Parcels over 3 and up to 5 kg 3.15 Parcels over 5 and up to 10 kg 2.25
17	Colombia	[12]	[12] The rate may amount to the following: Parcels up to 3 kg 3.00 Parcels over 3 and up to 5 kg 5.00 Parcels over 5 and up to 10 kg 10.00 Parcels over 10 and up to 20 kg 11.00
18	Congo (Brazzaville)	[13]	[13] For the conveyance of parcels beyond the office of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariff applicable to postal parcels in the internal service.
19	Congo (Democratic Republic)	[14]	[14] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.30 Parcels over 1 and up to 3 kg 0.90 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.50 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.00 Parcels over 10 and up to 15 kg 4.50 Parcels over 15 and up to 20 kg 6.00
20	Costa Rica (Republic of)	[15]	[15] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.75 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.00 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.50 Parcels over 5 and up to 10 kg 2.50 Parcels over 10 and up to 15 kg 3.50 Parcels over 15 and up to 20 kg 4.50
21	Ivory Coast (Republic)	[16]	[16] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.50 Parcels over 1 and up to 3 kg 0.75 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.00 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.25 Parcels over 10 and up to 15 kg 1.50 Parcels over 15 and up to 20 kg 2.00
22	Dahomey (Republic)	[17]	[17] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.50 Parcels over 1 and up to 5 kg 2.00 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.00 Parcels over 10 and up to 15 kg 4.00 Parcels over 15 and up to 20 kg 5.00
23	Dominica (Republic)	1.25	
24	El Salvador (Republic)	2.00	
25	Ecuador	1.25	
26	Spain	0.75	
27	Ethiopia	[18]	[18] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.90 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.25 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.65 Parcels over 5 and up to 10 kg 2.50 Parcels over 10 and up to 15 kg 3.70 Parcels over 15 and up to 20 kg 4.90
28	Finland	0.75	
29	France	1.50	

1. Outward and inward rates (continued)

No. 1	Authorized administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
30	Territories represented by the French Overseas Office for Posts and Telecommunications	fr 1.50	
31	Gabon (Republic)	[19]	[19] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.95 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.10 Parcels over 3 and up to 5 kg 3.60 Parcels over 5 and up to 10 kg 4.00 Parcels over 10 and up to 15 kg 5.50 Parcels over 15 and up to 20 kg 8.00
32	Ghana	[20]	[20] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.75 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.15 Parcels over 5 and up to 10 kg 2.45
33	Great Britain and British Overseas Territories	[21]	[21] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 2.10 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.35 Parcels over 3 and up to 5 kg 3.15 Parcels over 5 and up to 10 kg 2.25
34	Greece	0.75	
35	Guatemala	0.75	
36	Guyana	[22]	[22] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.80 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.00 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.70 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.10
37	Haiti (Republic)	0.50	
38	Upper Volta (Republic)	[23]	[23] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.90 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.30 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.15 Parcels over 5 and up to 10 kg 5.20 Parcels over 10 and up to 15 kg 8.50 Parcels over 15 and up to 20 kg 10.50
39	India	2.00	
40	Indonesia (Republic)	0.50	
41	Iraq	[24]	[24] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.75 Parcels over 1 and up to 5 kg 1.25 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.60
42	Iceland	[25]	[25] The rate may amount to the following: Parcels up to 3 kg 0.50 Parcels over 3 and up to 5 kg 0.75 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.00
43	Israel	[26]	[26] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.90 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.20 Parcels over 3 and up to 10 kg 2.00

1. Outward and inward rates (continued)

No. 1	Authorized administrations 2	Amount per parcel 3	Observations. 4
44	Jamaica	fr. [27]	[27] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.10
45	Japan	1.50	
46	Kenya	[28]	[28] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.10
47	Malaysia	[29]	[29] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.80 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.30 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.80 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.80
48	Malawi	[30]	[30] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.80 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.00 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.70 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.10
49	Malagasy (Republic)	[31]	[31] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 0.80 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.20 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.00 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.00 Parcels over 10 and up to 15 kg 4.00 Parcels over 15 and up to 20 kg 5.00
50	Mali (Republic)	[32]	[32] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.00 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.40 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.30 Parcels over 5 and up to 10 kg 5.20 Parcels over 10 and up to 15 kg 8.50 Parcels over 15 and up to 20 kg 11.00
51	Malta	[33]	[33] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.80 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.00 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.70 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.10
52	Mauritius	[34]	[34] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 2.10 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.35 Parcels over 3 and up to 5 kg 3.15 Parcels over 5 and up to 10 kg 2.25
53	Mauritania (Islamic Republic of)	[35]	[35] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.00 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.00 Parcels over 5 and up to 10 kg 4.00 Parcels over 10 and up to 15 kg 7.00 Parcels over 15 and up to 20 kg 10.00
54	Nicaragua	0.75	
55	Niger (Republic)	[36]	[36] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.00 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.40 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.30 Parcels over 5 and up to 10 kg 5.20 Parcels over 10 and up to 15 kg 8.50 Parcels over 15 and up to 20 kg 11.00

1. Outward and inward rates (continued)

No. 1	Authorized administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
		fr.	
56	Nigeria (Federal Republic)	[37]	[37] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.10
57	Norway	1.50	
58	New Zealand	[38]	[38] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg fr 0.70 Parcels over 1 and up to 3 kg 0.80 Parcels over 3 and up to 5 kg 0.90 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.00
59	Uganda	[39]	[39] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg fr 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.10
60	Pakistan	[40]	[40] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg fr 0.50 Parcels over 1 and up to 5 kg 1.50 Parcels over 5 and up to 10 kg 2.25
61	Panama (Republic)	0.75	
62	Peru	2.50	
63	Portuguese Provinces of Angola and Mozambique	[41]	[41] For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange a rate not exceeding the tariff applicable to parcels in the internal service shall be permitted.
64	Qatar	[42]	[42] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg fr 1.80 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.00 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.70 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.10
65	Senegal (Republic)	[43]	[43] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg fr 0.50 Parcels over 1 and up to 3 kg 0.75 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.00 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.50 Parcels over 10 and up to 15 kg 2.00 Parcels over 15 and up to 20 kg 2.50
66	Sierra Leone	[44]	[44] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg fr 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg 1.10
67	Singapore	[45]	[45] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg fr 1.80 Parcels over 1 and up to 3 kg 2.30 Parcels over 3 and up to 5 kg 2.80 Parcels over 5 and up to 10 kg 3.80
68	Sudan (Democratic Republic)	[46]	[46] The rate may amount to the following: Parcels up to 1 kg fr 0.50 Parcels over 1 and up to 3 kg 0.85 Parcels over 3 and up to 5 kg 1.20 Parcels over 5 and up to 10 kg 2.40
69	Sweden	2.0	
70	Swaziland (Kingdom)		

1. Outward and inward rates (continued)

No.	Authorized administrations	Amount per parcel	Observations																																	
1	2	3	4																																	
71	Tanzania (United Republic)	fr. [47]	[47] The rate may amount to the following: <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 80%;"></td> <td style="text-align: right;">fr</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td style="text-align: right;">1.25</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td style="text-align: right;">1.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td style="text-align: right;">1.75</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td style="text-align: right;">1.10</td> </tr> </table>		fr	Parcels up to 1 kg	1.25	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	1.75	Parcels over 5 and up to 10 kg	1.10																							
	fr																																			
Parcels up to 1 kg	1.25																																			
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50																																			
Parcels over 3 and up to 5 kg	1.75																																			
Parcels over 5 and up to 10 kg	1.10																																			
72	Chad (Republic)	[48]	[48] A uniform land rate shall be fixed for the whole of the Chad territory as follows: <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 80%;"></td> <td style="text-align: right;">fr</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 3 kg</td> <td style="text-align: right;">1.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td style="text-align: right;">2.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td style="text-align: right;">4.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td> <td style="text-align: right;">7.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td> <td style="text-align: right;">10.00</td> </tr> </table>		fr	Parcels up to 3 kg	1.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00	Parcels over 5 and up to 10 kg	4.00	Parcels over 10 and up to 15 kg	7.00	Parcels over 15 and up to 20 kg	10.00																					
	fr																																			
Parcels up to 3 kg	1.00																																			
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.00																																			
Parcels over 5 and up to 10 kg	4.00																																			
Parcels over 10 and up to 15 kg	7.00																																			
Parcels over 15 and up to 20 kg	10.00																																			
73	Thailand	0.75																																		
74	Togo (Republic)	[49]	[49] The rate may amount to the following: <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 80%;"></td> <td style="text-align: right;">fr</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 3 kg</td> <td style="text-align: right;">1.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td style="text-align: right;">2.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td style="text-align: right;">4.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td> <td style="text-align: right;">5.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td> <td style="text-align: right;">6.00</td> </tr> </table>		fr	Parcels up to 3 kg	1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.50	Parcels over 5 and up to 10 kg	4.00	Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00	Parcels over 15 and up to 20 kg	6.00																					
	fr																																			
Parcels up to 3 kg	1.50																																			
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.50																																			
Parcels over 5 and up to 10 kg	4.00																																			
Parcels over 10 and up to 15 kg	5.00																																			
Parcels over 15 and up to 20 kg	6.00																																			
75	Trinidad and Tobago	[50]	[50] The rate may amount to the following: <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 80%;"></td> <td style="text-align: right;">fr</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td style="text-align: right;">1.25</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td style="text-align: right;">1.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td style="text-align: right;">1.75</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td style="text-align: right;">1.10</td> </tr> </table>		fr	Parcels up to 1 kg	1.25	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	1.75	Parcels over 5 and up to 10 kg	1.10																							
	fr																																			
Parcels up to 1 kg	1.25																																			
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.50																																			
Parcels over 3 and up to 5 kg	1.75																																			
Parcels over 5 and up to 10 kg	1.10																																			
76	Soviet Socialist Republic of Ukraine	[51]	[51] Outward and inward rates for parcels addressed to: <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 60%;"></td> <td style="text-align: center;">USSR</td> <td style="text-align: right;">USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">in</td> <td style="text-align: right;">in</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">Europe</td> <td style="text-align: right;">Asia</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">fr</td> <td style="text-align: right;">fr</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td style="text-align: right;">0.60</td> <td style="text-align: right;">2.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td style="text-align: right;">1.10</td> <td style="text-align: right;">3.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td style="text-align: right;">1.60</td> <td style="text-align: right;">4.80</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td style="text-align: right;">3.20</td> <td style="text-align: right;">9.60</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td> <td style="text-align: right;">4.80</td> <td style="text-align: right;">14.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td> <td style="text-align: right;">6.40</td> <td style="text-align: right;">19.20</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.</td> </tr> </table>		USSR	USSR		in	in		Europe	Asia		fr	fr	Parcels up to 1 kg	0.60	2.20	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.10	3.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	1.60	4.80	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.20	9.60	Parcels over 10 and up to 15 kg	4.80	14.40	Parcels over 15 and up to 20 kg	6.40	19.20	Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.		
	USSR	USSR																																		
	in	in																																		
	Europe	Asia																																		
	fr	fr																																		
Parcels up to 1 kg	0.60	2.20																																		
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.10	3.50																																		
Parcels over 3 and up to 5 kg	1.60	4.80																																		
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.20	9.60																																		
Parcels over 10 and up to 15 kg	4.80	14.40																																		
Parcels over 15 and up to 20 kg	6.40	19.20																																		
Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.																																				
77	Union of Soviet Socialist Republics	[52]	[52] Outward and inward rates for parcels addressed to: <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 60%;"></td> <td style="text-align: center;">USSR</td> <td style="text-align: right;">USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">in</td> <td style="text-align: right;">in</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">Europe</td> <td style="text-align: right;">Asia</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">fr</td> <td style="text-align: right;">fr</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td style="text-align: right;">0.60</td> <td style="text-align: right;">2.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td style="text-align: right;">1.10</td> <td style="text-align: right;">3.50</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td style="text-align: right;">1.60</td> <td style="text-align: right;">4.80</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td style="text-align: right;">3.20</td> <td style="text-align: right;">9.60</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg</td> <td style="text-align: right;">4.80</td> <td style="text-align: right;">14.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg</td> <td style="text-align: right;">6.40</td> <td style="text-align: right;">19.20</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.</td> </tr> </table>		USSR	USSR		in	in		Europe	Asia		fr	fr	Parcels up to 1 kg	0.60	2.20	Parcels over 1 and up to 3 kg	1.10	3.50	Parcels over 3 and up to 5 kg	1.60	4.80	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.20	9.60	Parcels over 10 and up to 15 kg	4.80	14.40	Parcels over 15 and up to 20 kg	6.40	19.20	Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.		
	USSR	USSR																																		
	in	in																																		
	Europe	Asia																																		
	fr	fr																																		
Parcels up to 1 kg	0.60	2.20																																		
Parcels over 1 and up to 3 kg	1.10	3.50																																		
Parcels over 3 and up to 5 kg	1.60	4.80																																		
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.20	9.60																																		
Parcels over 10 and up to 15 kg	4.80	14.40																																		
Parcels over 15 and up to 20 kg	6.40	19.20																																		
Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.																																				
78	Uruguay (Eastern Republic)	0.75																																		
79	Venezuela (Republic)	1.80																																		
80	Southern Yemen (People's Republic)	[53]	[53] The rate may amount to the following: <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 80%;"></td> <td style="text-align: right;">fr</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td style="text-align: right;">1.80</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td style="text-align: right;">2.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td style="text-align: right;">2.70</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td style="text-align: right;">3.10</td> </tr> </table>		fr	Parcels up to 1 kg	1.80	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.70	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.10																							
	fr																																			
Parcels up to 1 kg	1.80																																			
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00																																			
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.70																																			
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.10																																			
81	Zambia (Republic)	[54]	[54] The rate may amount to the following: <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 80%;"></td> <td style="text-align: right;">fr</td> </tr> <tr> <td>Parcels up to 1 kg</td> <td style="text-align: right;">1.80</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg</td> <td style="text-align: right;">2.00</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg</td> <td style="text-align: right;">2.70</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg</td> <td style="text-align: right;">3.10</td> </tr> </table>		fr	Parcels up to 1 kg	1.80	Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00	Parcels over 3 and up to 5 kg	2.70	Parcels over 5 and up to 10 kg	3.10																							
	fr																																			
Parcels up to 1 kg	1.80																																			
Parcels over 1 and up to 3 kg	2.00																																			
Parcels over 3 and up to 5 kg	2.70																																			
Parcels over 5 and up to 10 kg	3.10																																			

2. Transit land rates

No.	Authorized administrations	Amount of the land rate for parcels of the following weight steps					
		Up to 1 kg	Over 1 and up to 3 kg	Over 3 and up to 5 kg	Over 5 and up to 10 kg	Over 10 and up to 15 kg	Over 15 and up to 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr	fr	fr	fr	fr	fr
1	Argentina (Republic) ¹	3.60	3.60	3.60	3.60		
2	Australia ²	0.85	1.45	2.00	3.55		
3	Barbados ²	1.70	1.80	1.75	1.60		
4	Burma	0.70	0.60	0.60	0.90		
5	Bolivia	1.00	1.20	1.40	2.00	3.00	4.00
6	Botswana (Republic) ²	1.00	1.10	1.20	1.40	1.40	1.40
7	Brazil	1.00	2.00	3.00	5.00	10.00	12.00
8	Central African Republic	0.60	1.50	2.00	4.00	6.00	8.00
9	Ceylon	0.85	1.25	1.90	2.70		
10	Chile	1.25	1.25	1.25	1.25		
11	Cyprus	1.70	1.80	1.75	1.60		
12	Congo (Brazzaville)	0.60	1.50	2.00	4.00	6.00	8.00
13	Congo (Democratic Republic)	0.30	0.90	1.50	3.00	4.50	6.00
14	Ivory Coast (Republic)	0.60	1.00	1.50	3.00	5.00	7.00
15	Dahomey (Republic)	0.60	1.00	1.50	3.00	4.50	6.00
16	El Salvador (Republic)	1.00	1.20	1.40	2.00	3.00	4.00
17	Ecuador	0.70	0.50	0.50			
18	Great Britain and British Territories Overseas ²	1.70	1.80	1.75	1.60		
19	Guyana ²	1.00	1.10	1.20	1.40		
20	India	1.00	1.00	1.00	1.60	1.60	1.60
21	Iran	1.00	1.10	1.20	1.40	1.80	2.40
22	Iraq	0.70	0.60	0.50	1.40	3.00	4.00
23	Jamaica	1.00	1.10	1.20	1.40		
24	Kenya ²	1.75	2.20	2.65	2.80		
25	Malaysia	1.00	1.10	1.20	2.00		
26	Malawi ²	1.00	1.10	1.20	1.40		
27	Malta ²	1.00	1.10	1.20	1.40		
28	Mauritius	1.70	1.80	1.75	1.60		
29	Nigeria (Federal Republic)	1.00	1.10	1.20	1.40		
30	Uganda ²	1.75	2.20	2.65	2.80		
31	Pakistan	1.00	1.50	2.00	2.50		
32	Peru	1.00	1.20	1.40	2.00	3.00	4.00
33	Qatar	1.00	1.10	1.20	1.40		
34	United Arab Republic	0.50	0.50	0.50	1.00	1.00	1.00
35	Sierra Leone	1.00	1.10	1.20	1.40		
36	Singapore	1.00	1.10	1.20	2.00		
37	Sudan (Democratic Republic)	0.90	1.40	1.90	3.80		
38	Swaziland (Kingdom)						
39	Tanzania (United Republic) ²	1.75	2.20	2.65	2.80		
40	Trinidad and Tobago	1.00	1.10	1.20	1.40		
41	Venezuela (Republic)	0.70	0.60	0.50	1.00	1.50	2.00
42	Southern Yemen (People's Republic) ²	1.00	1.10	1.20	1.40		
43	Zambia (Republic) ²	1.00	1.10	1.50	2.00		

Observations:
¹ Only for parcels transported by Trans-Andean railway.
² The amounts shown in the table are to be considered as maximums.

Article III

Weighted average distance for conveyance of parcels in transit

Article 47, § 2, last sentence shall not apply to the following countries unless they so request: Soviet Socialist Republic of Byelorussia, People's Republic of Bulgaria, Republic of Cuba, Czechoslovak Socialist Republic, Hungarian People's Republic, People's Republic of Mongolia, People's Republic of Poland, Socialist Republic of Romania, Soviet Socialist Republic of Ukraine and Union of Soviet Socialist Republics.

Article IV

Sea rates

The Commonwealth of Australia, Barbados, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible, Guyana, Jamaica, Kenya, Malaysia, Malta, Mauritius, the Federal Republic of Nigeria, Uganda, Qatar, Sierra Leone, Singapore, the United Republic of Tanzania, Trinidad and Tobago, People's Republic of Southern Yemen and Republic of Zambia shall be authorized to increase by 50% at the most the sea rates provided for in Articles 49 and 50.

Article V

Supplementary rates

1. Every parcel sent by surface or air, originating in or addressed to Corsica and the French Overseas Departments (French Guiana, Guadeloupe, Martinique, Reunion), shall be subject to an outward and inward land rate not exceeding the corresponding rate for France. When such a parcel transits metropolitan France, it shall be further subject:

- (a) "surface" parcels
 - (i) to the French transit land rate;
 - (ii) to the French sea rate corresponding to the distance step between metropolitan France and each of the Departments in question;
- (b) air parcels
 - to air conveyance dues corresponding to the air-mail distance between metropolitan France and each of the Departments in question.

2. The following supplementary conveyance rates shall be authorized for each parcel:

on the one hand:	Between and, on the other hand:	Authorized supplementary rates
1	2	3
Metropolitan Spain	(a) the Balearic Islands, the Spanish Territories in North Africa (b) the Canary Islands	equal to the sea rate fixed for the 1st distance step equal to the sea rate fixed for the 2nd distance step

3. The Portuguese administration may collect a supplementary rate of 1.50 francs per parcel at most, for conveyance between metropolitan Portugal and the islands of Madeira and the Azores.

4. Every parcel conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services shall give rise to the collection of a special supplementary rate fixed as follows:

Weight steps	Supplementary rates	Weight steps	Supplementary rates
1	2	1	2
kg	fr	kg	fr
Up to 1	0.50	Over 5 and up to 10	5.00
Over 1 and up to 3	1.50	Over 10 and up to 15	7.50
Over 3 and up to 5	2.50	Over 15 and up to 20	10.00

5. The conveyance of parcels between West Pakistan and East Pakistan shall give rise to the collection of a special supplementary rate fixed as follows:

Weight steps	Supplementary rates	Weight steps	Supplementary rates
1	2	1	2
kg	fr	kg	fr
Up to 1	0.50	Over 3 and up to 5	0.80
Over 1 and up to 3	0.65	Over 5 and up to 10	1.45

These special supplementary rates shall be collected only on parcels originating in foreign countries and passing through an office of exchange in West Pakistan en route to East Pakistan or vice-versa.

6. The postal administrations of the United Arab Republic and the Democratic Republic of the Sudan shall be authorized to collect a supplementary rate of 20 centimes over and above the transit land rates laid down in Article 47, § 1, of the Agreement for each parcel in transit via Lake Nasser between El Shallal (UAR) and Wadi Halfa (Sudan).

Article VI

Special tariffs

1. Exceptionally, the administrations of Pakistan and the Republic of Venezuela shall be authorized to collect on all parcels over 1 and up to 3 kg the charge applicable to parcels over 3 and up to 5 kg.

2. The French and Belgian administrations may invariably treat air parcels as urgent parcels and collect in respect of these parcels double the land rates and increases laid down, for Belgium, in Articles 46 to 48 and 54 of the Agreement and, for France, in Articles 46 to 48 of the Agreement and in Article II, table 1, No. 29 of this Final Protocol.

Article VII

Supplementary charges

Signatory countries whose administrations collect, in the internal service, supplementary charges which are higher than those fixed in the Agreement, may, when they retain the whole amount of these charges, apply the internal service rates in the international services.

Article VIII

Insured parcels

Notwithstanding Article 11 certain administrations shall be authorized, in accordance with the following table, to collect in respect of each insured parcel, the supplementary insurance fees below:

Authorized administrations	Fees authorized for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	Insured parcels to which they apply these charges
1	2	3
	c	
(a) Argentine (Republic)	10	Parcels originating in or addressed to the following offices: La Costa del Sur, Tierra del Fuego, Antarctica and Islands in the South Atlantic.
(b) Congo (Democratic Republic)	10	Parcels originating in or addressed to the Democratic Republic of the Congo or transiting the Democratic Republic of the Congo.
(c) France	15	Parcels conveyed by surface between metropolitan France and Corsica, French Guiana, Guadeloupe, Martinique and Reunion.
(d) Iraq	10	Parcels conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services.
(e) Kenya	10	Parcels originating in or addressed to Kenya or transiting Kenya.
(f) Uganda	10	Parcels originating in or addressed to Uganda or transiting Uganda.
(g) Sudan (Democratic Republic)	5	Parcels originating in or addressed to the Democratic Republic of the Congo and transiting the Sudan.
(h) Tanzania (United Republic)	10	Parcels originating in or addressed to the United Republic of Tanzania or transiting the United Republic of Tanzania.

Article IX

Exceptions to the principle of liability

Notwithstanding Article 39 the Democratic Republic of the Congo, Iraq, and the Democratic Republic of the Sudan shall be authorized to pay no indemnity for damage to parcels coming from any country addressed to the Democratic Republic of the Congo, Iraq, or the Democratic Republic of the Sudan and containing liquids and substances which easily liquefy, glass articles and those of a similar fragile nature.

Article X

Compensation

Notwithstanding Article 39 the Commonwealth of Australia, Barbados, the Republic of Botswana, those of the Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible whose internal regulations do not permit them to comply, Guyana, Kenya, Malawi, Malta, Mauritius, Nauru, the Federal Republic of Nigeria, Uganda, Qatar, Socialist Republic of Romania, Sierra Leone, the Kingdom of Swaziland, the United Republic of Tanzania, Trinidad and Tobago, the People's Republic of Southern Yemen and the Republic of Zambia shall have the right not to pay compensation for uninsured parcels lost, stolen or damaged in their service.

In witness whereof, the Plenipotentiaries below have drawn up this Protocol which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Tokyo, 14 November, 1969.

Signatures

(The same as at pages 42 to 60)

DETAILED REGULATIONS OF THE POSTAL PARCELS AGREEMENT

CONTENTS

CHAPTER I

PRELIMINARY PROVISIONS

Art.

- 101. Information to be supplied by administrations
- 102. Routeing and rates

CHAPTER II

TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF ORIGIN

SECTION I

GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING

- 103. Addresses of the sender and the addressee
- 104. General packing conditions
- 105. Special packing. Marking of parcels containing films, celluloid and live animals
- 106. Formalities to be complied with by the sender
- 107. Formalities to be complied with by the office of origin

SECTION II

SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

- 108. Insured parcels
- 109. Fraudulent insurance
- 110. Other categories of parcels

SECTION III

FORMALITIES REQUESTED AFTER POSTING

- 111. Delivery free of charges and fees requested after posting
- 112. Request for advice of delivery made after posting
- 113. Withdrawal from the post. Alteration of address

CHAPTER III**TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICES OF EXCHANGE****SECTION I****ROUTEING**

Art.

- 114. General principle of the exchange of parcels
- 115. Routeing and customs clearance of air parcels
- 116. Transshipment of air parcels
- 117. Routeing and customs clearance of urgent parcels
- 118. Customs clearance of express parcels

SECTION II**MAKE-UP AND DISPATCH OF MAILS**

- 119. Different methods of transmission
- 120. Parcel bills
- 121. Simplified parcel bills
- 122. Transmission in closed mails
- 123. Transfer of mails
- 124. Treatment of parcels with advice of embarkation

SECTION III**CHECK OF MAILS AND PARCELS
RETURN OF EMPTY RECEPTACLES**

- 125. Check of mails by offices of exchange
- 126. Discrepancies of weight or size of parcels
- 127. Notification of irregularities for which administrations may be liable
- 128. Receipt by the office of exchange of a damaged or insufficiently packed parcel
- 129. Check of mails of parcels forwarded in bulk
- 130. Reforwarding of a parcel arriving out of course
- 131. Return of empty receptacles

CHAPTER IV**TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF DESTINATION****SECTION I****DELIVERY OF PARCELS**

- 132. Reservations on delivery of rifled or damaged parcels
- 133. Treatment of franking notes after delivery of the parcel for delivery free of charges and fees

Art.

134. Treatment of advices of delivery after delivery of parcels with advices of delivery

SECTION II

TREATMENT OF UNDELIVERED PARCELS

135. *Advice of non-delivery*
136. *Non-delivery. New instructions by the person concerned*
137. *Return of parcels to origin*
138. *Redirection of a parcel in consequence of the change of address of the addressee*
139. *Express parcel to be redirected*
140. *Treatment of requests for withdrawal from the post or for change of address*
141. *Sale. Destruction*

CHAPTER V

INQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

142. *Treatment of inquiries and requests for information*
143. *Inquiries concerning an advice of delivery or an advice of embarkation not received*

CHAPTER VI

ACCOUNTING

SECTION I

ALLOCATION OF RATES AND DUES

144. *Rates and dues credited to other administrations by the administration of origin*
145. *Allocation and recovery of rates, charges and fees, in the case of return to origin or redirection*
146. *Special cases of recovery of dues*
147. *Determination of average payments per parcel per kilogramme*

SECTION II

PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS

148. *Preparation of accounts*
149. *Account for air parcel mails*
150. *Settlement of accounts*

CHAPTER VII**MISCELLANEOUS PROVISIONS**

Art.

- 151. Forms for the use of the public
- 152. Period of retention of documents

CHAPTER VIII**FINAL PROVISIONS**

- 153. Entry into force and duration of the Regulations

ANNEXES

Forms: see "List of Forms"

DETAILED REGULATIONS OF THE POSTAL PARCELS AGREEMENT

Having regard to Article 22, § 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna, on 10 July 1964, the undersigned, on behalf of their respective postal administrations, have by common consent drawn up the following measures for ensuring the implementation of the Postal Parcels Agreement:

CHAPTER I**PRELIMINARY PROVISIONS****Article 101****Information to be supplied by administrations**

1. At least three months before implementing the Agreement, each administration shall notify the other administrations, through the intermediary of the International Bureau, of:

- (a) the provisions it has adopted regarding:
 - (i) the maximum weight;
 - (ii) the insured value;
 - (iii) the following special parcels: urgent, express, delivery free of charges, cash-on-delivery, fragile, cumbersome;
 - (iv) the acceptance or otherwise of collective dispatch notes, in accordance with Article 106, § 3;
 - (v) the size of parcels conveyed by its land and sea services;
 - (vi) the number of customs declarations required for parcels in transit and for those addressed to its own country as well as the languages in which those declarations may be completed;
 - (vii) the sender's instructions which it does not accept at the time of posting in accordance with Article 22, § 3, of the Agreement;
 - (viii) non-acceptance of requests for withdrawal from the post and alteration of address referred to in Article 37, § 2, of the Agreement;
 - (ix) the acceptance or otherwise of the advice of delivery for uninsured parcels in accordance with Article 27 of the Agreement;
 - (x) the maximum weight of bags that it accepts;
- (b) information regarding the air parcel service, in particular the size which it admits by arrangement with the air carriers, and, where applicable, the amount of payment collected, according to Article 52, §§ 4 and 5, of the Agreement, for transport to the interior of the country;
- (c) the list of live animals of which the conveyance by post is authorized by its own postal regulations;
- (d) whether it admits parcels for all localities or, if not, a list of the localities to which the service extends;
- (e) the charges and fees applicable in its service;
- (f) the necessary information concerning customs or other regulations, as well as the prohibitions or restrictions governing the entry and transit of parcels in the territory of its country;

(g) an extract, in English, Arabic, Chinese, Spanish, French or Russian, of provisions of its laws or regulations applicable to the conveyance of parcels.

2. Any amendment to the information mentioned in § 1 shall be notified without delay by the same means.

Article 102

Routeing and rates

1. By means of tables in the form of the annexed specimens CP 1 and CP 21, each administration shall set out on what conditions and at what rates it accepts parcels in transit for countries for which it is in a position to act as intermediary.

2. On the basis of the information contained in the CP 1 and CP 21 tables of intermediate administrations, each administration shall decide upon the routes to be used for forwarding its parcels and the charges to be collected from the senders.

3. Administrations shall send direct to each other, at least one month before their application, CP 1 and CP 21 tables as well as all subsequent amendments to these tables; they shall send copies of their CP 1 and CP 21 tables to the International Bureau.

4. The time-limit for notification laid down in § 3 shall not apply to the cases mentioned in Article 51 of the Agreement.

5. To determine the most favourable route for the dispatch of parcels, the outward office of exchange may send to the office of exchange of destination a trial note in the form of the specimen C 27 referred to in Article 153 of the Detailed Regulations of the Convention. This note shall be attached to the parcel bill; it shall be returned, duly completed, in the form of a letter, to the outward office of exchange by the first mail.

CHAPTER II

TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF ORIGIN

SECTION I

GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING

Article 103

Addresses of the sender and the addressee

1. To be admitted to the post, every parcel shall bear, in Roman letters, on the parcel itself or on a label firmly attached to it, the exact addresses of the addressee

and the sender; addresses in pencil shall not be allowed; nevertheless, parcels of which the address is written in indelible pencil on a surface previously dampened shall be accepted.

2. Only one person or a corporate body may be designated as addressee. However, addresses such as “Mr. A at . . . for Mr. Z at . . .” or “Bank A at . . . for Mr. Z at . . .” may be admitted, it being understood that only the person indicated under A shall be regarded by administrations as the addressee. In addition, the addresses of A and Z shall be in the same country.

3. The office of posting shall also advise the sender to put in the parcel a copy of his address and that of the addressee.

Article 104

General packing conditions

1. Every parcel shall be packed and closed in a manner befitting the weight and the nature of the contents as well as the mode and duration of conveyance; the packing and closing shall protect the contents against crushing or damage by repeated handling; they shall also be such that it is impossible to tamper with the contents without leaving clear traces thereof.

2. Every parcel shall be packed particularly securely if it has to be conveyed over long distances or transhipped or handled many times.

3. It shall be packed in such a way as not to endanger the health of officials and so as not to present any danger if it contains articles of a kind likely to injure officials called upon to handle it or to soil or damage other parcels or postal equipment.

4. It shall have, on the packing or the wrapping, sufficient space for service instructions and for affixing stamps and labels.

5. The following shall be accepted without packing:

- (a) articles which can be fitted together or put and kept together by a strong cord with lead or other seals, so as to form one single parcel which cannot come apart;
- (b) parcels in one piece, such as pieces of wood, metal, etc., which it is not the custom of the trade to pack.

Article 105

Special packing. Marking of parcels containing films, celluloid and live animals

1. Every parcel which contains one or other of the following substances shall be made up as indicated below:

- (a) precious metals: the packing shall consist either of a stout metal box, a case made of wood of a minimum thickness of 1 cm for parcels up to

10 kg and 1½ cm for parcels over 10 kg, or a seamless double bag; however, when cases made of plywood are used, their thickness may be limited to 5 mm on condition that the edges of the cases are reinforced by metal angle strips;

- (b) articles of glass or other fragile objects: the packing shall consist of a box of metal, wood or strong cardboard, filled with paper, wood shavings or other protective material of a similar nature to prevent any friction or knocks during transport either between the objects themselves or between the objects and the sides of the box;
- (c) liquids and substances which easily liquefy: two containers shall be used (a bottle, flask, jar, box, etc.), on the one hand, and a box of metal, tough wood, wood pulp or strong corrugated cardboard on the other, between which is left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent and protective material;
- (d) dry colouring powders such as aniline blue: these products shall invariably be contained in stout metal boxes, placed in turn in boxes of wood or good quality corrugated cardboard, with sawdust or some other absorbent or protective material between the two containers;
- (e) dry non-colouring powders: these products shall be placed in boxes of metal, wood or cardboard, themselves enclosed in a canvas or plastic bag;
- (f) substances referred to in Article 19, (a), (v), 2nd sentence, of the Agreement: the packing shall consist of a case or keg securely packed inside and out and bear an indication appropriate to the nature of the contents;
- (g) flammable films, raw or manufactured celluloid: the wrapping shall be provided, on the address side, with a very conspicuous white label bearing in large block letters, the words "*Celluloid! A tenir loin du feu et de la lumière*". (Celluloid! Keep away from fire and light.)
- (h) live animals: the wrapping of the parcel as well as the dispatch note shall be provided with a label bearing in bold letters the words "*animaux vivants*" (live animals).

2. Parcels containing the substances referred to in § 1, (f) and (g), may only be accepted for posting if those substances are admitted by all the administrations called upon to participate in the conveyance of the parcel.

Article 106

Formalities to be complied with by the sender

1. Each parcel shall be accompanied by:

- (a) a dispatch note of strong white cardboard, in the form of the annexed specimen CP 2;
- (b) a customs declaration in the form of the annexed specimen C 2/CP 3. The customs declaration shall be made out in the required number of copies, these being securely attached to the dispatch note.

2. The addresses of the sender and addressee, and all other particulars to be furnished by the sender, shall be identical on the parcel and the dispatch note. In the event of a discrepancy, the particulars appearing on the parcel shall be regarded as valid.

3. Except in the case of insured parcels, parcels for delivery free of charges and cash-on-delivery parcels, the same dispatch note accompanied by the number of customs declarations required for a single parcel may suffice for three parcels at most, provided that they are posted simultaneously at the same office by the same sender, sent by the same route, subject to the same charge and addressed to the same person; each administration may, however, insist on a dispatch note and the prescribed number of customs declarations for each parcel.

4. The sender may attach to the CP 2 dispatch note, in addition to the customs declaration in the required number of copies according to the provisions of § 1, (b), any document (invoice, export licence, import licence, certificate of origin, etc.) necessary for customs treatment in the dispatching country and in the country of destination.

5. The contents of the parcel shall be shown in detail on the customs declaration; indications of a general kind shall not be admitted.

6. Although they assume no liability for the customs declaration, administrations shall do their utmost to inform senders of the correct way to complete these declarations.

7. The sender shall indicate how the parcel is to be dealt with in the event of non-delivery. For this purpose a cross shall be inserted in the column relating to one of these instructions on the back of the dispatch note, where the instructions given in Article 22, § 2, of the Agreement are shown; the cross may be hand-written, type-written or printed. Moreover, it shall be permissible for the sender to reproduce or have printed on the back of the dispatch note only one of the authorized instructions. The instructions indicated by the cross on the dispatch note shall be reproduced on the parcel itself; it may be completed in French or in a language known in the country of destination.

Article 107

Formalities to be complied with by the office of origin

1. The office of origin or the dispatching office of exchange shall be responsible for affixing or indicating:

- (a) on the parcel beside the address and on the dispatch note in the spaces provided, a label in the form of the annexed specimen CP 8 indicating clearly the serial number of the parcel and the name of the office of posting. If the administration of origin so permits, that part of the CP 8 label which is to be affixed to the dispatch note may be replaced by a preprinted indication having the same layout as the corresponding part of the label;
- (b) on the dispatch note only:
 - (i) an impression of the date stamp;
 - (ii) the weight, in kilogrammes and hundreds of grammes, each fraction of a hundred grammes being rounded up to the next hundred.

2. Administrations may agree to dispense with the formalities mentioned in § 1.

3. The same office of origin or the same dispatching office of exchange may not use two or more series of labels at the same time, unless the series are distinguished by a distinctive mark.

SECTION II

SPECIAL CONDITIONS OF ADMISSION AND POSTING FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

Article 108

Insured parcels

Every insured parcel shall be subject to the following special rules regarding make-up:

- (a) it shall be sealed by identical wax seals, by lead seals or by some other effective means, with a special uniform design or mark of the sender;
- (b) the wax or other seals, as well as the labels of any kind and the postage stamps, if any, affixed to these parcels shall be spaced out so that they cannot hide any damage to the packing; the labels and postage stamps shall not be folded over two sides of the packing so as to cover an edge; any labels on which the address appears shall not be gummed to the packing itself;
- (c) it shall be provided, like the dispatch note, with a red label in the form of the annexed specimen CP 7 and bearing in Roman letters the letter V, the name of the office of origin and the serial number of the parcel; the label shall be gummed on the parcel, on the same side as, and near to, the address; nevertheless, administrations may use at the same time the CP 8 label prescribed in Article 107, § 1, (a), and a small red label, bearing in bold letters the words "*Valeur déclarée*" (Insured);
- (d) the insured value shall be expressed in the currency of the country of origin and written by the sender, on the parcel and the dispatch note, in words with Roman lettering and in Arabic figures, without erasure or alteration, even if certified; the amount of the insured value shall not be indicated in pencil or indelible pencil;
- (e) the amount of the insured value shall be converted into gold francs by the sender or by the office of origin; the result of the conversion rounded up where appropriate to the nearest franc, shall be shown in figures at the side of or below those representing the value in the currency of the country of origin; the amount in gold francs shall be boldly underlined in coloured pencil; conversion shall not be carried out in direct services between countries which have a common currency;
- (f) the office of origin shall be responsible for indicating the weight in kilogrammes and tens of grammes both on the parcel beside the address and on the dispatch note (in the space provided), rounding up each fraction of ten grammes to the next ten;
- (g) no serial number shall be placed on the front of insured parcels by the intermediate administrations.

Article 109

Fraudulent insurance

When circumstances of any kind, particularly an inquiry, disclose a fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of the parcel, the administration of origin shall be advised as soon as possible; where appropriate, the documents relating to the inquiry shall be sent to that administration.

Article 110

Other categories of parcels

1. Air parcels. Every air parcel as well as the dispatch note relating to it shall bear at the time of dispatch a special blue label inscribed "*Par avion*" (By air mail), with, if desired, a translation in the language of the country of origin.

2. Urgent parcels. Every urgent parcel and its dispatch note shall be provided with a label bearing very conspicuously the word "Urgent".

3. Express parcels. Every express parcel and its dispatch note shall be provided with a light red label, bearing very conspicuously the printed indication "*Exprès*" (Express); this label shall be affixed whenever possible beside the name of the place of destination.

4. Parcels for delivery free of charges and fees.

(a) Every parcel for delivery free of charges and fees and its dispatch note shall be provided with:

(i) a very bold indication "*Franc de taxes et de droits*" [Free of charges and fees] (or any other equivalent expression in the language of the country of origin);

(ii) a yellow label bearing, also very boldly, the indication "*Franc de taxes et de droits*".

(b) It shall be accompanied by the prescribed customs declarations and by a franking note on yellow paper in the form of the annexed specimen C 3/CP 4. The sender of the parcel, and, as regards the postal service indications, the dispatching office, shall complete the text of the right-hand side of the front of Parts A and B. The entries of the sender may be made with the use of carbon paper. The text shall include the undertaking prescribed in Article 24, § 1, of the Agreement.

(c) The dispatch note, the customs declarations and the franking note shall be securely fastened together.

5. Fragile parcels.

(a) In the service between countries which admit fragile parcels and without prejudice to compliance with the general rules regarding make-up and packing, every fragile parcel shall be provided, either by the sender or by the office of origin, with a label featuring a picture of a glass printed in red on a white background. Every parcel, the fragile nature of whose contents

is indicated by any external sign whatever affixed by the sender, shall be provided by the office of origin with the same label, and the corresponding supplementary charge collected. If the sender does not wish the parcel to be treated as fragile, the office of origin shall cross out the marking made by the sender.

- (b) The relative dispatch note shall bear very conspicuously on the front the indication "*Colis fragile*" (Fragile parcel) either in manuscript or printed on a label.

6. Cumbersome parcels. Every cumbersome parcel and the front of its dispatch note shall bear a label showing in bold letters the word "*Encombrant*" (Cumbersome). This entry shall be supplemented, on the dispatch note only, by the words "*en vertu de l'article 20, § 4, de l'Arrangement*" (pursuant to Article 20, § 4, of the Agreement) in the case of parcels charged as cumbersome in accordance with Article 20, § 4, of the Agreement.

7. Service parcels. Every service parcel and its dispatch note shall bear, the former beside the address and the latter on the front of the form, the indication "*Service des postes*" (On Postal Service) or a similar indication: this indication may be followed by a translation in another language.

8. Prisoner-of-war and internee parcels. Every prisoner-of-war and internee parcel and its dispatch note shall bear, the former beside the address and the latter on the front of the form, one of the indications "*Service des prisonniers de guerre*" (Prisoners-of-war Service) or "*Service des internés*" (Civilian Internees Service); these indications may be followed by a translation in another language.

9. Parcels containing certain substances or live animals. The parcels as well as the dispatch notes shall bear the indications prescribed in Article 105, § 1, (f), (g) and (h).

10. Parcels for which an advice of delivery is requested.

- (a) Every parcel for which the sender requests an advice of delivery at the time of posting shall bear very conspicuously either the indication "*Avis de réception*" (Advice of delivery) or the stamp impression "A.R."; the same shall apply to the dispatch note. When the advice of delivery has to be returned by air the words "*Renvoi par avion*" (Return by air mail) shall be added.
- (b) The parcel shall be accompanied by a copy, duly filled up, of the C 5 form referred to in Article 131, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention. This form shall be prepared by the office of origin (or by any other office appointed by the administration of origin) and attached to the dispatch note.
- (c) The indication "*Renvoi par avion*" (Return by air mail) shall be entered by the office concerned on an advice of delivery which is to be returned by air. A blue label or impression "*Par avion*" (By air mail) shall also be affixed to this form.

11. Parcels for which an advice of embarkation is requested.

- (a) Every parcel for which the sender requests an advice of embarkation shall

be marked by means of an “*Avis d'embarquement*” (Advice of embarkation) label affixed to the parcel and to the dispatch note.

- (b) The parcel shall be accompanied by a form conforming to the annexed specimen CP 6 which shall show very clearly the port (or the country) from which the advice of embarkation is to be returned. Each form may only refer to one parcel, even when more than one parcel is covered by a single dispatch note.

SECTION III

FORMALITIES REQUESTED AFTER POSTING

Article 111

Delivery free of charges and fees requested after the posting of the parcel

1. If, after posting, the sender of a parcel requests delivery free of charges and fees, the office of origin shall inform the office of destination by an explanatory note. This latter, bearing a postage stamp representing the charge due, shall be forwarded as a registered item to the office of destination, accompanied by a franking note duly completed. In case of transmission by air the air surcharge shall also be prepaid by postage stamps affixed to the explanatory note. The office of destination shall affix to the parcel, near the address, and also to the dispatch note, the label prescribed in Article 110, § 4, (a), (11).

2. When the request is to be forwarded by telegraph, the office of origin shall inform the office of destination by telegraph and at the same time advise the relative particulars of the posting of the item. The latter office shall automatically make out a franking note.

Article 112

Request for advice of delivery made after posting

When the request is made after the parcel has been posted, the procedure shall follow that outlined in Article 132 of the Detailed Regulations of the Convention. However, in countries where the parcel service is not operated by the postal administration, the collection of the advice of delivery charge shall be recorded on the C 9 form either by affixing a special stamp or by indicating the amount of the charge collected.

Article 113

Withdrawal from the post. Alteration of address

1. As a general rule, requests for alteration of address or withdrawal of a parcel from the post shall be dealt with in accordance with Articles 141 and 142 of the Detailed Regulations of the Convention.

2. Any telegraphic request for alteration of address concerning an insured parcel shall be confirmed by post by the first mail; the confirmatory request prepared on a C 7 form used for the letter post, shall bear, underlined in coloured pencil, the note "*Confirmation de la demande télégraphique du . . .*" (Confirmation of the telegraphic request of the . . .); it shall be accompanied by the facsimile prescribed in Article 141, §.1, (a) of the Detailed Regulations of the Convention.

CHAPTER III

TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICES OF EXCHANGE

SECTION I

ROUTEING

Article 114

General principles of the exchange of parcels

1. Each administration shall forward by the routes and means that it uses for its own parcels those parcels transferred to it by another administration to be conveyed in transit across its territory.

2.. In the event of the interruption of a route, parcels in transit which were intended to go by that route shall be forwarded by the best route available.

3. If the use of the new dispatch route occasions higher costs (additional land or sea rates), the transit administration shall act in accordance with Article 51 of the Agreement.

4. Transit shall be effected under the conditions fixed by the Postal Parcels Agreement and by its Detailed Regulations, even when the administration of origin or destination of the parcels has not acceded to the Agreement.

5. In the relations between countries separated by one or more intermediate territories parcels shall follow the routes which the administrations concerned have agreed upon.

Article 115

Routeing and customs clearance of air parcels

1. Every administration providing the air parcel service shall forward by the air routes that it uses for its own items of that type, air parcels transferred to it by another administration; if for any reason the forwarding of air parcels by another route offers, in a particular case, advantages over the existing air routes, the air parcels shall be forwarded by that route and dealt with, if necessary, as urgent parcels.

2. Administrations which do not participate in the air parcel service shall forward such parcels by the surface routes normally used for other parcels; however, they shall forward by the most rapid surface routes any air parcel bearing the indication "Urgent", so long as they provide the urgent parcel service and have been credited with the rates relating to the performance of that service.

3. Air parcel mails shall be forwarded by the route requested by the administration of the country of origin, provided that route is used by the administration of the transit country for the transmission of its own mails. If this is not possible or if there is not sufficient time for the transshipment, the administration of the country of origin shall be informed of this.

4. Articles 187 and 188 of the Detailed Regulations of the Convention shall be applicable, respectively, in the event of an interrupted flight or a diversion of air parcel mails and in the event of an accident.

5. Administrations shall take steps to speed up as much as possible Customs clearance of air parcels.

Article 116

Transshipment of air parcels

1. In the absence of special agreement between administrations the transshipment of air parcels in the conditions prescribed in Article 52, § 7, of the Agreement shall be done by the postal administration of the country where the transshipment takes place.

2. This rule shall not apply when the transshipment is made between aircraft of two connecting flights of the same carrier.

3. The administration of the transit country may also authorize a transshipment direct from one aircraft to another between two different carriers; where required, the carrier making the transshipment shall send to the office of exchange of the country where this transshipment takes place a copy of the AV 7 delivery bill mentioned in Article 183 of the Detailed Regulations of the Convention or any other document giving details of the operation.

Article 117

Transmission and Customs clearance of urgent parcels

1. Administrations which participate in the exchange of urgent parcels shall agree among themselves to ensure the rapid and, as far as possible, direct transmission of these parcels.

2. They shall take steps to speed up as much as possible the Customs clearance of urgent parcels.

Article 118**Customs clearance of express parcels**

Administrations which participate in the exchange of express parcels shall take steps to speed up as much as possible Customs clearance.

SECTION II**MAKE-UP AND DISPATCH OF MAILS****Article 119****Different methods of transmission**

1. The exchange of dispatches of postal parcels shall be carried out by offices called "offices of exchange".

2. This exchange shall be effected, as a general rule, by means of receptacles (bags, baskets, crates, etc.). Adjacent administrations may, however, agree to the handing over of certain categories of parcels unenclosed.

3. In the service between non-adjacent countries, the exchange shall be effected, as a general rule, in closed mails.

4. Administrations may agree to effect changes in transit *à découvert*; however, it shall be obligatory to make up closed mails if an intermediate administration states that the parcels in transit *à découvert* are such as to hinder its work.

Article 120**Parcel bills**

1. Before dispatch, all the parcels to be forwarded by surface shall be entered by the outward office of exchange on a parcel bill in the form of the annexed specimen CP 11. For air parcels being sent direct or in transit *à découvert* the offices of exchange shall use a special parcel bill, known as an "Air parcel bill" in the form of the annexed specimen CP 20.

2. As regards service parcels and prisoner-of-war and internee parcels, air parcels require a statement of the air conveyance dues to be credited to the administrations concerned.

3. The following documents shall be attached to the parcel bill; dispatch notes, COD money order forms, customs declarations, franking notes, advices of delivery and all other documents which may be required (invoices, certificates of origin, of health, etc.). In the services between countries whose administrations have agreed

to this, the parcel bill as well as the relative documents shall be sent by air to the country of destination.

4. For parcels exchanged in closed mails, the administrations of origin and destination may agree in advance on the documents mentioned in § 3 being attached to the parcels to which they refer.

5. In the absence of special agreement, parcel bills shall be numbered according to an annual series for each outward office of exchange and each inward office of exchange as well as for each route if more than one route is used; the last number of the year shall be shown on the first parcel bill of the following year. If a mail is cancelled, the dispatching office shall enter on the parcel bill beside the number of the mail the indication "*dernière dépêche*" (Last Mail). In the case of sea and air services, the name of the ship carrying the mail or, where appropriate, the air service used shall be shown, whenever possible, on the parcel bills.

6. If air parcels are sent from one country to another by surface routes along with other parcels, the presence of the air parcels with an air parcel bill shall be shown by an appropriate note on the CP 11 parcel bill.

7. Where closed mails are exchanged between countries which are not adjacent, the outward office of exchange shall prepare for each of the intermediate administrations a special parcel bill in the form of the annexed specimen CP 12; that office shall insert thereon the total, for each category of parcels, of the rates due to the intermediate administration. The CP 12 parcel bill shall be numbered in an annual series for each outward office of exchange and for each intermediate administration and in addition, bear the serial number of the relative mail; the last number of the year shall be shown on the first parcel bill of the following year. In the case of sea services the CP 12 parcel bill shall be completed whenever this is possible by the name of the ship carrying the mail.

Article 121

Simplified parcel bills

1. Simplified parcel bills shall be drawn up in the cases laid down in Article 55, §§ 2 and 3, of the Agreement.

2. When the apportionment of land and sea rates is made entirely on the basis of weight steps, the number of parcels for each weight step shall be entered on the parcel bills with the product of the multiplication of the corresponding rate by the number of parcels. Redirected parcels shall be entered individually with an indication opposite each parcel of the amount of the dues payable on the parcel upon delivery to the administration to which it is transferred. Parcels forwarded in transit à *découvert* shall also be entered individually with an indication of the corresponding rate.

3. When the administration of destination and, if appropriate, the intermediate administrations are to be credited with amounts calculated per parcel, the number

of the latter shall be entered on the parcel bills with the product of the multiplication of the dues per parcel by the total number of items making up the mail. However, parcels which are redirected or forwarded in transit à *découvert* as well as insured parcels shall be entered individually.

4. If the administration of destination and, if appropriate, the intermediate administration are to be credited with amounts per kilogramme, the number of bags making up the mail as well as the gross weight of the latter shall be shown. In other cases the procedure described in § 3 shall be followed.

Article 122

Transmission in closed mails

1. In the normal circumstances of transmission in closed mails, the receptacles (bags, baskets, crates, etc.) shall be marked, closed and labelled in the manner laid down for letter bags in Article 150, §§ 4, 5, 7, 9, and 10, of the Detailed Regulations of the Convention, subject to the following special provisions:

- (a) the labels shall be yellow ochre in colour. The layout and text shall conform to the annexed specimens CP 23 and CP 24;
- (b) for receptacles other than bags some other special methods of closing may be adopted provided that the contents are sufficiently protected;
- (c) the labels or addresses of closed receptacles which contain air parcels shall bear the indication or label "*Par avion*" (By air mail);
- (d) the labels or addresses of closed receptacles which contain urgent parcels shall bear the label or indication "Urgent".

2. The number of receptacles comprising the mail shall be entered on the parcel bill. In the absence of special agreement administrations shall number the receptacles of the same mail; the serial number of each receptacle shall be written on the CP 23 or 24 label.

3. The following shall be dispatched in separate receptacles:

- (a) insured parcels, if their number justifies it; the receptacles which include such parcels, whether alone or together with uninsured parcels, shall be marked with the letter "V";
- (b) fragile parcels: the receptacles concerned shall then be provided with the label referred to in Article 110, § 5;
- (c) parcels containing the substances referred to in Article 105, § 1, (f) and (g): the receptacles concerned shall be provided with a special label bearing in bold letters an appropriate indication, for example, "Celluloid";
- (d) express parcels, if their number justifies it: the receptacles which contain only or some such parcels shall bear the label or the indication "Express".

4. Cumbersome parcels, fragile parcels, or those whose nature necessitates it may be sent unenclosed: in order to determine the mail of which they are part, such parcels shall be provided with a CP 23 label. Labels of unenclosed insured parcels shall be endorsed with the letter "V". However, parcels using the sea route shall be dispatched in bags.

5. As a general rule, bags and other receptacles containing parcels shall not weigh more than 40 kilogrammes. However, administrations which have fixed a lower maximum weight for bags and other receptacles in their internal services may fix the same limit in the international services; this limit may in no case be less than 36 kg.

6. The parcel bill, accompanied by the documents referred to in Article 120, § 3, shall be inserted by the outward office of exchange in one of the receptacles comprising the mail, where appropriate in one of those containing insured parcels or express parcels; if the number of accompanying documents justifies it, the parcel bill may be inserted in a special bag; in all cases, the label of the receptacle containing the parcel bill shall be marked "F". After special agreement between the administrations concerned, the label may also be marked with the number of bags making up the dispatch and, if applicable, the number of parcels sent *à découvert*. The administrations of origin and of destination may agree between themselves that the accompanying documents be inserted in the receptacle containing the corresponding parcels. The accompanying documents concerning express parcels shall be placed in the bundle before the other documents.

7. The special CP 12 parcel bill mentioned in Article 120, § 7, shall be sent unenclosed or in any other way agreed between the administrations concerned, accompanied, where appropriate, by the documents required by the intermediate countries.

8. For conveyance purposes, bags of postal parcels and unenclosed parcels may be placed in containers, subject to special agreement between the administrations concerned on the methods of using containers.

Article 123

Transfer of mails

1. In the absence of special agreement between the administrations concerned, the transfer of surface parcel mails shall be carried out by means of a C 18 delivery bill referred to in Article 151, § 1, of the Detailed Regulations of the Convention.

2. The mails shall be handed over in good condition. However, a mail may not be refused because of damage or theft. When a mail is received in bad condition by an intermediate office, it shall be put in new packing just as it is. The office which repacks it shall copy the particulars from the original label onto the new label and apply to the latter an impression of its date stamp, preceded by the endorsement "*Remballé à . . .*" (Repacked at . . .)

3. Air parcel mails to be handed over at an airport shall be accompanied by AV 7 forms under the conditions laid down in Article 183 of the Detailed Regulations of the Convention.

Article 124

Treatment of parcels with advice of embarkation

1. If a parcel accompanied by an advice of embarkation is included in a closed mail sent in transit through the port of embarkation concerned, the outward office of exchange of the mail shall withdraw the advice of embarkation attached to the documents accompanying the parcel and attach it to the relative CP 12 parcel bill referred to in Article 120, § 7, after making the necessary notes on it.

2. Every office of exchange which undertakes the embarkation either of a parcel with an advice of embarkation received *à découvert* or of a closed mail in transit containing such a parcel shall fill up the CP 6 form appropriately and send it direct to the sender.

SECTION III

CHECK OF MAILS AND PARCELS. RETURN OF EMPTY RECEPTACLES

Article 125

Check of mails by offices of exchange

1. Every office of exchange receiving a mail shall immediately check the receptacles and their fastening, and then check the parcels and the various documents which accompany them; these checks shall be made in the presence of the other interested parties whenever this is possible. When an intermediate office has to repack a mail it shall check the contents if it thinks that these have not remained intact. It shall make out a verification note in the form of the annexed specimen CP 13. This note shall be sent to the office of exchange from which the mail was received: one copy of it shall be sent to the office of origin and another inserted in the repacked mail. The CP 13 verification note shall also be used when intermediate offices of exchange establish the loss of a mail or of one or more of the bags comprising it, or any other irregularity. However, intermediate offices of exchange shall not be bound to check the documents accompanying the parcel bill.

2. When the receptacles are opened, the constituent parts of the fastening (string, lead seal, label) shall be kept together; to achieve this the string shall be cut in one place only.

3. If the office of exchange of destination discovers errors or omissions in the parcel bill it shall immediately make the necessary corrections taking care to cross out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. These corrections shall be made in the presence of two officials: unless there is an obvious error, the corrections shall be accepted in preference to the original statement. The office of exchange shall also carry out the routine checks when the receptacle or its fastening gives grounds for presuming that the contents have not remained intact or that some other irregularity has occurred. The irregularities which have been

established, as well as the loss of a mail or one or more of the bags comprising it, or the loss of the parcel bill, shall be notified without delay to the outward office of exchange by a CP 13 verification note prepared in duplicate and forwarded in a special envelope as specified in Article 152, § 12, of the Detailed Regulations of the Convention; where appropriate, a copy of this note shall also be sent to the intermediate office of exchange from which the mail was received. If the parcel bill is missing the inward office shall, in addition, prepare a fresh parcel bill or make a precise note of the parcels received (serial number of the parcels, offices of origin and destination, weight, insured value, etc.).

4. Verification notes and their duplicates shall be sent under registered cover by the most rapid route (air or surface). When the inward office of exchange has not sent off a CP 13 note by the first available post, it shall be considered, until the contrary is proved, as having received the bags or parcels in good condition.

5. Notwithstanding § 3, the office of exchange of destination shall have the right not to make corrections and not to make out a CP 13 verification note if the errors or omissions in respect of the rates due do not exceed 50 centimes per parcel bill.

6. The offices to which the verification notes CP 13 are sent shall return them as promptly as possible after having examined them and indicated thereon their observations, if any; they shall retain the copies. The returned verification notes shall be attached to the parcel bills to which they relate. Corrections made to a parcel bill unsupported by documentary evidence shall not be considered as valid; however, if these verification notes are not returned to the office of exchange which issued them within a period of two months from the date of their dispatch they shall be considered, until the contrary is proved, as duly accepted by the offices to which they were sent; this period shall be extended to four months in the service with distant countries.

7. The discovery, at the time of the check, of any irregularities whatsoever may in no case be the cause of the return of a parcel to origin except as provided for in Article 21, §§ 3 and 4 of the Agreement.

Article 126

Discrepancies of weight or size of parcels

1. Unless there is an obvious error, the view of the office of origin shall prevail as regards the establishment of the weight or size. However, if the discrepancies in weight which are established entail a change in rates, the new weight shall be valid.

2. As regards ordinary parcels, discrepancies in weight within the same weight step may not be made the subject of verification notes or the cause of the parcels being returned: verification notes shall be prepared only where the discrepancy would involve an alteration of the rates.

3. As regards insured parcels, discrepancies of weight up to 10 grammes above or below the weight stated may not be queried by the intermediate administration or administration of destination unless the external condition of the parcel makes it necessary.

Article 127

Notification of irregularities for which administrations may be liable

1. Any office of exchange which, on the arrival of a mail, discovers the absence of, theft from or damage to one or more parcels shall proceed as follows:
 - (a) unless this is impossible for a stated reason, or unless the receptacle together with the string, the lead or other seal and the label has been attached to the original CP 14 report provided for in Article 128, § 2, it shall attach these objects to the CP 13 verification note addressed to the outward office of exchange; however, if the verification note is sent by air, it may send these articles together with a copy of the verification note by separate registered surface mail;
 - (b) it shall send a duplicate of the verification note to the last intermediate office of exchange, if any, at the same time as to the outward office of exchange.
2. If it considers it necessary, the inward office of exchange may, at the expense of its administration, inform the outward office of exchange of its discoveries by telegraph.
3. Where offices of exchange in direct contact are concerned, the respective administrations of these offices may agree on the method of procedure in the case of irregularities for which they may be liable.

Article 128

Receipt by the office of exchange of a damaged or insufficiently packed parcel

1. Any office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or insufficiently packed parcel shall send it on, after having repacked it if necessary, preserving as far as possible the original packing, the address and the labels. The weight of the parcel before and after repacking shall be shown on the actual packing of the parcel; this indication shall be followed by the note "*Remballé à . . .*" (Repacked at . . .) stamped with an impression of the date-stamp and signed by the officials who did the repacking.
2. If the condition of the parcel is such that the contents could have been removed or damaged or if the parcel shows a discrepancy in weight such as to suggest the removal of the whole or part of the contents, the office of exchange, without prejudice to the application of the provisions of Article 127, § 1, and § 1 above, shall automatically open it and check the contents. The result of this check

shall be given in a formal report in the form of the annexed specimen CP 14: a copy of the report shall be attached to the item.

3. If the parcel referred to in § 2 is an insured parcel the following additional steps shall be taken:

- (a) the original formal report shall be sent under registered cover to the central administration of the country to which the outward office of exchange belongs or to an authority appointed by that administration;
- (b) a duplicate of the report shall be sent at the same time, either to the central administration to which the inward office of exchange belongs or to any other controlling authority appointed by that administration;
- (c) unless this is impossible for a stated reason, the receptacle in which the parcels were contained, the string, the lead or other seal and the label shall be attached to the original report.

Article 129

Check of mails of parcels forwarded in bulk

1. The provisions of Articles 125 to 128 shall be applicable only to rifled and damaged parcels as well as to parcels entered individually on the parcel bills. The other items shall be simply checked in bulk.

2. The administration of origin may agree with the administration of destination and, if appropriate, with the intermediate administrations to limit to certain categories of parcels the detailed check and the preparation of the CP 13 verification notes and CP 14 formal reports mentioned in Articles 125 to 128.

3. When an office of exchange establishes a discrepancy between the number of parcels given on the parcel bill and the number of parcels found in the mail, the CP 13 verification note shall be prepared only to correct the total number of parcels and the amounts of the rates.

Article 130

Reforwarding of a parcel arriving out of course

1. Any parcel, arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the dispatching administration, shall be treated according to Article 32 of the Agreement.

2. The reforwarding administration shall report the matter in a CP 13 verification note to the administration from which the parcel has been received.

3. The reforwarding administration shall treat the parcel arriving out of course as if it had arrived in transit *à découvert*; if the rates which have been allocated to it are insufficient to cover the costs of reforwarding which it has to defray, the reforwarding administration shall credit the true administration of destination and,

where appropriate, the intermediate administrations taking part in the reforwarding of the parcel with the relative conveyance rates. It shall then credit itself, through a claim on the administration responsible for the office of exchange which mis-sent the parcel, for the amount of the expense which it has incurred. The claim and its cause shall be notified to that office by means of a verification note.

Article 131

Return of empty receptacles

1. Receptacles shall, in principle, be returned empty to the administration to which they belong by the next post and, unless this is impossible, by the route followed on the outward journey.
2. Administrations may agree among themselves for the administrations of destination to return the bags to origin using them for the dispatch of parcels.
3. Empty bags shall always be returned free of charge.
4. An administration returning receptacles shall indicate on the parcel bills the number of receptacles returned.
5. A special dispatch of empty air-mail bags shall be made up as soon as the number of such empty bags reaches ten.
6. Empty air-mail bags returned by air shall be made up as special dispatches described on AV 7 S statements, as mentioned in Article 194, § 2, of the Detailed Regulations of the Convention.
7. Otherwise, the provisions of Article 158, §§ 2 to 5 of the Detailed Regulations of the Convention shall apply.

CHAPTER IV

TREATMENT OF PARCELS BY THE OFFICE OF DESTINATION

SECTION I

DELIVERY OF PARCELS

Article 132

Reservations on delivery of rifled or damaged parcels

1. In the cases specified in Article 40, § 1, (a) and (b) of the Agreement, the delivering office shall prepare a CP 14 report on the joint inspection in triplicate and have it countersigned, whenever possible, by the addressee. The first copy shall be handed to the addressee or, if the item is refused, attached to the parcel; the

second copy shall be dealt with according to the regulations of the administration which prepared the report; the third copy shall be sent to the outward office of exchange or, if the parcel is redirected, to the exchange office of the administration of destination.

2. If the parcel is delivered, the copy of the CP 14 report prepared in accordance with Article 128, § 2 shall be attached to the parcel and dealt with according to the regulations of the country of destination; if the item is refused, the said copy shall remain attached to the parcel.

3. When the internal regulations so require, a parcel subjected to the treatment specified in § 1 shall be returned to the sender if the addressee refuses to countersign the CP 14 report.

Article 133

Treatment of franking notes after delivery of the parcel for delivery free of charges and fees

1. After delivery to the addressee of a parcel for delivery free of charges and fees, the office which has advanced charges of any kind on behalf of the sender shall complete, so far as it is concerned, with the use of carbon paper, the details appearing on the back of parts A and B of the franking note which is drawn up officially by the office of destination when the request for delivery free of charges and fees has been made after the posting of the parcel. This office shall send Part A, accompanied by the supporting vouchers, to the office of origin; this transmission shall be effected in a closed envelope, without indication of the contents. Part B shall be retained by the administration of destination for accounting with the debtor administration.

2. Each administration may specially appoint certain offices to return Part A of the franking notes on which charges have been paid or to receive Part A of the franking notes returned after delivery of the parcel; the name of the office to which Part A is to be returned shall be entered in every case on the front of this part by the office of origin of the parcel.

3. When a parcel endorsed "*Franc de taxes et de droits*" (Free of charges and fees) arrives without a franking note, the office responsible for Customs clearance shall prepare a duplicate note. On Parts A and B of this note it shall show the name of the country of origin and as near as possible, the date of posting of the parcel. When the franking note is lost after delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

4. Parts A and B of the franking notes relating to items which for any reason are returned to origin shall be cancelled through the good offices of the administration of destination and attached to the dispatch note.

5. On receipt of Part A of a franking note showing the charges paid out by the administration of destination, the administration of origin shall convert the amount

into its own currency, at a rate which shall not be higher than the rate fixed for the issue of postal money orders in the country concerned. The result of the conversion shall be shown in the main part of the form and on the coupon at the side. After recovering the amount of the charges, the office appointed for that purpose shall hand to the sender the coupon from the note and any supporting vouchers.

6. When the sender disputes the amount of the charges shown in Part A of the franking note, the administration of destination shall verify the amount of the sums paid out, if necessary, approach its national Customs services and, after making any necessary corrections, send Part A of the note in question to the administration of origin. Likewise, if the administration of destination finds an error or omission regarding the charges relating to a parcel free of charges and fees for which Part A of the franking note has been returned to the administration of origin, it shall issue a corrective duplicate, sending Part A of it to the administration of origin to put the matter in order.

Article 134

Treatment of advices of delivery after delivery of parcels with advices of delivery

1. Immediately the parcel has been delivered, the office of destination shall return the C 5 form, duly completed, to the sender by ordinary mail or, if the sender has paid the relative charges, by the first air mail, *à découvert* and post-free.
2. If the C 5 form does not reach the office of destination, that office shall automatically make out a new copy.

SECTION II

TREATMENT OF UNDELIVERED PARCELS

Article 135

Advice of non-delivery

1. An advice of non-delivery in the form of the annexed specimen CP 9 shall be sent, under registered cover and by the fastest route (air or surface), to the administration of origin after having been duly completed:
 - (a) by the administration of destination:
 - (i) in the event of non-delivery, for every parcel of which the sender has asked to be advised of non-delivery or in application of Article 29, § 1, (b), (ii), last sentence, of the Agreement;
 - (ii) for every parcel automatically retained or lying undelivered because of theft or damage or for some other cause of the same kind; however, this procedure shall not be compulsory in cases of "*force majeure*" or when the number of parcels automatically retained is such that the sending of an advice is physically impossible;

(b) by the intermediate administration concerned; for every parcel automatically retained in course of transmission either by the postal service (accidental interruption of traffic) or by the Customs (customs control) subject to the reservation made under (a), (ii).

2. The advice of non-delivery shall be accompanied by the dispatch note, except when the advice is sent to a third party, in accordance with Article 22, § 2, (b) of the Agreement; in the circumstances referred to in § 1, (a), (ii) and (b), of this Article, the advice shall be endorsed in bold letters, "*Colis retenu d'office*" (Parcel automatically retained).

3. In the case of several parcels posted at the same time by the same sender and addressed to the same addressee, it shall be permissible to send only one advice of non-delivery, even if these parcels were accompanied by several dispatch notes; in such a case, all these notes shall be attached to the advice of non-delivery.

4. As a general rule, advices of non-delivery shall be exchanged between the office of destination and the office of origin. However, any administration may request that the advices concerning its service be sent to its central administration or to a specially appointed office; the name of that office shall be notified to administrations through the International Bureau. The administration of origin shall be responsible for advising the sender. The exchange of advices of non-delivery shall be speeded up as much as possible by all the offices concerned.

Article 136

Non-delivery. New instructions by the person concerned

1. The advice of non-delivery shall be returned under registered cover and by the fastest route (air or surface) to the office which prepared it, completed with fresh instructions from the sender or the third party and accompanied, if appropriate, by the dispatch note; new instructions shall be sent by telegraph when the telegraph charge is paid.

2. Since the only fresh instructions which the sender or the third party referred to in Article 22, § 2, (b) of the Agreement shall be authorized to give are listed in Article 28, § 1 of the Agreement, the following rules shall apply in the undermentioned special cases:

- (a) if the sender (or third party) requests that a cash-on-delivery parcel be delivered against payment of a sum less than the original sum a new R 4 form shall be prepared in accordance with Article 106 of the Detailed Regulations of the Cash-on-Delivery Agreement;
- (b) if the sender or the third party gives as his instructions that the parcel is to be delivered free of charges and fees either to the original addressee or to another addressee, the office concerned shall apply Article 111.

3. When a parcel which has been the subject of an advice of non-delivery is delivered or redirected before the receipt of fresh instructions, the sender shall be so informed through the office of origin. If the advice has been sent to a third party

appointed by the sender this information shall be communicated to that third party. If a cash-on-delivery parcel is concerned and if the R 4 money order form, referred to in Article 105, § 1, of the Detailed Regulations of the Cash-on-Delivery Agreement, has already been sent to the sender, the latter need not be advised.

Article 137

Return of parcels to origin

1. An office which returns a parcel for any reason whatsoever shall give, either in manuscript or by means of a stamped impression or a label on the parcel and on the dispatch note which accompanies it, the reason for non-delivery. The endorsement shall be made in French, each administration having the option of adding a translation in its own language and any other appropriate particulars; this endorsement shall be made in a clear and concise form, such as: "*inconnu*" (not known), "*refusé*" (refused), "*en voyage*" (travelling), "*parti*" (gone away), "*non réclamé*" (unclaimed), "*décédé*" (deceased), etc.

2. Unless the sender asks for the return of a parcel to origin by air, it shall be returned by the route used for the outward journey as regards surface parcels and by the quickest surface route in the case of air parcels, unless it is impossible to do so.

3. Parcels shall be redirected in their original packing: they shall be accompanied by the dispatch note prepared by the sender. If for any reason a parcel has to be repacked or the original dispatch note replaced by another note, the name of the office of origin of the parcel, the original serial number and, as nearly as possible, the date of posting shall invariably appear on the new packing and on the dispatch note.

4. If an air parcel is redirected by surface, the "*Par avion*" (By air mail) label and any notes relating to transmission by air shall be automatically struck through with two thick horizontal lines.

5. Every parcel returned to origin shall be entered on the parcel bill with the note "*Retour à l'origine*" (Return to origin) in the column headed "Observations".

6. The allocation and recovery rates, charges and fees paid on the parcel under Articles 29, § 3, 33, § 1 and 37, § 1 of the Agreement shall be made as mentioned in Article 145. They shall be indicated in detail on a statement of charges, in the form of the annexed specimen CP 5, which shall be affixed at one edge to the dispatch note.

Article 138

Redirection of a parcel in consequence of the change of address of the addressee

1. When the rates, charges and fees mentioned in Article 31, § 6, of the Agreement are paid at the time of redirection the parcel shall be dealt with as if it had

originated in the redirecting country and been addressed to the country of the new destination; no conveyance charge shall be collected by the administration of that country at the time of delivery.

2. Article 137, §§ 3 to 6, shall be applicable to redirected parcels. In particular, the endorsement "*réexpédié*" (redirected) shall appear on the parcel bill in the column "Observations" opposite entry of the parcel.

Article 139

Express parcel to be redirected

If an express parcel to be redirected has been the subject of an unsuccessful attempt at delivery to the place of address by special messenger, the redirecting office shall strike through the label or endorsement "*Exprès*" (Express) with two thick horizontal lines.

Article 140

Treatment of requests for withdrawal from the post or for alteration of address

1. On receipt of the request for withdrawal from the post or for alteration of address in accordance with Article 113, the office of destination shall search for the parcel in question and act on the request.

2. When it receives the telegraphic request referred to in Article 113, § 2, the office of destination shall hold the parcel and not comply with the request until receipt of the postal confirmation; however, the administration of destination may, on its own responsibility, act on the telegraphic request without waiting for this confirmation.

Article 141

Sale. Destruction

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 36 of the Agreement, a formal report of the sale or destruction shall be drawn up. A copy of the report accompanied by the dispatch note shall be sent to the office of origin. The same shall apply if the parcel is sold at the request of the sender.

2. The proceeds of the sale shall serve in the first instance to defray the charges on the parcel; the balance, if any, shall be sent to the office of origin to be handed to the sender; the latter shall bear the costs of forwarding it.

CHAPTER V**INQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION****Article 142****Inquiries. Requests for information**

1. Every inquiry as well as every request for information about a parcel shall be dealt with according to Article 144, §§ 1 to 12, of the Detailed Regulations of the Convention, subject to replacement of the R 3 form used for the letter post by the R 4 form referred to in Article 105, § 1, of the Detailed Regulations of the Cash-on-Delivery Agreement.

2. Every C 9 form concerning an inquiry or a request for information relating to a parcel received by an administration other than the administration of origin shall be forwarded to the latter accompanied, where appropriate, by the certificate of posting; it shall reach the administration of origin within the periods prescribed in Article 38 of the Agreement.

Article 143**Inquiries concerning an advice of delivery or an advice of embarkation not received**

1. When the sender inquires about an advice of delivery which he has not received within a reasonable time, the procedure shall follow that outlined in Article 112; however, the advice of delivery charge shall not be collected a second time. The office of origin shall enter at the head of the C 5 form the endorsement "*Duplicata de l'avis de réception*" (Duplicate of the advice of delivery).

2. Any inquiry by the sender concerning an advice of embarkation not received within a reasonable time shall give rise to the preparation of a C 9 inquiry form, referred to in Article 142, § 2, and exempt from any charges. This form, accompanied by a duplicate CP 6 advice of embarkation, which the office of origin shall endorse "*Duplicata*" (Duplicate), shall be dealt with in accordance with Article 142; the advice of embarkation charge shall not be collected a second time.

CHAPTER VI**ACCOUNTING****SECTION I****ALLOCATION OF RATES AND DUES****Article 144****Rates and dues credited to other administrations
by the administration of origin**

1. In the case of exchange of closed mails, the administration of origin shall credit the administration of destination and each intermediate administration with

the land and sea rates which are due to them including the exceptional rates authorized by the present Agreement or by the Final Protocol annexed thereto.

2. In the case of exchange in transit à *découvert* the administration of origin shall credit:

- (a) the administration of destination of the mail, with the rates enumerated in § 1 as well as rates due to the subsequent intermediate administrations and to the administration of destination;
- (b) the administration of destination of the mail, with the amounts in respect of air conveyance dues to which it is entitled under Article 52, §§ 3 and 4, of the Agreement for reforwarding air parcels;
- (c) the intermediate administrations preceding the administration of destination of the mail with the rates enumerated in § 1.

3. When Article 55, § 3, of the Agreement has been applied, the administration of origin shall credit the administration of destination and any intermediate administrations with sums calculated for each parcel or kilogramme of gross weight of the mails instead of with the rates mentioned in § 1.

Article 145

Allocation and recovery of rates, charges and fees in the case of return to origin or redirection

1. When rates, charges and fees have not been paid at the time of return to origin or redirection, the returning or redirecting administration shall proceed as indicated below for the allocation and recovery of these rates, charges and fees.

2. In the case of exchange of closed mail between the returning or redirecting country and the country of origin or of the new destination, the returning or reforwarding administration shall:

- (a) recover from the administration to which the mail is addressed:
 - (i) the rates, due to it and to the intermediate administrations;
 - (ii) the following charges provided for in Article 13 of the Agreement:
 - Customs clearance charge,
 - delivery charge,
 - advice of arrival charge,
 - repacking charge,
 - poste restante* charge,
 - storage charge,
 - additional express charge (Article 9, § 2, of the Agreement) due to the administration which has attempted delivery, if this charge has not been collected at the time of presentation of the parcel at the place of address of the addressee;
 - (iii) the redirection charge provided for in Article 31, § 6, (a), of the Agreement;
 - (iv) the fees it has had to lay out (Article 15 of the Agreement);
- (b) credit the intermediate administrations with the rates due to them.

3. In the case of transmission in transit *à découvert*, the intermediate administration, after having been debited by the administration which returns or redirects the parcel with the amounts due to this latter administration by virtue of the rates and charges enumerated at § 2, (a), shall credit itself, by debiting the administration to which it hands over the parcel, with the sum due to it and with that due to the returning or redirecting administration. This procedure shall be repeated, if need be, by each intermediate administration.

4. In the case of parcels returned to origin or redirected by air, air conveyance dues shall be recovered, where appropriate, from the administration of the countries where the request for return or redirection originated.

5. In the case of the redirection of mis-sent parcels, the allocation and the recovery of the rates, charges and fees shall be made in accordance with Article 130, § 3.

Article 146

Special case of recovery of dues

Air conveyance dues for air-parcel dispatches re-routed in the course of conveyance shall be settled in accordance with Article 68 of the Convention.

Article 147

Determination of average payments per parcel or per kilogramme

1. The average payment per parcel laid down in Article 55, § 3, of the Agreement, shall be obtained by dividing the amount of the land and sea rates due from the administration of origin to the administration of destination and, as appropriate, to the intermediate administrations for parcels dispatched during a period of at least three months, by the number of these parcels.

2. The average payments per kilogramme mentioned in the same article of the Agreement shall be obtained by dividing the sum of the land and sea rates by the gross weight of the mails dispatched to the administration of destination during the same period.

3. These average payments may be revised:

- (a) automatically, in the event of modification of the charges by applying the new charges to the basic statistical factors;
- (b) at the request of one of the administrations concerned, made at least a year after the last revision, by using new statistical factors.

SECTION II

PREPARATION AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS

Article 148

Preparation of accounts

1. Each administration shall arrange for its offices of exchange to prepare monthly or quarterly for all the items received from one and the same administration,

for surface parcels, a statement in the form of the annexed specimen CP 15 giving, by dispatching offices, the total sums entered to its credit and debit on CP 11 and CP 12 parcel bills,

for air parcels, a statement in the form of the annexed specimen CP 15 bis giving, by dispatching offices, the total sums entered to its credit and debit on CP 20 parcel bills.

In the event of alteration of CP 11, CP 12 or CP 20 parcel bills, the number and date of the CP 13 verification note prepared by the transferring office of exchange or the office of exchange to which the transfer is made, shall be shown in the "Observations" column of CP 15 or CP 15 bis statements.

2. The CP 15 and CP 15 bis statements shall be summarized in an account in the form of the annexed specimen CP 16 made out in duplicate.

3. The CP 16 account, accompanied by the CP 15 and CP 15 bis statements, but without the parcels bills, shall be sent by the most rapid route (air or surface) to the administration concerned for examination during the two months following that to which it relates; as regards distant countries the account shall be sent as soon as the last parcel bill of the month in question has arrived. "Nil" accounts shall not be prepared. In the amount of the balance of the CP 16 account, centimes shall be ignored. Totals shall never be altered; any discrepancies shall be noted in statements in the form of the annexed specimen CP 17. These statements shall be sent in duplicate to the administration concerned which shall incorporate the amount in its next CP 16 account; no CP 17 statement shall be made out when the final amount of the discrepancies does not exceed 10 gold francs per account.

4. After they have been checked and accepted, the CP 16 accounts and CP 15 and CP 15 bis statements shall be returned to the administration which prepared them at the latest by the end of the second month from the date of dispatch; this interval shall be extended to four months in relations with distant countries. If the administration which has sent the account does not receive any notice of amendment during these periods, the account shall be regarded as fully accepted.

5. The CP 16 accounts shall be summarized in a quarterly general account in the form of the annexed specimen CP 18, prepared by the creditor administration; this account may, however, be prepared half-yearly by agreement between the administrations concerned.

6. When the balance of a CP 18 general account prepared quarterly or half-yearly does not exceed 25 francs, it shall be carried into the next CP 18 general account. If after carrying out this procedure for the whole year, the CP 18 general account drawn up at the end of the year shows a balance not exceeding 25 francs the debtor administration shall be exempted from all payment.

7. Accounting in respect of the sums paid out by each administration on behalf of another for parcels delivered free of charges and fees shall be effected on the following bases:

- (a) the creditor administration shall draw up each month in the currency of its own country a detailed monthly account on a form conforming to the annexed specimen CP 19; parts B of the franking notes which have been retained shall be entered in the alphabetical order of the offices which have advanced the charges and in the numerical order given to them;
- (b) the detailed account, accompanied by parts B of the franking notes, shall be forwarded to the debtor administration at the latest by the end of the month following that to which it relates; "Nil" accounts shall not be prepared;
- (c) the accounts shall be checked under the conditions laid down by the Detailed Regulations of the Postal Money Orders and Postal Travellers' Cheques Agreement;
- (d) the accounts shall be settled separately; each administration may, however, request that these accounts be settled with the postal money order accounts, the CP 16 parcels accounts or the R 5 accounts relating to cash-on-delivery items, without being incorporated in them.

8. When it is necessary to recover payments from the administrations responsible in accordance with Article 44 of the Agreement and several amounts are involved, these shall be summarized on a form conforming to the annexed specimen CP 22 and the total amount shall be carried forward to the CP 16 account.

Article 149

Account for air-parcel mails

The account for air conveyance dues for air-parcel mails shall be drawn up according to Articles 195 to 199 of the Detailed Regulations of the Convention.

Article 150

Settlement of accounts

1. The amount of the balance of the general accounts shall be paid by the debtor administration to the creditor administration in accordance with Article 10 of the Convention.

2. The preparation and dispatch in duplicate of a general account may be carried out, without waiting for the CP 16 accounts to be returned accepted, as

soon as an administration, which has all the accounts relative to the period concerned, finds that it is the creditor. The check of the CP 18 account by the debtor administration, the return of one of the two copies to the creditor administration and payment of the balance shall be carried out within a period of three months after receipt of the general account.

3. Any administration which consistently has owing to it by another administration a sum greater than 30,000 francs, shall be entitled to claim a monthly payment on account up to three quarters of the amount of the debt; its request shall be met within a period of two months.

CHAPTER VII

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 151

Forms for the use of the public

For the purpose of applying Article 8, § 2, of the Convention the following shall be considered as forms for the use of the public:

- CP 2 (Dispatch note);
- C 2/CP 3 (Customs declaration);
- C 3/CP 4 (Franking note);
- CP 6 (Advice of embarkation).

Article 152

Period of retention of documents

1. Documents of the parcels service, including dispatch notes, shall be kept for a minimum period of eighteen months from the day following the date to which they refer.

2. Documents concerning a dispute or an inquiry shall be kept until the matter has been settled. If the inquiring administration, duly informed of the result of an inquiry, allows six months to elapse from the date of the communication without raising any objections, the matter shall be regarded as settled.

CHAPTER VIII

FINAL PROVISIONS

Article 153

Entry into force and duration of the Regulations

1. These Regulations shall come into force on the day on which the Postal Parcels Agreement comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the parties concerned.

Done at Tokyo, 14 November 1969.

Signatures

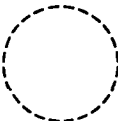
(The same as at pages 42 to 60).

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of form 2	References 3
CP 1	Table CP 1	Art 102, § 1
CP 2	Dispatch note	Art 106, § 1 (a)
C2/CP3	Customs declaration	Art 106, § 1 (b)
C3/CP4	Franking note	Art 110, § 4 (b)
CP 6	Advice of embarkation	Art 110, § 11 (b)
CP 7	“V” label for insured parcel combined with the number of the parcel and the name of the office of origin	Art 108 (c)
CP 8	Parcel label with the number of the parcel and the name of the office of origin.	Art 107, § 1 (a)
CP 9	Advice of non-delivery	Art 135, § 1
CP 11	Parcel bill	Art 120, § 1
CP 12	Special parcel bill	Art 120, § 7
CP 13	Verification note	Art 125, § 1
CP 14	Report concerning the theft, damage or decrease in weight of a postal parcel	Art. 128, § 2
CP 15	<u>Monthly</u> <u>Quarterly</u> statement of amounts due for surface parcels	Art 148, § 1
CP 15bis	<u>Monthly</u> <u>Quarterly</u> statement of amounts due for air parcels	Art. 148, § 1
CP 16	Summarized account	Art. 148, § 2
CP 17	Statement of differences observed in the summarized account	Art. 148, § 3
CP 18	General account	Art. 148, § 5
CP 19	Detailed monthly account of Customs, etc. charges	Art. 148, § 7 (a)
CP 20	Air parcel bill	Art. 120, § 1
CP 21	Table CP 21	Art. 102, § 1
CP 22	Statement of amounts due in respect of indemnity for postal parcels	Art. 148, § 8
CP 23	Label for parcel post dispatch	Art. 122, § 1 (a)
CP 24	Label for air parcel post dispatch	Art. 122, § 1 (a)
CP 25	Statement of charges	Art. 137, § 6

Countries for which the above-mentioned administration accepts postal parcels in transit on the conditions given below

Serial No.	Country of destination	Routes	Limit of insured value	Weight units	Rates to be credited to the administration of	Rates										Number of customs declarations	Observations						
						Analysis of the amounts in column 6												Countries and sea services to which they are due					
						1 kg	3 kg	5 kg	10 kg	15 kg	20 kg												
1	2	3	4	5	6	7										8	9	10					
			fr	kg	fr	c	a	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c				

(Country of Origin)	DISPATCH NOTE		Number(s) of parcel(s)	Space reserved for CP 7 and CP 8 labels	Stamps	CP 2 (Front)
	Name and address of the sender					
Name and address of addressee						
Insured value—words			figures	Do not reforward (see overleaf)		
COD amount—words			figures	Route to be followed		
Giro account no.: Giro centre					Office of Exchange	
Holder of the Giro account					Ins. value gold frs.	
					Customs stamp	
					Stamp of the office of origin or of the dispatching office of exchange	
					Customs duty	
						
Number of		Description of packing ¹	Weight (gross)			
Parcels			kg	g		
Cert's & Invoices						
Customs declarations						
¹ Case, packet, carton, etc.						

INSTRUCTIONS TO BE GIVEN BY THE SENDER

If the sender does not wish this parcel to be redirected, he must indicate this by inserting a cross in the box provided for this purpose on the front of this form and by a note on the parcel.

The sender must indicate, in the space below and on the parcel, the manner in which the latter is to be treated in case of non-delivery.

Parcels may be returned without advice, if the sender has given no or contradictory instructions. In such a case, and also if instructions c, d, e, and f, below apply, the sender is obliged to pay the charges demanded for each new transmission as well as the other charges made by the administrations concerned.

Mention, where appropriate, if the parcel is to be delivered without collection of the COD amount or against payment of a sum less than the original sum.

If the delivery of the parcel described on the front of this note cannot be effected, I request:

- a that an advice of non-delivery be sent to me
- b that an advice of non-delivery be sent to Name and address of a third person in the country of destination

- c that the parcel be returned to origin forthwith by surface air
- d that the parcel be returned to origin at the end of the period shown below by Number of days
 surface air
- e that the parcel be delivered or redirected by surface air to Name and address of new addressee¹

- f that the parcel be redirected by surface air
for delivery to the original addressee

- g that the parcel be sold at my entire risk

- h that the parcel be treated as abandoned
Signature of sender

RECEIPT OF ADDRESSEE

The undersigned declares that he has received the parcel(s) described on the front of this note
Date and signature

BEFORE COMPLETING THIS FORM YOU SHOULD READ CAREFULLY THE INSTRUCTIONS OVERLEAF

Postal administration

CUSTOMS DECLARATION

C 2/CP 3

(1) Name and address of sender		(2) Sender's reference, if any	
(3) Name and address of addressee		(5) The undersigned certifies that the particulars given in this declaration are correct.	
		(6) Place and date	
(7) Observations		(8) Signature	
		(9) Country of origin of the goods	(10) Country of destination
(12) Numbers of items		(11) Total gross weight	
		kg	g
(13) Detailed description of contents	(14) Tariff No.	(15) Net weight	(16) Value
		kg	g

Instructions

The customs declaration should be completed in French or in a language which is accepted in the country of destination.

To clear your item the Customs in the country of destination need to know what the contents are. You must therefore complete your declaration fully, accurately and legibly, otherwise delay and inconvenience may be caused for the addressee. Moreover, a false, misleading or incomplete declaration may lead, for instance, to the seizure of the package.

It is also your responsibility to find out what documents, if any (certificate of origin, health certificates, invoices, etc.), are required in the country of destination and to attach them to this form.

Item (4): The insertion of a cross in this space does not relieve you of the obligation of completing the declaration in detail; nor does it necessarily imply that the goods will be admitted free of duty in the country of destination.

Item (7): See note 1 below.

Item (13): Indicate separately different kinds of goods. Generic terms such as "foodstuffs", "samples", "spare parts", etc. are not permitted.

Item (14): If known, state customs tariff number in the country of destination.

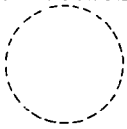




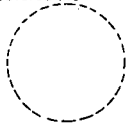
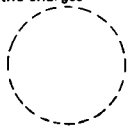
Item (15): State net weight of each kind of goods.

Item (16): State the value of each kind of goods separately, indicating the monetary unit used.

¹Insert in space (7) any other relevant information (e.g., "returned goods", "temporary admission").

COUPON TO BE HANDED TO THE SENDER C 3/CP 4
Part A

DETAILS OF CHARGES DUE
in the currency of the country of destination of the item

		TOTAL OF CHARGES ADVANCED	Stamp of the office which has advanced the charges 
Charge for delivery free of charges ²			
Customs duty		Amount in figures, in the currency of the country of destination of the item	 
Customs clearance charge			
Other charges		Office which has made the advance	Date
Total		No. of register	Signature of the official
Total after conversion		Amount in figures after conversion	 
Signature of the office which has recovered the charges		No. In-register	
		Signature of the official who has converted the amount	

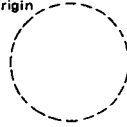
² Also called "Commission charge"

Part A (back)

Administration of origin

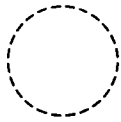

Postal administration C 3/CP 4

FRANKING NOTE
Part B

Nature of the item	No.	Weight ¹
Insured value	Office of posting	
Name and address of sender		
Name and full address of addressee		
The item is to be delivered free of charges and fees, which I undertake to pay		Stamp of the office of origin
Signature of sender		

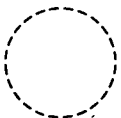

¹ For parcels only

Part B (front)

C 3/CP 4 Part B			
DETAILS OF CHARGES DUE in the currency of the country of destination of the item		Part to be filled in by the administration of destination	Stamp of the office which has advanced the charges 
Charge for delivery free of charges ²		TOTAL OF CHARGES ADVANCED	
Customs duty		Amount in figures, in the currency of the country of destination of the item 	
Customs clearance charge			
Other charges		Office which has made the advance	Date
Total		No. of register	Signature of the official

²Also called "Commission charge"

Part B (back)

COUPON		Postal administration	C 3/CP 4
Nature of the item Weight	FRANKING NOTE Part A		
No Insured value	Nature of the item	No	Weight ¹
Office of posting	Insured value	Office of posting	
Name and full address of addressee	Name and full address of sender		
		Name and full address of addressee	
The sender has paid the charges and fees indicated on the back		The item is to be delivered free of charges and fees, which I undertake to pay	Stamp of the office of origin 
Stamp of the office of origin 		Signature of sender	
		To be returned to the office of	

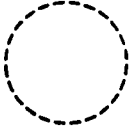
¹For parcels only

Upper edge of the form when parts A and B are folded one upon the other

Part A (front)

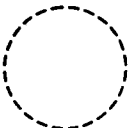
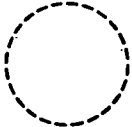
Convention, Tokyo 1969, Art. 117, § 2; Parcels, Tokyo 1969; Art. 110, § 4, (b)—Size: 148 x 105 mm, colour: yellow

(Front)

Postal administration of origin		CP 6
ADVICE OF EMBARKATION		
To be filled in by the office of origin		On Postal Service
Office of posting		Stamp of the office returning the advice 
Date	Parcel No.	
Insured value		
Name and address of addressee		
		The sender will give his address for the return of the advice
		Name
		Street and No.
The sender wishes to know when and on which ship the parcel was loaded		Locality
		Country
Port or country of embarkation		

Parcels, Tokyo 1969, Art. 110, § 11, (b)—Size: 148 x 105 mm

(Back)

To be filled in by the dispatching office of exchange of the mail		
Mail in which the parcel described overleaf was included.		
Date	No.	
From		
To		
		
To be filled in by the office of exchange at the the port of embarkation		
Loading of the parcel described overleaf, or of the mail mentioned above		
Port of embarkation		
Ship		
Date of departure		
		

CP7

.....

V 475
AMSTERDAM 1

.....

V 475 AMSTERDAM 1

.....

Parcels, Tokyo 1969, Art. 108, (c)—Size: 52 x 37 mm, colour: red

CP8

.....

475
GENEVA 1

.....

475 GENEVA 1

.....

Parcels, Tokyo 1969, Art. 107, § 1, (a)—Size: 52 x 37 mm

Postal administration of origin

CP 9 (Front)

ADVICE OF NON-DELIVERY

Office of issue of CP 9 advice	Notes. To be sent by registered post. One form is sufficient for several parcels posted at the same time by the same sender to the same address.
Office or service of destination	
Date of advice	

Undelivered parcel. The dispatch note is attached

Office of origin	Parcel No.
Number of parcels	Number of dispatch notes

The parcel is held undelivered at my office for the following reason

The parcel was refused by the addressee

The parcel has not been claimed

The addressee is unknown The addressee is away

The addressee has left The addressee is deceased

The address is insufficient

The address on the parcel does not agree with that on the dispatch note

The addressee refuses to pay customs duty The addressee refuses to pay the COD amount

The addressee refuses to pay the other charges and fees payable on the parcel

Customs duty and other charges and fees are payable on the parcel
Present amount (currency of the country preparing the advice) | For extended storage, this amount will be increased by

The addressee has no import licence

The parcel has been killed The parcel has been damaged

Other reasons

Please ask the sender or the person named below to give instructions and inform him that if these instructions do not reach me within a period of two months the parcel will be returned to origin, subject to subsequent payment of charges. Until the instructions arrive, the office is authorized either to deliver the parcel to the original addressee or to another addressee if one is given on the back of the dispatch note, or to reforward it to a new address.

Person named

Office stamp and signature

Office furnishing the reply

CP 9 (Back)

REPLY

Office or service of destination	Date of reply
----------------------------------	---------------

The parcel should be

presented again to the original addressee

delivered to the original addressee or the person described below

redirected to the original addressee or the person described below by surface air

Name and full address of the original addressee or of another person

without collection of the COD amount

against payment of a reduced COD amount

New COD amount

New COD money order attached

without collection of customs duty or other charges payable on the parcel

Franking note attached

returned to the office of origin by surface air

forthwith on the expiry of a period of _____ Number of days

The sender undertakes to pay the transport and other charges

sold at the entire risk of the sender

treated as abandoned

The person concerned having failed to reply to the requests for instructions which have been addressed to him, the parcel should be returned to the office of origin at the expiry of the prescribed period.

Office stamp, date and signature

Dispatching administration

CP 11

PARCEL BILL

Postal parcels

Outward office of exchange	Date of departure	Time
Inward office of exchange	Mail No.	Number of receptacles
	No. of the parcel bill (if several)	
	Ship	

Number			Office of origin	Place of destination ¹	Weight ² of each insured parcel	Insured parcel	Rates payable						Observations	
Serial	of parcel	Number of parcels					By dispatching administration to receiving administration	By receiving administration to dispatching administration						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
Totals														

Stamp of the outward office of exchange Signature of the official	Stamp of the inward office of exchange Signature of the official
--	---

¹ Not to be completed if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill.

² If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

Dispatching administration

CP 12



Dispatching office of exchange

SPECIAL PARCEL BILL

Payment of rates due for the transit of parcels

Date of CP 12 bill

No

Intermediate office of exchange		Mail No	
Transit administration		Date of departure	
Office of destination of the mail		Ship	
	Number of receptacles	Number of parcels	
Receptacles containing uninsured parcels			
Receptacles containing insured parcels			
Uninsured parcels not in receptacles			
Insured parcels not in receptacles			
Totals			
	Number of parcels	Rate per parcel	Sum
Credits due			
Totals			
Stamp of the dispatching office of exchange Signature of the official		Stamp of the intermediate office of exchange Signature of the official	

Postal administration of origin

VERIFICATION NOTE
To be sent by registered post

CP 13 (Front)

Office of origin of note	Date of note	No
	Mail No	Parcel bill No
Office of destination of note	Date of posting	Time
	Outward office of exchange	
	Inward office of exchange	

1. Irregularities

Missing parcel bill, insufficient packing or fastening, etc

2. Missing parcels

Number		Office of origin	Address (as full as possible)	Credit		Correction		Observations
Serial	of parcel			1	2	3	4	
1	2	3	4	5	6	7	8	

3. Excess parcels

Number		Office of origin	Full address		Weight	Insured value	Type of receptacle (bag, basket, etc.)
Serial	of parcels		of the sender	of the addressee			
1	2	3	4	5	6	7	8

¹Col. 1 of the parcel bill

4. Damaged parcels CP 13 (back)

Number		Office of origin	Address of the sender	Address of the addressee	Contents	Weight			Type of receptacle (bag, basket, etc.)
Serial	of parcel					Shown	Observed	In insured value	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
						kg	g	kg	g

Description and apparent cause of the damage or other observations

5. Errors

Number		Office of origin	Name and address of addressee	Weight		Number of the column	Entry by the outward office of exchange	Correction by the inward office of exchange
Serial	of parcel			Shown	Observed			
1	2	3	4	5	6	7	8	
				kg	g	kg	g	

<p>Totals</p> <p>Stamp of the inward office of exchange</p> <p>Signatures of the officials</p>	<p>Seen and accepted</p> <p>Stamp of the outward office of exchange</p> <p>Signature of the official in charge</p>
---	--

Col. 1 of the parcel bill

Postal administration

REPORT
Postal parcel

CP 14 (Front)

To be sent by registered post Part 1	
Office completing part 1	Reference
Reason for report	<input type="checkbox"/> Damage <input type="checkbox"/> Theft <input type="checkbox"/> Decrease in weight
Posting of parcel	Office _____ Date _____ No. _____
Sender	Name and full address _____
Addressee	Name and full address _____
Special particulars	Insured value _____
	COD amount and currency _____
	Supplementary charge for fragile parcels paid <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No Other particulars _____
Weight	<input type="checkbox"/> shown <input type="checkbox"/> observed
Packing	External wrapping _____
	Internal packing _____
	The packing should be regarded as <input type="checkbox"/> regulation <input type="checkbox"/> non-regulation Date of dispatch _____ Date of arrival _____ No. _____
Mail in which the parcel was sent	Dispatching office _____
	Office of destination _____
Method of conveyance	<input type="checkbox"/> Travelling post office Name or number _____
	<input type="checkbox"/> Railway van _____
	<input type="checkbox"/> Ship _____
	<input type="checkbox"/> Freight _____
Parcel arrived	<input type="checkbox"/> In bags <input type="checkbox"/> Unenclosed
Detailed statement of the facts	_____
Stamp of the reporting office Signatures _____	



Part II		CP 14 (Back)
Office completing part II	Date	Reference
Contents	<input type="checkbox"/> From the invoice <input type="checkbox"/> From the customs declaration <input type="checkbox"/> According to the addressee or sender	
	The contents have been examined in the presence of <input type="checkbox"/> the addressee <input type="checkbox"/> the sender	
	Contents established on examination Contents missing	
Estimate of loss	<input type="checkbox"/> According to the addressee <input type="checkbox"/> According to the sender The loss is estimated at the amount of	
Cause	The loss is due to	
Subsequent treatment of the parcel	<input type="checkbox"/> After repacking and weighing, the item has been forwarded to its destination New weight <input type="checkbox"/> The contents have been destroyed by the undersigned office <input type="checkbox"/> The packing is held here <input type="checkbox"/> The addressee refuses the item <input type="checkbox"/> The sender refuses the item <input type="checkbox"/> The addressee has accepted the item <input type="checkbox"/> The sender has accepted the item Amount of indemnity claimed	
Annexes to the report	<input type="checkbox"/> Packing <input type="checkbox"/> Receipts <input type="checkbox"/> String <input type="checkbox"/> Seals <input type="checkbox"/> Lead seals <input type="checkbox"/> Label	
Signature of the addressee or sender		
Attestation. In witness whereof, we have drawn up this report, a duplicate of which has been sent, with a verification note, to the authority shown below		
Authority of destination		
Signature of the postal officials	Signature of the customs officer	

Administration of destination of parcels

STATEMENT OF AMOUNTS DUE
Surface parcels

Office of exchange of destination	Date of statement	
Dispatching administration of parcels	Month	Year
	Quarter	Year

I Credits due to the administration of destination from the CP 11 and CP 12 parcel bills						II Credits due to the dispatching administration from the CP 11 and CP 12 parcel bills					Observations
Column 8 of CP 11 form or total of CP 12 form						Column 9 of CP 11 form					
No. of parcel bills	Dispatch from the office of		No. of parcel bills	Dispatch from the office of		No. of parcel bills	Dispatch from the office of	Dispatch from the office of		Dispatch from the office of	
	b	c		b	c			b	c		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Total for each office of exchange											
Grand total of credits due											

Signature of the official in charge of the office of exchange of destination

Administration of destination of parcels

STATEMENT OF AMOUNTS DUE
Air parcels

CP 15 bis

Office of exchange of destination	Date of statement
Dispatching administration of parcels	Month Year
	Quarter Year

I. Credits due to the administration of destination from the CP 20 parcel bills					II. Credits due to the dispatching administration from the CP 20 parcel bills					Observations
No. of parcels bills	Dispatch from the office of		No. of parcel bills	Dispatch from the office of		Dispatch from the office of		Dispatch from the office of		
	CP 20 form			CP 20 form		CP 20 form		CP 20 form		
	Column 8	Column 10		Column 8	Column 10	Column 9	Column 11	Column 9	Column 11	
1	2 .	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	
Total for each office of exchange										
Grand total of credits due										

Signature of the official in charge of the office of exchange of destination

CP 18

Administration of destination of the parcels

SUMMARISED ACCOUNT
Statements (CP 15 and CP 15bis form)
To be prepared in duplicate.

Dispatching administration of parcels	Date of account	
	Month	Year
	Quarter	Year

Serial No.	Office of exchange of destination	Amounts due according to each CP 15 and CP 15 bis statement				Observations
		to administration of destination		to dispatching administration		
1	2	3		4		5
		b	c	b	c	
Totals						
Less						
Credit balance						
The administration of destination of the parcels Place, date and signature				Seen and accepted by the dispatching administration of the parcels Place, date and signature		

Administration of destination of CP 16 account

STATEMENT OF DIFFERENCES
 observed in the summarized account (CP 16 form)
 To be sent in duplicate.

CP 17

Dispatching administration of CP 16 account	Date of statement	
	Month	Year
	Quarter	Year

Serial number		Parcel mails			Amount				Credit due to the administration				Observations. Use back if necessary
CP 17	CP 16	Date	from	to	entered in account		corrected		of		of		
1	2	3	4	5	6		7		8		9		
					fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	
1													
2													
3													
4													
5													

Administration of the account Place, date and signature	Seen and accepted by the dispatching administration of the account Place, date and signature
--	---

Administration preparing the account

CP 18

GENERAL ACCOUNT

Corresponding administration	Date of account	
	Quarter	1 Year
	Half year	1 Year

Exchange	Period	Balance of CP 18 accounts in favour of the administration		Observations
		preparing the account	corresponding administration	
1	2	3	4	5
Received by the administration preparing the account				
Sent by the administration preparing the account				
Totals				
Less	Name of creditor administration			
Credit balance				
The administration preparing the CP 18 account Place, date and signature		Seen and accepted by the administration receiving the CP 18 account Place, date and signature		

Creditor administration

DETAILED MONTHLY ACCOUNT
 Customs charges, etc.

Debtor administration	Date of account _____ Month _____ Year _____
-----------------------	--

Serial No.	Date of payment	Number of franking note	Office which made the payment	Amount of each franking note	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
Total					

The creditor administration
 Place date and signature

Dispatching administration Outward office of exchange	AIR PARCEL BILL Air parcels	CP 20 (Front)
	Date of departure	Time
	Office of exchange of destination	Mail No.
		Number of receptacles
	No. of the bill (if serial)	
	Flight	

Number	Serial	of parcel	Number of parcels	Office of origin	Place of destination ¹	Weight of each insured parcel	Insured value	Land and sea rates payable				Air conveyance dues payable				Observations
								by dispatching administration	by corresponding administration	by dispatching administration	by corresponding administration	by dispatching administration	by corresponding administration	by dispatching administration	by corresponding administration	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
						kg	g	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	
1																
2																
3																
4																
5																
6																
7																
8																
9																
10																
Carried over from back																
Totals																

Stamp of the outward office of exchange Signature of the official	Stamp of the office of exchange of destination Signature of the official
--	---

¹Not to be completed if the parcels are addressed to the same office as the air parcel bill
²If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

CP 20 (BACK)

Number															
Serial	of parcel	Number of parcels	Office of origin	Place of destination ¹	Weight of each insured parcel	Insured value	Land and sea rates payable				Air conveyance dues payable				Observations
							By dispatching administration to corresponding administration	By corresponding administration to dispatching administration	By dispatching administration to corresponding administration	By corresponding administration to dispatching administration	By dispatching administration to corresponding administration	By corresponding administration to dispatching administration			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
11															
12															
13															
14															
15															
16															
17															
18															
19															
20															
21															
22															
23															
24															
25															
26															
27															
28															
29															
30															
To be carried over to the front															

¹Not to be completed if the parcels are addressed to the same office as the air parcel bill
 If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels

Postal administration

TABLE CP 21
Air parcels

CP 21 (Front)

Date of table

Reference

The above-mentioned administration accepts, on the terms shown below, air parcels addressed to its own territory and in transit to countries for which it is in a position to serve as an intermediary.

Section A Information on the internal service

Questions	Answers
1. Does the administration preparing this table undertake to reforward air parcels by air in the interior of its country, on all or part of the journey?	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
2. If so, to which places? (In alphabetical order)	
3. Can air parcels addressed elsewhere be sent to these places at the request of the sender?	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No

Section B Conditions for the internal service

Weight steps	Inward rates payable to the administration of destination	Observations
1	2	3
kg	fr	c

Creditor administration

CP 22

STATEMENT

Amounts due in respect of indemnity for postal parcels

Date of statement

Debtor administration	Notes: Compensation for postal parcels lost, damaged, sold, etc. _____ Month Quarter Year
-----------------------	---

Serial No.	Postal parcels		Letters authorizing recoveries (No. of statement, name of office, date, reference No. of debtor administration)	Amount	
	Parcel No. and office of origin	Destination		b	c
1	2	3	4	5	
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
Total (to be carried over to CP 16 summarized account)					

Any observations may be made in the blank space on the front or on the back of the form

Montreal (Canada)	POSTAL PARCELS	to	CP 23	
	from Liverpool			
Montreal (Canada)	MAIL NO.	MONTREAL (Canada)		
	DATE OF DISPATCH			Via
	RECEPTACLE NO.			Ship
	NUMBER OF PARCELS			Port of disembarkation

Parcels, Tokyo 1969, Art. 122, § 1, (a)—Size: 125 x 60 or 148 x 52 mm,
colour: yellow ochre

Note. Bearing in mind the needs of their service, administrations may make slight changes in the text and dimensions of the form, so long as they do not depart unduly from the directives which this specimen contains.

Rio de Janeiro (Brazil)	POSTAL PARCELS	BY	CP 24
	from Stockholm Ban	AIR MAIL	
Rio de Janeiro (Brazil)	MAIL NO.	to	RIO DE JANEIRO (Brazil)
	DATE OF DISPATCH		
	RECEPTACLE NO.	Flight No.	
	NUMBER OF PARCELS	Airport of transhipment	
	Kg		

Parcels, Tokyo 1969, Art. 122, § 1, (a)—Size: 125 x 60 or 148 x 52 mm,
colour: yellow ochre

Note. Bearing in mind the needs of their service, administrations may make slight changes in the text and dimensions of the form, so long as they do not depart unduly from the directives which this specimen contains.

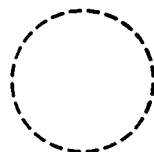
CP 25

STATEMENT OF CHARGES

Stamp of
outward office
of exchange

Administration of

Office of exchange of



Parcel No.		
Reason for return		
<input type="checkbox"/> Not known	<input type="checkbox"/> Refused	
<input type="checkbox"/> Gone away	<input type="checkbox"/> Unclaimed	
	fr	c
Customs clearance charge		
Storage charge		
Return charge		
Redirection charge		
Non-postal fees		
Miscellaneous		
Total		

Parcels, Tokyo 1969, Art. 137, § 6—Size: 105 x 148 mm

**RATIFICATIONS AND APPROVALS OF THE POSTAL PARCELS
AGREEMENT**

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Instrument</i>
Australia (including the Territories of Papua, Norfolk Island, Cocos (Keeling) Islands and Christmas Island, the Territory of Heard Island and McDonald Islands, the Australian Antarctic Territory and the Trust Territory of New Guinea (R))	12 Nov. 1971
Austria (R)	27 Aug. 1971
Belgium (A)	21 May 1971
Bolivia (R)	20 July 1972
Chad (R)	6 Jan. 1972
Chile (R)	20 Sept. 1972
*China, Republic of (R)	3 Feb. 1972
Cyprus (A)	28 Sept. 1972
Denmark (R)	17 Feb. 1971
Finland (R)	21 July 1972
France (A)	18 Feb. 1971
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications (A)	18 Feb. 1971
Gabon (R)	23 Nov. 1972
Germany, Federal Republic of (R) (including Land Berlin)	5 Oct. 1971
Greece (R)	31 May 1972
Iceland (R)	29 Mar. 1971
India (A)	17 Nov. 1972
Iraq (R)	4 Nov. 1971
Ireland, Republic of (R)	30 June 1971
Israel (R)	2 Sept. 1971
Italy (R)	30 Aug. 1972
Japan (A)	8 June 1971
Khmer Republic (formerly Cambodia) (R)	3 Aug. 1972
Korea, Republic of (R)	3 Mar. 1971
Kuwait (R)	26 May 1972
Laos (A)	15 Oct. 1971
Liechtenstein (R)	5 Nov. 1971
Luxembourg (R)	6 Aug. 1971
Mali (R)	18 Aug. 1972
Monaco (R)	14 July 1971
Netherlands (R)	7 Sept. 1971
Netherlands Antilles and Surinam (R)	7 Sept. 1971
New Zealand (including Cook Islands, Niue and Tokelau Islands) (A)	12 Nov. 1971
Niger (A)	21 June 1971
Pakistan (A)	10 Oct. 1972
Portugal (A)	15 Oct. 1971

*Not recognized by the United Kingdom.

Continued:

Portuguese Provinces in West Africa (A)	24 Oct. 1972
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania (A)	21 Sept. 1972
San Marino (A)	1 July 1971
Singapore (A)	19 Jan. 1972
Sweden (R)	1 Oct. 1971
Switzerland (R)	23 Mar. 1971
Syrian Arab Republic (R)	15 Sept. 1971
Thailand (A)	24 Mar. 1971
Togo (R)	15 Dec. 1971
Tunisia (R) (with reservation ⁽¹⁾)	16 Nov. 1971
United Arab Republic (R)	3 June 1971
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man) (A)	30 June 1972
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom are responsible (A)	30 June 1972
Upper Volta (A)	29 May 1971
Yemen Arab Republic (A)	1 Sept. 1971
Yugoslavia (R)	10 Sept. 1971

ACCESSIONS

Fiji (with declaration) ⁽²⁾	14 Aug. 1972
Lesotho (with declaration) ⁽³⁾	9 Nov. 1971
Oman (with declaration) ⁽⁴⁾	28 Dec. 1971
Somalia	9 Dec. 1971
Swaziland ⁽⁵⁾	8 June 1971
Tonga	26 Jan. 1972 (effective date)
Yemen, People's Democratic Republic of (with declarations) ⁽⁶⁾	20 Apr. 1971

⁽¹⁾ By the terms of their instrument, the Government of Tunisia ratified subject to the reservation that:

(translation)...the postal items and transfers be subject to the regulation of exchanges.

⁽²⁾ On depositing their instrument of accession, the Government of Fiji declared that they desired to claim the benefits of the reservations formulated in Article II, Table 1 No. 33 and Article X of the Final Protocol to the Postal Parcels Agreement.

- (³) On depositing their instrument of accession the Government of the Kingdom of Lesotho claimed the benefits of the reservations formulated in Article II, Table 1 with the rates which may amount to the following:
- | | |
|--------------------------------|----------|
| parcels up to 1 kg | Fr. 1.80 |
| parcels over 1 and up to 3 kg | Fr. 2.00 |
| parcels over 3 and up to 5 kg | Fr. 2.70 |
| parcels over 5 and up to 10 kg | Fr. 3.10 |
- and Article X of the Final Protocol to the Postal Parcels Agreement.
- (⁴) On depositing their instrument of accession the Government of the Sultanate of Oman claimed the benefits of the reservations formulated in Article II, Table 1, No. 33, Table 2, No. 18 and in Articles IV and X of the Final Protocol to the Postal Parcels Agreement.
- (⁵) On depositing their instrument of accession the Government of Swaziland claimed the benefits of the reservations formulated in Article II, Table 1, No. 70 with the rates which may amount to the following:
- | | |
|--------------------------------|----------|
| parcels up to 1 kg | Fr. 1.80 |
| parcels over 1 and up to 3 kg | Fr. 2.00 |
| parcels over 3 and up to 5 kg | Fr. 2.70 |
| parcels over 5 and up to 10 kg | Fr. 3.10 |
- and Article X of the Final Protocol of the Postal Parcels Agreement.
- (⁶) In a note received by the Swiss Government on 24 March 1972 the Government of the People's Democratic Republic of Yemen claimed the benefits of the reservations formulated in Articles II, Table 1, No. 80, and Table 2, No. 42, IV, IX and X of the Final Protocol to the Postal Parcels Agreement.